

Rapport d'orientation générale adopté Par le 33^{ème} congrès

L'égalité des intelligences, c'est une idée qui a été avancée il y a presque deux siècles par le grand penseur de l'émancipation intellectuelle Joseph Jacotot auquel j'ai consacré mon livre « Le Maître ignorant ». Cela ne veut pas dire : toutes les productions de toutes les intelligences se valent. Cela veut dire : il n'y a pas une forme supérieure et une forme inférieure d'intelligence. L'intelligence est fondamentalement la même dans toutes ses opérations. /...

On parle, on écrit, on communique, on écoute, on répond dans l'idée qu'on s'adresse à des êtres égaux, des êtres capables de nous comprendre parce qu'ils sont pourvus de la même intelligence. Ça s'oppose radicalement à la vision dominante qui identifie la hiérarchie sociale au gouvernement des plus capables mais aussi à ces pédagogies de bonne volonté qui prétendent « réduire les inégalités », en prenant l'enfant ou le peuple par la main pour le conduire vers l'égalité. Ces pédagogies reproduisent sans fin l'écart qu'elles prétendent combler. C'est pourquoi il appelait à un renversement radical : prendre l'égalité non pas comme un but à atteindre mais comme un point de départ ; partir non de ce que les gens ne peuvent pas, mais de ce qu'ils peuvent.

- 20 Jacques Rancière *Les trente inglorieuses*, scènes politiques La Fabrique éditions, pages 71 et 72, chapitre intitulé *la haine de l'égalité*.

INTRODUCTION

Pour celles et ceux qui cultivent **la passion commune de l'égalité**, et la mettent en acte, la période historique que nous traversons semble nous placer **au carrefour de tous les possibles**.

D'un côté, la crise sans fin du capitalisme inaugurée par la déflagration de 2008 pose au néolibéralisme des questions stratégiques quant à la stabilisation du système de domination qui met à l'ordre du jour à l'échelle mondiale **l'option du libéralisme autoritaire**. De l'autre côté, l'option d'un fascisme revisité où à tout le moins, la cristallisation des droites autoritaires autour d'un certain nombre d'options idéologiques n'a de cesse de s'imposer avec une force d'entraînement au plan électoral grandissante, comme une réponse à la crise d'hégémonie de la classe dominante et aux incertitudes de sa gouvernementalité, aggravée par la combinaison des crises économiques, sanitaires, écologiques et mêmes géopolitiques.

- 40 Au regard de ces éléments d'une dangerosité extrême pour notre camp social, et cela en dépit du recul historique global enregistré à partir de la mise en œuvre du rouleau compresseur néolibéral, à la fin des années 70 et du glissement inexorable des partis se réclamant d'une tradition sociale-démocrate vers le social-libéralisme et les expériences gouvernementales calamiteuses qui en ont résulté, conjugués à l'onde de choc historique consécutive à la chute du Mur de Berlin, il convient d'observer **un regain d'activité de la lutte des classes à l'échelle internationale**.

En témoignent un certain nombre d'événements qui ont ponctué l'histoire des luttes de ces dernières années, pouvant aller jusqu'à des formes de désobéissance collective, portant la conflictualité sociale à des hauts niveaux d'intensité, jusqu'à des formes quasi insurrectionnelles en un certain nombre de pays. Certes ces mouvements sociaux demeurent sporadiques et ne culminent pas, immédiatement sur des victoires, ni même sur des changements durables de rapports de forces. Mais **cette dynamique de recomposition du mouvement social**, intégrant y compris des contenus nouveaux et revêtant des

formes inédites constitue une tendance de fond, qu'il faut s'efforcer de mettre en perspective, si l'on veut penser à un rééquilibrage des rapports de forces, notamment à l'égard d'un fascisme décomplexé renaissant et de la montée en puissance des droites radicales et autoritaires désormais en mesure d'accéder au pouvoir, jusqu'y compris sur le continent européen, et notamment dans le pays où nous agissons.

60 C'est ainsi selon nous, qu'il convient de lire la séquence électorale que nous traversons. La renaissance d'un bloc des gauches fédérées autour d'une visée de rupture avec le néolibéralisme et son monde, doit être analysée comme le résultat d'un retour d'une conflictualité sociale diffuse, travaillant l'ensemble du corps social, à travers des mobilisations ancrées sur le monde du travail (Loi de travail, retraites) mais embrassant également des enjeux extérieurs au lieu de travail, à l'instar des mobilisations autour de la ZAD Notre Dame des Landes, de la crise des gilets jaunes (tout au moins dans sa première phase), des mobilisations contre le réchauffement climatique, de l'émergence d'un mouvement antiraciste porteur de nouvelles exigences, ou du regain d'activité d'un féminisme revisité et des mouvements LGBT.

80 Ainsi, si bien sûr nul ne saurait négliger l'effrayante progression de l'extrême-droite qui doit ériger l'antifascisme au rang de nos priorités obsessionnelles, il existe une chance historique de faire de la percée électorale des gauches sociales et politiques rassemblées pour l'élection législative, dans la foulée du vote Mélenchon lors de la présidentielle, un levier pour permettre au mouvement social d'être à l'offensive, non seulement pour parer les coups d'un Macron très mal élu, mais aussi pour être le maître d'un agenda social placé sous le signe de la confrontation avec le bloc bourgeois au pouvoir et l'extrême droite en embuscade. Pour autant, il ne s'agira ni de faire montre de passivité électoraliste, consistant à miser sur la seule opposition parlementaire pour parer les coups du bloc social dominant, ni de faire montre d'angélisme à l'égard d'une union populaire sociale et écologique dont la stratégie s'inscrit, pour l'essentiel dans les limites du jeu politique de la démocratie dite représentative. Il conviendra à cet égard de rester vigilants sur le contenu programmatique qui scelle la convergence de courants hétérogènes et contradictoires quant au degré de rupture assumée avec le néolibéralisme, qu'il s'agisse de la désobéissance aux règles néolibérales des traités européens, de la nécessaire sortie planifiée du nucléaire, des modalités de l'abrogation de la constitution de la 5ème république et de la nature d'un processus constituant qui doit s'accompagner de la mise en place d'organes de démocratie directe, et du programme d'action immédiat à l'endroit du capitalisme et de ses structures. Mais symétriquement, personne ne pourra se payer le luxe du sectarisme consistant à se réfugier sur son Aventin au nom de la pureté anticapitaliste, il s'agira au contraire de peser par l'organisation du mouvement social pour pousser ledit bloc populaire dans le sens d'une dynamique anticapitaliste, que ce soit en sa qualité d'opposition parlementaire à la Macronie ou, que ce soit dans le cas d'une victoire conduisant à une expérience gouvernementale.

L'indépendance du mouvement social et syndical sera évidemment requise, pour créer les conditions d'une véritable contre-offensive face au néolibéralisme en crise de perspective et à la menace fasciste, pour donner au mot d'ordre de rupture une perspective concrète.

Pour une organisation sociale vivante, à l'instar d'un syndicat et de ce collectif militant que nous sommes, on ne saurait se contenter de réciter les versets du catéchisme de la radicalité anticapitaliste ni de rivaliser en déclarations lyriques de congrès, sans se donner les moyens d'une action réellement émancipatrice !

100 Il s'agit aussi de faire l'effort collectif de bâtir notre orientation sur une analyse rigoureuse de cette période historique de tous les dangers, analyse sans laquelle nous risquerions d'en subir les effets sans être en mesure de les anticiper pour mieux les combattre. Remonter aux causes est la seule manière de n'être point ballotté au gré des circonstances et de tracer un chemin susceptible de modifier

les rapports de forces et d'engranger des victoires dont notre camp social a grand besoin pour sortir de son attentisme, de sa sidération, voire dans certains secteurs de sa frilosité.

Reconnaissons-le ! **Nous demandons à l'ensemble de notre collectif militant un effort de lecture**, mais nous croyons nécessaire de mettre la barre haut non seulement pour comprendre la complexité de la situation mais surtout pour mettre en œuvre une orientation qui puisse régénérer l'action collective et déboucher sur d'authentiques victoires.

Le congrès de notre syndicat se situe à un moment charnière de la séquence électorale, juste avant le premier tour des élections législatives.

Si la Charte d'Amiens nous rappelle à la nécessité de préserver l'indépendance de la CGT à l'égard de toutes formes d'instrumentalisation au bénéfice d'une formation politique, fût-ce une organisation se prévalant des traditions du mouvement ouvrier, cela ne signifie aucunement que notre organisation se définirait **en extériorité au champ politique, en tant qu'il résulte de l'évolution du rapport de forces entre les classes.**

120 Or, ce pays vient de traverser une séquence électorale extrêmement lourde en matière d'enseignements qu'il faut tirer, à l'aune d'une analyse fine des enjeux globaux constitutifs de la trame historique de la lutte des classes en ce si périlleux 21^{ème} siècle.

S'il est vrai que le projet d'émancipation que nous portons au nom de la conception que nous nous faisons de la « double besogne » (une articulation des tâches syndicales immédiates avec un horizon qui est celui de la réorganisation de la société en rupture avec le régime capitaliste de propriété), ne saurait se contenter d'**une définition passive de la citoyenneté** réduite à une acception électoraliste, Pour autant, force est de constater que les résultats de cette série d'élections consacrent de manière déformée l'état du rapport de forces entre notre camp social et la classe dominante, avec une acuité inédite.

Le premier enseignement de cette élection c'est **la progression des droites radicales portée à un niveau exceptionnellement haut**, au point que l'échéance de 2027 si le cours de l'histoire ne se trouve pas radicalement infléchi, verrait, par projection mécanique, la victoire de la ou du candidat nationaliste quasiment assurée. Agiter le spectre du pire ne signifie pas ici faire montre d'une conception fatalisante de l'histoire, bien au contraire, cette hypothèse doit nous conduire à mettre tout en œuvre pour cette hypothèse ne puisse se réaliser, ce qui revient à **poser les conditions de possibilité de la contre-offensive que notre camp social se doit de mettre en œuvre tant à l'égard d'un néolibéralisme autoritaire que d'un fascisme aux couleurs du 21^{ème} siècle**, plus menaçant que jamais.

Le second élément c'est le constat historique du **déclin des formations politiques qui avaient structuré sur le mode bipartisan dit aussi effet « essuie-glace »** la vie politique de ces dernières décennies, à savoir le Parti Socialiste et Les Républicains devenues des formations ectoplasmiques. Sur ce champ de ruines se dessine **une nouvelle tripartition** organisée entre un bloc bourgeois central ayant vampirisé toutes les nuances du néolibéralisme dit de gauche et de droite, un bloc de gauche renouant avec une certaine combativité, un bloc nationaliste et fascisant.

Reste que pour que le bloc de gauche ne se limite à une combativité rhétorique, (la célèbre fonction tribunicienne), il faudra **créer les conditions d'un mouvement social déployé sur l'ensemble des champs de la contestation anticapitaliste, sociale, écologique**, et en pensant toutes les interactions possibles. Certes, une percée d'une gauche dégagée de l'emprise libérale sur le plan électoral faciliterait la tâche de ceux qui, aux avant-postes de la société et au-delà des calculs électoralistes, s'emploient à créer des rapports de forces et à enrayer la marche mortifère du capitalisme.

160

Au titre des conditions de possibilité, il en est une parmi les plus essentielles, qui touche non seulement au maintien de la CGT en tant qu'outil collectif indispensable à la lutte des classes, mais surtout à **sa montée en puissance et à sa mutation en organisation en phase avec l'ensemble des aspirations du mouvement social**. Tout l'enjeu de ce congrès vise à contribuer au **renouvellement des pratiques et un enrichissement de l'orientation stratégique**. La période dans laquelle nous rentrons exige de prendre la mesure d'une accélération des processus dévastateurs sur le plan social et écologique dont la cause réside dans l'accumulation du capital et de ses crises. La CGT et les organisations syndicales ancrées dans le combat anticapitaliste (Solidaires et FSU) demeure une force essentielle qui doit prendre toute sa place, non seulement pour déjouer les attaques contre notre camp social, mais également pour contribuer à l'élaboration d'un projet d'émancipation, à la mesure de la complexité et de la diversité des enjeux.

180

Il s'agira ici de comprendre que **néolibéralisme et néofascisme sont deux étoiles jumelles qui s'entretiennent mutuellement** et qu'à mesure que le néolibéralisme se cristallise sur les options autoritaires, mises à l'ordre du jour par l'exacerbation de la crise du capitalisme (y compris au plan écologique) l'hypothèse d'un nouveau fascisme semble s'inscrire dans la continuité logique d'un libéralisme autoritaire qui lui déblayerait la route au risque de le faire advenir. Il faut bien entendu ne pas céder à la tentation simplificatrice du raccourci consistant à tirer un trait d'égalité entre le bloc social dominant structuré autour de Macron, et les représentants de la droite autoritaire associée au fascisme, y compris quant aux types de régimes et aux modes de domination qui doivent être distingués. Nonobstant ce rappel de principe, il faut observer que l'exacerbation de la crise d'hégémonie du bloc social bourgeois coagulé autour de Macron en France, oblige en quelque sorte le néolibéralisme à nourrir l'altérité lepéniste tout en prétendant la combattre au nom d'un « progressisme » dévoyé.

Le premier quinquennat de Macron aura été d'une incomparable violence, à tous égards, violence d'état contre le mouvement des gilets jaunes et à tonalité raciste vis à vis des quartiers populaires, étayée par une islamophobie décomplexée à l'instar de la loi sur le soi-disant séparatisme, violence sociale par la poursuite et l'amplification des contre-réformes parfaitement en cohérence avec les objectifs dudit néolibéralisme. S'y ajoute aussi l'ajustement du droit aux critères de l'exceptionnalité qui constituent autant d'éléments permettant d'observer, en se fondant par exemple sur la totale complaisance dont a fait preuve l'exécutif à l'égard d'un appareil de répression gangrené très majoritairement par les idées d'extrême-droite, un certain nombre de signes cliniques révélateurs d'un certain degré de fascisation dudit appareil d'état.

Pour autant, il **demeure des contradictions au sein de fractions de l'appareil d'état** non entièrement engagées dans cette spirale, à l'endroit desquelles nous devons n'avoir de cesse de peser, pour mettre à jour des lignes de fracture qu'il s'agit de faire émerger. Reste qu'il faudra combattre frontalement le bloc social minoritaire et mal réélu contre toutes ses prétentions à poursuivre son agenda néolibéral et en même temps **créer les conditions d'un large front uni antifasciste et antiraciste, pouvant aller jusqu'à des formes d'autodéfense populaire** contre les nervis fascistes hystérisés par leur défaite électorale, où les quartiers populaires, victimes du racisme de l'islamophobie et des violences policières auront à jouer un rôle politique et social majeur.

200 **Difficile de répondre à la question désormais obsédante : où va la France ?**

Ce qui est certain c'est qu'aucun scénario n'est écrit d'avance. A l'évidence, la progression spectaculaire d'une extrême-droite émancipée des interdits de l'après-guerre (grâce notamment à la volonté de déculpabilisation révisionniste de Vichy entreprise par Zemmour corrélée avec une multiplication des actes antisémites en recrudescence depuis la crise sanitaire et l'émergence d'un obscurantisme anti-vaccinal) s'inscrit dans un contexte où la stratégie de la Nouvelle Droite (tête

pensante de l'extrême droite néo-païenne) de conquête de l'hégémonie culturelle a hélas enregistré de réels succès, y compris en imposant ses obsessions délétères au centre du paysage médiatique. Pour autant, et cela en dépit des reculs et des défaites du mouvement ouvrier, **la lutte des classes et la contestation sociale et ce depuis le début des années 2000 ne se sont pas dans ce pays promises à s'évaporer dans le renoncement**, ce dont le succès aussi incontestable qu'amer de Mélenchon lors du 1er tour de l'élection présidentielle apporte confirmation, à la condition de ne pas se dissoudre paresseusement dans une somnolence électoraliste.

De surcroît, on a pas assez souligné le fait que cette percée signe de la part de ladite France Insoumise l'abandon de sa stratégie « populiste de gauche » et d'un laïcisme ambigu très 3ème République, au profit d'**un recentrage sur les antagonismes fondamentaux de la société de classe, du combat légitime contre l'islamophobie, et de l'adhésion à un écosocialisme** de bon aloi, bien que marqué par une illusion globalement keynésienne qui en obère la portée.

220

Les gauches sociales et politiques anticapitalistes, dans cette course de vitesse avec la crise climatique et le néofascisme du 21ème siècle peuvent s'engager dans un processus de recomposition d'ensemble, bien au-delà de la seule France Insoumise, si et seulement si, d'une part elles créent les conditions d'un mouvement social d'ensemble contre les politiques néolibérales et la menace fasciste corrélée, et d'autre part acceptent de redéfinir un horizon stratégique en se déprenant de toute velléité d'hégémonie.

Enfin, le bloc social bourgeois rentre dans une phase d'incertitude quant aux modalités de son projet stratégique, tant il apparaît qu'à la faveur de la crise du capitalisme enclenchée en 2008 et aggravée par la crise sanitaire, le néolibéralisme, considéré dans ses différentes écoles et pratiques de gouvernementalité se trouve lui-même arrivé à un point d'impasse stratégique, ce qui hélas, redonne à l'option de la guerre comme sortie de crise, toute son actualité, bien au-delà de la crise ukrainienne qui n'est à cet égard qu'un symptôme d'une pathologie plus vaste. À preuve, les débats sur la caractérisation des impérialismes au pluriel, qui nous invitent à en repenser le concept à nouveaux frais, discussions que l'on croyait éclipsées depuis la chute du Mur reprenant force et vigueur, y compris pour se défaire de « l'anti-impérialisme des imbéciles » de type campiste conduisant à apporter un soutien injustifiable à des régimes autoritaires au motif qu'ils résisteraient à un unique impérialisme de type étasunien.

240

Il est difficile de prédire la formule chimique, nécessairement impure, qui résulterait de cette crise du système de domination enchevêtrée dans l'ensemble des crises écologiques, sociales, politiques, et mêmes stratégiques ou militaires. Une chose est certaine, pour faire en sorte qu'elle n'advienne pas, il faudra à la fois mettre en œuvre l'ensemble de nos ressources intellectuelles collectives pour penser l'ensemble des contradictions de cette période charnière et créer les conditions sociales et politiques pour dénouer ces contradictions au bénéfice de la majorité sociologique constituée des travailleuses et des travailleurs, à la fois sur le lieu de travail et sur l'ensemble des champs où se déploie la domination capitaliste.

Cette course de vitesse est évidemment une course contre la mort, au sens concret du terme, au regard de la gravité de la crise climatique et de la montée du fascisme qui inscrit Thanatos comme pulsion triomphante dans l'ordre du politique et au cœur de son agenda. Mais c'est aussi **une course contre une forme d'agonie psychique** qui consiste à ravalier une rage inarticulée et à se résigner aux plus médiocres agencements, enrayant toute capacité d'élaboration individuelle et collective qui signerait la déchéance et la destitution de tout sujet considéré individuellement ou collectivement.

Il nous reste à faire le pari de **restaurer les chances de la vie** contre des forces qui la menacent à très court terme.

260 L'enjeu n'est plus donc de se donner une respiration politique institutionnelle à l'instar de ces alternances couronnées de déceptions amères et de trahisons (pensons à la compromission de Syriza en Grèce, au tournant de la gauche de 1983 en France, ou encore à l'expérience consternante de feu la gauche plurielle 1997-2002), mais d'**ajuster l'organisation de la société aux nécessités d'un monde commun soutenable socialement et écologiquement** et donc émancipé de la tutelle du régime d'accumulation du capital et des institutions qui en garantissent la pérennité. Toutes les actions que nous devons conduire quotidiennement devront s'inscrire dans cet horizon rationnel, celui qui consiste à persévérer dans notre être collectif.

Telle devra être la double besogne, actualisée à l'aune des défis de notre si dangereuse époque.

A - Du surgissement de la COVID 19 comme mise à l'épreuve et révélateur de la crise globale du capitalisme

1 - Le « Great lockdown » (grand confinement) et le renoncement momentané aux fondamentaux de l'économie néoclassique portent en elle le risque d'un retour de bâton extrêmement violent, sur fond de stagnation

280 Chacun doit mesurer le fait que depuis la crise de 2008 -**la plus grande crise financière depuis 1929**, le capitalisme est caractérisé par **une instabilité structurelle**, sans qu'aucun des éléments ayant conduit à la crise précédente n'aient été traités, faute d'un modèle alternatif. Ce fût une séquence tragique qui précipita l'Atlantique Nord dans une grande récession dont l'onde de choc culmina, sur le flanc gauche, par le blocus monétaire de la Grèce et la capitulation de Syriza puis, sur le flanc droit, par le basculement d'une série d'états dont les États-Unis et la Grande-Bretagne, de l'extrême-centre vers un nouveau genre de nationalisme, libéral et autoritaire, également à l'œuvre en Russie, en Inde, en Égypte en Hongrie, en Turquie sur le même mix libéralisme et conservatisme identitaire et coercitif.

On pouvait ainsi brosser ce tableau assez simple et sombre pour caractériser la situation économique du capitalisme avant le déclenchement de ladite crise pandémique. Quels en étaient les signes ? : un **ralentissement de la mondialisation**, un **niveau de productivité au plus bas**, un **endettement des entreprises privées au plus haut**, pour ne citer que les caractéristiques centrales.

290 Telle était la situation avant le déclenchement de la pandémie dont la caractéristique centrale réside dans **l'imbrication entre une crise sanitaire et une crise économique**, sous le signe du confinement, le Great Lockdown, le **grand enfermement** pour reprendre les termes du FMI (*Fonds Monétaire International*), ayant entraîné **la dislocation simultanée des relations fondamentales du capitalisme mondialisé**, avec son bouquet de symptômes, chute du PIB (*produit intérieur brut*), chômage, explosion de la pauvreté, recul du commerce international, gel des investissements. Il en résulte un effet majeur qui réside dans le fait que cette crise d'un genre inédit a frappé de manière inégale les différents segments de l'économie. Les dégâts n'ont pas été infligés « équitablement », qu'il s'agisse des secteurs d'activité ou des pays.

300 Chacun aura noté qu'à cette occasion, on a assisté à un **véritable bouleversement**, les états et les institutions **jetant aux orties tous leurs principes** ; tandis que l'économie était à l'arrêt, les revenus ont été en majorité maintenus et toutes les règles de l'orthodoxie budgétaire ont été abandonnées.

Pour le dire clairement, le capitalisme a accepté de tarir provisoirement ses sources de plus value et les autorités de manger leurs chapeaux. Évidemment cette **conversion momentanée aux politiques hétérodoxes** comporte un revers. Tout sera mis en œuvre, le moment voulu pour remettre le curseur à l'endroit et il faudra s'attendre à une réaction, **où la violence des mesures programmées sera de**

taille équivalente aux abandons que le capitalisme a dû consentir. Il s'agira donc de faire porter aux travailleuses et aux travailleurs le fardeau de l'énorme dette contractée, en déprimant le pouvoir d'achat au risque d'entraîner une aggravation majeure de la stagnation déjà constatée au stade du Grand confinement. La violence du coup d'arrêt fût un choc tel qu'il ne saurait y avoir de reprise que chaotique, fragile et étalée sur une longue séquence. S'il faut considérer la Covid 19, comme un événement économique majeur, les zones de turbulences où nous sommes engagés viennent de beaucoup plus loin. En effet, les données attestent d'**une tendance longue à la baisse du taux de croissance, depuis les années 60**, décade après décade le capitalisme plongeant dans une **fatigue aggravée**.

320 **2 - Quand Le FMI parle d'économie entravée, il faut bien comprendre que le capitalisme entre dans un cours placé sous le signe de la stagnation.**

Avant même que les **prix de l'énergie et des principales matières premières n'aient pris leur envol**, les perspectives présentées par le FMI et la banque mondiale (lors de la seconde réunion de 2021) se voulaient déjà sombres, pointant dans le rapport (global financial stability report) **un risque accru de vulnérabilités financières**,

Il est vrai que le rebond du taux de croissance du PIB mondial entre 2020 et 2021 a été stoppé net. Et le rapport de marteler qu'en ce qui concerne la situation française comme celle des pays capitalistes avancés que « loin de la formidable reprise vantée partout, on voit une fois passée les effets assez mécaniques de la reprise une forme de stagnation. »

L'état de **stagnation, désormais conjugué avec l'envolée des prix des matières premières** est d'autant plus criant que les banques centrales ont apporté un soutien massif aux économies, à l'instar de la FED (*Réserve Fédérale Américaine*) et de toutes les banques centrales du G7 qui ont mené une politique monétaire volontariste d'achats de titres de la dette publique afin de permettre aux gouvernements dont ceux de la zone euro de financer des mesures de soutien à leurs économies. Ainsi les aides budgétaires directes à l'activité économique mises en œuvre par le gouvernement français, par crainte d'une mobilisation du corps social ont atteint 3,1 % du PIB en 2020 et 4,1 % du PIB en 340 2021. L'OCDE (*Organisation de Coopération et de Développement Économiques*) en profite pour rappeler la nécessité « de nouvelles réformes du système de retraite, » au regard de l'augmentation attendue des dépenses liées au vieillissement dans la perspective « d'une stratégie de stabilisation et de réduction progressive de la dette publique ».

De même, sans surprise on note des écarts dans la reprise qui perdurent, avec en toile de fond l'écart béant en matière de vaccination entre les pays de l'OCDE et les pays dits émergents (essentiellement la Chine) d'une part et le reste du monde d'autre part, la levée des brevets continuant de susciter un front du refus notamment européen (Allemagne, Suisse, France) et des grands groupes pharmaceutiques. On notera à cet égard que cet écart mondial dans l'accès aux vaccins s'accompagne des nouvelles formes mutantes du COVID, à l'instar de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

Par ailleurs, on assiste à **une nouvelle augmentation des actifs financiers constitutifs du capital fictif**, facilitée par l'émission massive de bons du trésor et leur achat par des banques centrales. On notera ici que la tristement célèbre société McKinsey Global Institute qui s'emploie à calculer l'écart entre le taux de croissance des actifs financiers et celui du PIB mondial rapportent que, de 2000 à 2020, ces actifs (actions, obligations, produits dérivés) sont passés de 8,5 à 12 fois le PIB mondial et que l'immobilier représente les deux tiers de l'actif réel mondial, à l'instar de l'immobilier résidentiel y compris des terrains ; les autres actifs fixes tels que infrastructures publiques, machines et équipements, actifs incorporels qui stimulent la croissance économique ne représentant qu'un 360 cinquième des actifs réels ou de la valeur nette, allant de 15% au Royaume-Uni et en France à 39% au Japon. De son côté, le géant allemand de l'assurance Allianz indique qu'en dépit de la crise sanitaire

et de la récession qui l'a caractérisée, **les actifs financiers ont augmenté de +9,7% en 2020** et pour signaler l'écart entre la richesse et la croissance économique que **les actifs financiers mondiaux ont augmenté de 11,6% de plus que la production économique**, pour **dépasser 300%** du PIB mondial.

Au titre des étrangetés de cette période, il faut faire une mention particulière au cas d'espèce que constitue Tesla (la firme de Elon Musk), pionnière de la voiture électrique et incluse dans la cotation au marché de Wall Street en juin 2020 et devenue la sixième société en termes de capitalisation boursière ayant dépassé celles de BMW, Daimler et Volkswagen réunis, alors que la production et vente de ses quatre modèles est environ dix fois inférieure à celle de Toyota. Tesla tire des revenus importants de la vente de crédits à d'autres fabricants, crédits accordés par un certain nombre de gouvernements aux constructeurs de véhicules électriques à batterie, sur le modèle des marchés de carbone et de vente de droits à polluer.

3 - L'analyse des facteurs qui affectent le renchérissement des coûts de la vie dans une tendance clairement inflationniste donne toute son actualité au vieux mot d'ordre de lutte contre la vie chère

380 On soulignera tout de suite que ces facteurs, par hypothèse, impacteront négativement les taux de profit, d'où une **tendance durable à la stagnation économique**.

3-1 - Le premier facteur qu'il faut invoquer c'est bien sûr la hausse du prix de l'énergie et des matières premières

A commencer par le **prix du gaz**, qui entraîne en cascade la **hausse du prix du pétrole consécutive à celui du charbon** en Chine et en Inde et celui du gaz en Europe. On notera que la France a connu ainsi la plus forte augmentation du prix du gaz des 15 dernières années avec une hausse de +12,6%, depuis début 2021 **le prix du gaz a augmenté de 57%**. La « reprise » économique en Asie, à compter du premier trimestre 2021 a déclenché **une hausse mécanique de la demande**, les principaux producteurs mondiaux de gaz liquéfié transporté en navire (pays du golfe et États-Unis), ayant **alimenté cette crise en profitant de prix plus élevés qu'en Europe**, processus accentué par la nécessité pour le vieux continent de reconstituer les réserves européennes de gaz pour l'hiver 2021-2022 et par une **hausse de la demande consécutive à la reprise**.

400 Le premier producteur de gaz naturel ayant entamé une fermeture progressive de son champ gazier c'est la Norvège qui devenue principal fournisseur a subi un incendie grave de son usine de liquéfaction en septembre 2020, obérant ses capacités de livraison. Au surplus, s'ajoute la politique d'exportation de la Russie d'où provient une grande partie du gaz en Europe, jouant de sa capacité d'ouvrir et de fermer les vannes, en limitant par exemple ses exportations via l'Ukraine pour parachever la construction de North Stream, en dépit de l'opposition étasunienne dans le contexte géopolitique dégradé que nous observons.

On ne saurait négliger toutefois **une tendance de fond qui s'inscrit dans la temporalité de la longue période**, à savoir **l'inflexion de la courbe du prix des matières premières** qui avait baissé au cours du 20ème siècle d'un peu plus d'un demi pour cent par an en moyenne, pour connaître **un doublement des prix à compter de l'année 2000**. S'y ajoute la volatilité des prix, tenant compte des coûts d'accès aux nouvelles réserves, à l'instar des techniques de production du pétrole offshore ou des terres arables non reliées aux marchés finaux en raison du manque d'infrastructures, sans parler des risques géopolitiques affectant l'approvisionnement et l'offre de plus en plus inélastique et par voie de conséquence les prix.

Il est à considérer comme un point essentiel, **la corrélation des prix des différentes matières premières**, les ressources représentant une part importante du coût des intrants d'autres ressources,

l'augmentation des coûts de l'énergie dans les engrais entraînant une augmentation des coûts de production dans l'agriculture. Si à court terme selon l'étude de Mc Kinsey sur les grandes matières premières, l'économie ne serait pas confrontée à des situations de pénurie absolue, en revanche la nécessité de chercher des gisements toujours plus coûteux situés dans des régions à haut risque politique pèse négativement sur les perspectives de profit, sans qu'aucune percée technologique nouvelle ne soit susceptible de contrecarrer les tendances de fond.

3-2 – Le second facteur réside dans le secteur manufacturier et celui des services

La robotique et l'intelligence artificielle n'auront pas significativement amélioré les perspectives de profit, même si certaines entreprises ont su en tirer parti.

Si un économiste étasunien comme Robert Gordon a bien constaté **une reprise conjoncturelle de la productivité, dans la seconde moitié des années 90**, due à **une baisse jamais renouvelée du coût de la vitesse et de la capacité de mémoire** des ordinateurs ainsi qu'à une **augmentation jamais répétée de la part du PIB** consacrée à l'investissement en Recherche et Développement et en équipements informatiques initiaux, **ces avancées se sont achevées avec le krach de 2001**. A cet égard les effets macroéconomiques des développements récents à l'instar des petits robots et de l'intelligence artificielle, de l'impression en 3D et des véhicules sans conducteur sont faibles.

Au titre des facteurs obérant le taux de profit d'un nombre croissant d'entreprises capitalistes, il faut évoquer les **retards de livraison et les goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondial** dont la fragilité intrinsèque a été révélée par la crise pandémique. Les retards de livraison et les goulots d'étranglement de composants **pèsent sur la production des biens dont ils sont les intrants**. A noter qu'aux États-Unis, l'inflation des prix est le symptôme de la **consolidation (centralisation/concentration) croissante de l'économie au profit d'une poignée de grandes firmes** ayant la surface nécessaire pour augmenter prix et bénéfices. Côté retards de livraison, il faut faire ici mention de **l'industrie manufacturière chinoise** qui s'est redressée rapidement (après le recul observé de 2019-2020) mais où les **navires porte-conteneurs des compagnies maritimes étaient en cale sèche**, cette pénurie, essentielle aux chaînes d'approvisionnement générant de fortes perturbations. Autre exemple de goulot d'étranglement, **la production de puces électroniques de Taïwan**, qui étant dépendante de l'approvisionnement en eau, indispensable à la fabrication de semi-conducteurs, est **à la merci d'une sécheresse**.

Le capitalisme mondial s'est ainsi placé dans **une situation de dépendance improbable à l'égard d'un groupe taïwanais** se trouvant être le plus important fabricant de semi-conducteurs mondial, et partant à l'égard des conditions climatiques dans l'île, ceci impactant tant les équipements de communication (boxes internet, ordinateurs, portables) que **l'industrie automobile** dont la **production a été significativement ralentie** (fermeture temporaire de plusieurs usines et/ou réduction des cadences chez General Motors et Ford). Certaines entreprises demandent la **création de réservoirs étatiques** pour stocker davantage d'eau et anticiper ainsi un risque de pénurie exacerbé par le réchauffement climatique.

3-3 - Le ralentissement d'un des poumons de la croissance mondiale : la Chine

La **faillite annoncée** du promoteur immobilier géant Evergrande, au nombre de ceux que l'on qualifie de **too big to fail (trop gros pour faire faillite)**, en dépit du sauvetage financier étatique, consacre un **retournement du marché immobilier chinois**.

Mais cette baisse de régime de la croissance et l'effet de cette faillite sur la demande intérieure risque de peser très lourd, dès lors que depuis 30 ans, c'était la croissance chinoise qui tirait le reste du monde, (entre 2013 et 2018, la Chine a apporté directement 28% de la croissance mondiale).

Au-delà du « syndrome » Evergrande, tout laisse à penser que l'économie chinoise est confrontée après 30 années de croissance aux mêmes difficultés que les économies occidentales : une **incapacité de dégager des gains de productivité requis pour un développement capitaliste équilibré**, le pouvoir chinois n'ayant pas davantage de solution aux problèmes structurels du capitalisme contemporain que ses pairs occidentaux ou japonais. La tendance lourde qui se dessine peut se résumer ainsi : **un régime de croissance faible** s'annonce où la pression sur le travail et la nature va aller en s'exacerbant.

Ce régime de croissance faible **corrélé à un mouvement tendanciel de hausse des prix de l'énergie et des grandes matières premières** est susceptible d'exaspérer le réflexe du « chacun pour soi » et en même temps d'**aiguiser la concurrence internationale et d'exacerber les contradictions inter-impérialistes**.

480 **B - La crise de la COVID aura eu le mérite de faire émerger un certain nombre d'enjeux**

Il convient de les articuler correctement pour réarmer notre camp social et donner à la lutte des classes un horizon stratégique

1 - les nouveaux débats que la crise pandémique a porté à l'ordre du jour qui ont des conséquences décisives pour l'avenir des mouvements sociaux

Le premier point de discussion réside dans le fait de savoir quel postulat retenir à l'égard de la présente crise : est-elle **endogène ou exogène** ? Pour certains analystes le choc économique évoqué en première partie résulte de la pandémie et des politiques de distanciation sociale qui ont imposé une **restructuration du capitalisme, de l'extérieur**.

Or cette thèse peut et doit être soumise à des objections sérieuses. En effet, si le choc économique est le résultat des décisions politiques prises pour lutter contre la pandémie, le « grand confinement » selon la forte formule du FMI, ces décisions sont bel et bien prises dans **les déterminations internes au développement capitaliste**.

500 Si la théorie marxiste des crises est traditionnellement mise sur **la contradiction entre le processus de production et la valorisation du capital**, qui mobilise des facteurs multiples (baisse de la rentabilité, insuffisance de la demande, manque d'opportunités d'investissement, compétition destructrice, indiscipline ouvrière, pénurie de financement), tous ces facteurs ont en commun le fait de pointer que c'est **la logique de valorisation capitaliste qui fait obstacle à la production**.

La crise du capitalisme a ses **racines dans les contradictions sociales**, car la dévalorisation de la force de travail au regard de la productivité de celle-ci contribue à provoquer une **situation de surproduction dans la plupart des secteurs industriels**, tandis que les classes dominantes s'enrichissent de manière obscène grâce aux allègements fiscaux dont elles bénéficient outrageusement et aux exigences exorbitantes de la finance.

Or les marxismes n'ont désormais rien de monolithique, en sorte que depuis plusieurs décennies **l'écologie politique marxiste complète cette analyse** en montrant que **l'accumulation infinie du capital bute sur le caractère limité de la planète, elle-même**. Cette **contradiction écologique** centrale du capitalisme menace les équilibres des écosystèmes, épuise nombre de ressources naturelles, appauvrit la biodiversité, génère des pollutions multiples et dérègle le climat. Autrement dit, le capitalisme ne peut aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail sans

ruiner ses possibilités d'expansion, et il ne peut aller non plus aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature sans **détériorer ou détruire la base matérielle de l'accumulation**.

520 **Dans le cas qui nous occupe, la crise économique qui fait suite à la pandémie peut être liée au développement capitaliste par deux canaux complémentaires :**

1 - 1 – le 1^{er} canal concerne **la contradiction écologique** : l'altération des conditions écologiques et sanitaires du fait du processus d'accumulation capitaliste. A cet égard, l'apparition du virus s'inscrit dans un contexte de **pression sur les écosystèmes** des activités humaines, prises dans les impératifs de la valorisation du capital, qui **favorise les zoonoses**. Au surplus, la diffusion dudit virus a été facilitée par l'intégration économique internationale et l'intense circulation des humains entre les mégapoles, l'accroissement du trafic international accélérant la dispersion des vecteurs de maladies. La pandémie, loin d'être extérieure au développement capitaliste apparaît comme un effet collatéral de la généralisation de ce mode de production. Il fait inscrire la crise covidienne dans le sillage des événements climatiques catastrophiques, pollutions, pandémies à l'aune de cette forme institutionnelle du capitalisme qu'est le rapport social à l'environnement.

1 - 2 - le 2nd canal relève de **la contradiction politique** qui se déploie à deux niveaux :

- d'une part **la priorité donnée à la santé** prend le pas à court terme sur le processus de valorisation, ce qui **met sous tension le processus d'accumulation capitaliste**

540 - d'autre part, **la fragilisation des systèmes de santé et de la capacité d'action des acteurs publics du fait des réformes néolibérales** supposées soutenir la croissance obère la réactivité et la capacité d'endiguement de l'épidémie des autorités en terme de réactivité et de cohérence des politiques mises en œuvre, les contraignant à un *stop and go* particulièrement coûteux sur le plan économique.

On soulignera la grande hétérogénéité des situations à cet égard, l'Asie semblant bénéficier des « acquis » d'épidémies précédentes, par contraste avec l'Europe peinant à élaborer des politiques de gestion de crise sanitaire cohérentes, en raison de l'affaiblissement que les politiques d'austérité ont entraîné à l'endroit des systèmes de santé

Pris ensemble ces facteurs d'endogénéité affaiblissent la thèse de l'exogénéité et présente l'avantage de **récusar toute possibilité de retour à la configuration antérieure du capitalisme**. C'est aussi une puissante incitation pour le mouvement ouvrier et le mouvement social dans son ensemble de **renouveler les munitions de la critique sociale et écologique**, désormais indissociables.

2 - **Le discours exaltant la rupture technologique (pour ses apologistes comme par ses détracteurs) peine à masquer non seulement la stagnation économique et le chaos social mais également les nouvelles modalités de la lutte des classes**

560 Les apologistes comme les détracteurs du « techno-utopisme », partagent la prémisse selon laquelle les économies capitalistes avancées seraient sur le point de connaître une transformation en profondeur pilotée par les machines, dont il faudrait attendre une augmentation soudaine de la productivité et de la croissance économique et corollairement des conséquences sociales catastrophiques en terme de stratification des classes et des marchés de l'emploi, une exacerbation des inégalités et un chômage de masse. Or **les épisodes de chômage de masse ne résultent nullement du changement technologique mais d'un réel affaiblissement économique**.

La transformation technologique radicale des économies avancées n'est ni en cours ni imminente.

Les affirmations selon lesquelles ces économies seraient au bord d'une rupture technologique proviennent principalement des facultés de gestion et de la Silicone Valley et véhiculées par les exégètes médiatiques stipendiés. « Deuxième ère de la machine », « troisième révolution industrielle », « industrie 4.0 » ces slogans creux ont fait florès dans certaines fractions de la gauche jusqu'à aboutir à des propositions de nationalisation des plate-formes de réseaux sociaux, ces projections fleurissent sur le terreau des crises incessantes. Cette rhétorique qui s'est d'ailleurs consolidée autour de l'automatisation vise à **alimenter une bulle boursière sans précédent** dans l'histoire, alimentée principalement par une poignée de valeurs dites technologiques ou internet (Facebook, Amazon, Netflix, et Alphabet-Google). L'histoire de l'innovation récente se limite principalement au secteur financier et à la politique monétaire : rachats d'actions (800 milliards de dollars en 2018), taux d'emprunt quasi nuls, envolée de l'endettement des entreprises privées, politiques non conventionnelles d'assouplissement quantitatif (politique monétaire dite non conventionnelle, avec une injection massive d'argent pas en cher en direction de l'immobilier).

580

Entretenir cette **fiction de rupture technologique** est d'autant plus utile pour une classe capitaliste se drapant sous les couleurs usurpées du « progressisme », pour **masquer la réalité d'une économie stagnante, passant de crise en crise**. Tout en prétendant libérer **des gains de productivité invisibles** et prédire une croissance explosive de la productivité rendant la main d'œuvre superflue, la classe dominante en vérité ne fait que **s'enrichir uniquement à la faveur des bulles immobilières et boursières du capital fictif**. Au-delà de cette mousse rhétorique, aucune de ces supposées avancées technologiques n'ont d'**incidences significatives mesurables sur le plan macroéconomique**, qu'il s'agisse de la productivité du travail, de l'emploi, des taux d'investissement, de la croissance du PIB etc...

En réalité les entreprises de média sociaux comme Facebook et les firmes monopolistiques de l'internet qui n'ont eu de cesse de promettre une révolution dans l'intelligence artificielle ou les voitures à conduite autonome tirent **90% de leurs revenus de la vente d'espaces publicitaires** à d'autres entreprises. **Investissant très peu en recherche de développement**, ces firmes dépensent sans compter pour écraser leurs concurrents potentiels, au besoin en les rachetant au plus vite. Il n'est que le smartphone s'imposant comme l'innovation phare emblématique de la palette de divertissements et de services proposés. Mais comme le disait le prix Nobel Robert Solow en 1987 « *on peut voir l'ère informatique partout sauf dans les statistiques de productivité* », la dernière décennie ayant connu d'ailleurs la **plus faible croissance des gains de productivité**.

600 Se rajoute à ces éléments d'analyse, à rebours du récit enchanté des thuriféraires des technologies digitales, que l'innovation technologique **n'a pas mis fin ni au travail ouvrier, ni à l'exploitation capitaliste, ni à la pénibilité physique et psychique**. Au contraire, **l'absence des conséquences des innovations technologiques sur les conditions de travail** est un élément essentiel pour comprendre l'expérience contemporaine des classes populaires des pays industrialisés. Reléguées jusqu'il y a peu au grenier des archaïsmes, au nom de la société « post-industrielle », depuis au moins trois décennies, **les usines reviennent souvent au centre du débat public**, non plus en tant qu'épicentres des conflits sociaux à l'instar des années 70, mais **en tant qu'avant-postes de l'innovation technologique**, capable d'anticiper un avenir numérique susceptible de s'étendre au reste de la société.

Dans tous les pays industrialisés ou presque des consortiums d'industries dominantes ont conçu et promu, avec la collaboration de grands cabinets de conseil et le soutien des décideurs politiques, à l'instar du programme « Industrie du futur » en France **divers dispositifs visant à favoriser l'adoption de nouveaux artefacts technologiques dans l'industrie** (robots collaboratifs, internet des objets, etc...). aux fins d'**attirer les fonds publics susceptibles de soutenir les stratégies de marché** de certains secteurs industriels éprouvés par la crise de 2008-2009, **en finançant leurs efforts de recherche et développement** notamment.

620 Il est clair que loin du scénario de conte de fées supposé non seulement permettre l'évaporation de la souffrance et la pénibilité mais également de briser les barrières hiérarchiques et de renforcer l'autodétermination, la division verticale du pouvoir ne saurait se diluer dans la supposée nouvelle vague technologique. Au surplus, loin de l'automatisation totale ou la révolution digitale du travail, c'est plutôt à **une tendance d' « allègement » du processus de production liée à la diffusion du modèle toyotiste** (ou inspiré) et des techniques managériales de la *lean production*.

Il s'agit d'une voie de **rationalisation et de standardisation plus poussée des processus de production**, en intensifiant les performances du travail par la réduction des temps morts et l'élimination des activités « à faible valeur ajoutée », y compris les mouvements de travail considérés comme inutiles, à l'instar du système d'approvisionnement de la chaîne de montage, avec l'introduction de systèmes de *kitting* (*activité logistique de préparation de kits*). En définitive, les technologies digitales mises en œuvre dans des environnements conçus pour réduire le gaspillage de temps, au-delà de la diminution de l'effort physique contribuent néanmoins à **l'intensification des charges de travail et une augmentation du caractère standardisé et répétitif des tâches**, sans parler du **renforcement du contrôle bureaucratique sur les processus de travail**. L'expérience ouvrière concrète révèle sa part de duplicité : d'une part l'équipement digitalisé réduit considérablement la marge d'erreur en fournissant au travailleur des indications et des contraintes précises, d'autre part, il capte ses connaissances pour le soumettre à une supervision de chaque instant, limitant de fait son pouvoir discrétionnaire dans l'exécution des tâches. La relation de subordination demeure inchangée, en dépit des promesses fallacieuses de gain d'autonomie et de capacités de décision accrue ses travailleurs, proclamée par une communication lénifiante.

640

3 - Le capitalisme sort-il renforcé de la crise du Covid 19 ?

Il est indubitable que **les géants du numérique ont profité des mesures de distanciation sociale** pour accélérer leur emprise sur nos sociétés, à l'instar de **la part du commerce en ligne** qui est passée aux États-Unis de 11,8% à 16,2% du commerce de détail entre le premier et le second semestre de 2020.

Sur un autre registre, il était sidérant de voir le ministère de l'économie **subordonner la réouverture des commerces au bon vouloir du géant numérique** d'accepter le report du Black Friday. De surcroît, il est loisible de constater un certain **retour en grâce de la fonction d'organisation économique de l'état** et le droit fait aux prétentions hégémoniques des plate-formes numériques, laissant présager une évolution tendancielle marquée par **une perte de centralité des marchés financiers en tant qu'instance de coordination**.

660 Pour autant, et même s'il faut prendre la mesure de cette inflexion qui loin de consacrer l'affaiblissement de l'état au contraire va dans le sens d'**une restauration dans ses fonctions structurantes à l'égard du marché** (ce qui est parfaitement conforme à la conception néolibérale quant au rôle de l'état), corrélé avec **la montée en puissance d'un libéralisme autoritaire**, ces tentatives de renouvellement qui pourraient se consolider dans les prochaines séquences s'inscrivent dans un contexte général déjà exposé (stagnation de la productivité, décélération manifeste de la croissance chinoise) qui témoigne d'**une perte de dynamique, de grande fatigue du capitalisme, des signes cliniques de dégénérescence** qui appellent à son dépassement.

On fera ici volontairement l'impasse sur les programmes de la campagne électorale pour nous concentrer sur les enjeux fondamentaux qui touchent à la crise du néolibéralisme comme tel.

Il faudra toutefois porter une attention particulière à **la baisse des salaires réels induite par l'inflation** et théorisée comme nécessité au nom de la « sauvegarde de l'emploi », par exemple, sans parler des funestes bricolages comptables qui ont pour but de **charger la barque de la dette des organismes de protection sociale afin de mieux les fragiliser**. Pourtant si on élargit la focale, il est difficile de ne pas voir que le choc viral a accéléré **le déplacement des contraintes structurelles**, dans lequel se meut l'accumulation du capital. Soulignons à cet égard, **l'importance de l'ordoglobalisme qui consacre le principe de liberté de circulation des capitaux**, affichée durant les années 70 face à un bloc soviétique imposant et une vague importante de décolonisation, qui passait par un ancrage des nations dans un ordre international dont la pierre angulaire reposait sur **la protection des droits et des libertés des investisseurs**.

680 **Il en a résulté un système de gouvernance à plusieurs niveaux :**

- **une économie globalisée s'appuyant sur une infrastructure institutionnelle** considérablement étoffée à travers l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne et au-delà,
- **la constitution de denses réseaux juridiques** résultants de traités de libre-échange, d'accords de protection des investisseurs, d'accords sur la propriété intellectuelle et de tribunaux d'arbitrage international.

L'effet de cette construction est **d'isoler le jeu économique de la prise de construction démocratique** et de maintenir à distance des logiques étatiques un espace autonome de valorisation du capital à l'échelle mondiale.

Cette mutation dans l'ordre international s'est accompagnée au plan national par la mise en œuvre de politiques néolibérales reposant sur deux piliers :

- **une concurrence accrue** grâce à la déréglementation et l'ouverture des marchés nationaux et financiers, à la concurrence étrangère,
- **l'amputation volontaire des capacités économiques stratégiques** en raison des privatisations, à laquelle s'ajoute **l'institutionnalisation tout aussi volontaire de sa dépendance financière** à l'égard des marchés.

700 Or, il convient de signifier ici **un retournement constaté en deux temps : au lendemain de 2008, la mobilisation de la puissance monétaire et budgétaire** est venue suppléer l'incapacité des marchés financiers à se gouverner eux-mêmes.

En 2020, c'est face à un impératif sanitaire majeur, que **les marchés ont fait la preuve de leur inutilité**. Pour autant, et c'est tout le paradoxe de la situation, à l'instar de premier ministre conservateur anglais qui rendant hommage aux soignants anglais prend le contre-pied exact de Mme Thatcher, **le capitalisme réfléchit à son avenir au-delà du néolibéralisme et c'est à ce capitalisme d'après qu'il faut s'intéresser**.

Tout se passe comme si les mesures mises en œuvre pour affronter le choc économique créé par la crise sanitaire risquait **d'ouvrir la voie à un capitalisme contrôlé de manière autoritaire**.

Comme nous l'avons souligné, si **la crise historiquement sans précédent de 2007-2009 fut le moment limite de la financiarisation**, la **présente crise** toute aussi inédite en consacre **la détérioration**. On a vu ainsi, en mars 2020, les banques centrales des États-Unis, de l'UE et du Japon procéder à **une injection massive de liquidités et ramener les taux d'intérêt à zéro** afin de stabiliser les marchés financiers et pallier la pénurie de liquidités.

720 On a vu un gouvernement conservateur britannique se transformer en employeur en dernière instance et nationaliser temporairement le transport ferroviaire. Certains commentateurs trop pressés, face à

ce retour de l'état comme régulateur de l'économie ont cru pouvoir y déceler un divin retour du keynésianisme. En vérité **l'État-nation a toujours été au cœur du capitalisme néolibéral**, garantissant la domination de classe de l'ensemble du bloc entrepreneurial et financier par des interventions sélectives à différents moments. Et de surcroît, ces interventions se sont accompagnées **de mesures nettement autoritaires** en confinant des métropoles gigantesques, notamment, sans parler de **l'extension des pouvoirs de surveillance et de collecte de données numériques**. Cet autoritarisme, pleinement conforme à l'idéologie néolibérale dominante des quatre dernières décennies est montée d'un cran, y compris dans les changements d'organisation de travail et le développement du télétravail, véritable cheval de Troie destiné à **abolir les limites du temps de travail**.

4 - quatre scénarii d'évolution possible du capitalisme post covid, tenant compte de la crise ukrainienne

Reste à envisager, certes avec la plus grande prudence les différents scénarii d'évolution du capitalisme, une fois la pandémie jugulée, tenant compte de l'état démographique, économique, social, politique, psychique des formations sociales qu'elle aura affectées

740 **4-1- la reprise et la poursuite du « business as usual » (les affaires continuent) néolibéral** : ce scénario présuppose **le maintien d'un rapport de forces capital/travail**, tel qu'il a été ces dernières décennies, fondamentalement favorable au capital. La priorité est donnée à la relance de l'économie, permettant le **redémarrage de la valorisation du capital à grande échelle**. La crise sanitaire ayant brutalement dégradé les finances publiques tant en raison des plans de soutien que de la contraction des recettes fiscales (du côté de l'impôt sur le capital et des impôts indirects taxant la consommation) peut déboucher sur un **regain de politiques austéritaires** et une **baisse des dépenses publiques** impactant les budgets affectés à la couverture des besoins sociaux les plus élémentaires (logement, transport, éducation et même santé), le tout assaisonné par une bonne dose de **restriction supplémentaire des libertés publiques**, afin de prévenir toute explosion sociale.

Un tel scénario (qui semble plutôt inspirer nombre de gouvernements néolibéraux) ne remédie pas à la contradiction inhérente à la transnationalisation du capital qui fait reposer sur les seuls États-nations la reproduction des conditions générales de ce rapport social, alors même qu'il se déploie au-delà de leurs frontières et de leurs espaces de souveraineté. Et de surcroît cette option semble faire l'impasse sur le fait que **la pandémie est clairement ressentie comme un développement aigu de la catastrophe écologique** planétaire dans la quelle le mode production capitaliste a engagé l'humanité toute entière. Pareil scénario implique de prendre le risque d'une réédition de pareilles crises, à plus grandes échelles encore.

760 **4-2- une aggiornamento (actualisation) « néo-social-démocrate »**, pari, certes hasardeux de voir des mouvements sociaux déboucher sur **un nouveau compromis capital/travail**, à l'instar du compromis social institutionnalisé sous le nom de « fordiste » (tel qu'élaboré dans les années 30 et 40 et déployés jusqu'à la fin des années 70) qui supposerait **une rupture nette avec les politiques néolibérales**, et **une nouvelle répartition de la valeur ajoutée plus favorable au travail**, ainsi qu'**un coup de pouce substantiel donné à la dépense publique** en faveur de la protection sociale et des services publics assorti d'**une baisse de la fiscalité directe** (CSG) et **indirecte** (TVA et autres taxes sur la consommation) et une **réintroduction de tranches supérieures d'imposition** des revenus et des gros patrimoines.

Une telle inflexion passerait par une « démondialisation » partielle, supposant **le contrôle par l'état de secteurs considérés comme stratégiques** du point de vue de la sécurité de la population (toujours à minima quels que soient les secteurs : l'agroalimentaire, le logement social, le sanitaire, l'éducatif, la recherche scientifique) et justifierait la **nationalisation d'entreprises placées en position de**

monopole ou d'oligopole (*peu de vendeurs pour beaucoup d'acheteurs*) dans les secteurs précités, sans oublier la **taxation de l'ensemble des firmes transnationales** de sorte de limiter drastiquement les opérations d'optimisation et ou de fraude fiscale.

780 S'y ajouterait **un plan massif d'investissement public en faveur de la lutte contre la catastrophe écologique**, en ciblant réchauffement climatique et dégradation de la biodiversité. Nul doute qu'il faudrait **apporter un soutien critique à une telle tentative**, si elle réussissait à s'imposer, par la voie électorale, pour la doubler par l'organisation d'**un mouvement populaire structuré dans les lieux de travail, dans les quartiers par un maillage de comités unitaires** qui fixeraient la feuille de route et en contrôlèrent l'application. En outre ce réseau de structures garantes d'une démocratie authentique pourrait veiller à organiser l'autodéfense populaire contre toutes les menées factieuses visant à saboter l'expérience ou en neutraliser les avancées anticapitalistes, par le truchement notamment de groupes fascistes.

Nonobstant, ce soutien lucide et critique, se poseraient alors deux questions essentielles d'abord **les conditions de possibilité subjectives d'un tel scénario**, à savoir quelles forces sociales et politiques seraient susceptibles de prendre en charge ce programme et de constituer un bloc social pour le faire prévaloir.

Ensuite une telle perspective, aussi réformiste soit-elle soulève la question de **ses conditions de possibilité objective**, à savoir celle des obstacles et des limites auxquelles sa réalisation se heurterait dans l'état actuel du mode capitaliste de production.

800 D'une part le rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée en faveur du salaire au détriment du profit, assorti des mesures fiscales et du plan de Green New Deal se heurterait à **la baisse tendancielle des gains de productivité** déjà signalée. D'autre part si un Green New Deal (*nouvelle donne verte ou pacte vert*) permettrait d'atténuer les effets désastreux de la poursuite débridée de l'accumulation du capital, il serait en revanche incapable de **résoudre la contradiction** entre la nécessaire reproduction élargie du capital (son accumulation), qui est sans limites et les limites de l'écosystème planétaire.

4-3 - le scénario 3 est hélas pour le moment des plus improbables, tant du point de vue subjectif que du rapport de forces objectif, mais évoquons-le, car il part de l'hypothèse que **plus une crise du mode de production capitaliste est profonde**, plus ses contradictions s'avèrent insurmontables, **plus elle ouvre une brèche** par laquelle les forces sociales et politiques œuvrant à une rupture révolutionnaire pourraient s'engouffrer.

Pour autant, à rebours des vents mauvais de la campagne électorale, il existe **un potentiel de luttes et des aspirations diffuses à l'auto-émancipation**, qui permettraient de porter à l'avant-scène de la lutte des classes la **nécessité de sortir du capitalisme**, pour rompre avec cette mécanique mortifère en créant les conditions d'**une planification démocratique** orientée en fonction de la définition des besoins réels, besoins sociaux et environnementaux, à satisfaire prioritairement. Une telle option constituerait un réel défi adressé au mode de domination capitaliste et à son appareil de gouvernance qui, certes ne céderait pas la place sans une confrontation.

820 Pour partie, **certains des objectifs tels que formulés dans le scénario « néo-social-démocrate », pourraient être repris en charge** et radicalisés dans une telle perspective, sans mystification ni aveuglement sur les limites de la seule voie parlementaire pour y parvenir. Encore faudrait-il constituer un bloc social conscient de son projet et organisé pour le porter ce qui supposerait un niveau d'auto-organisation de conflictualité assumé d'un point de vue stratégique.

4-4 - Le scénario 4 pointe **l'hypothèse d'un néo-fordisme, en tant que nouveau régime de régulation socio-économique autoritaire et néo-dirigiste**, (« un fordisme de droite »)

En dégagant les enseignements de la crise de 2008 et de la crise pandémique nous avons entrevu une nouvelle tendance susceptible d'**ouvrir la voie à un capitalisme contrôlé de manière autoritaire**.

Il nous paraît utile de comprendre ce changement comme **une tendance profonde possible de recomposition de la ligne économique et sociale des droites** dans les pays riches occidentaux, conjugué avec leur tournant nationaliste, au plan idéologique.

Il nous semble que **cinq cas méritent d'être inclus dans ce groupe** :

- le **gouvernement d'Orban** et de son parti, le Fidesz, en Hongrie, depuis 2010 ,
- **l'alliance entre la la Ligue de Salvini et le mouvement 5 étoiles** au pouvoir en Italie pendant un an entre 2018 et 2019,
- **le PiS en Pologne depuis 2015**
- **Trump aux États-Unis**
- **le gouvernement de Boris Johnson**.

840

Chacun de ces cas est bien particulier, mais ils ont tous un point commun : **la combinaison de politiques favorables au capital, typiques de la droite, et de politiques hétérodoxes dirigées vers les classes populaires**, qu'on croyait réservées à la gauche.

Prenons deux exemples :

- la Hongrie, le gouvernement d'Orban a maintenu **une fiscalité non progressive**, contrastant avec la plupart des pays développés, et il a fait voter en 2018 **une loi permettant d'allonger la journée de travail jusqu'à douze heures**. Mais il distribuait dans le même temps **de généreuses allocations familiales**, et créait de nombreux emplois publics (à bas salaire) pour remédier au chômage
- l'Italie, l'alliance entre la Ligue et le M5S a très peu duré, mais suffisamment pour créer à la fois **un système de revenu minimum**, à destination notamment des chômeurs pauvres du Sud, et une loi de **flat tax**. Les catégories d'austérité et de néolibéralisme sont très utiles pour comprendre un certain nombre de situations, mais ici, elles ne nous sont d'aucune aide.

Des partis qui allongent le temps de travail et baissent les impôts des riches ne peuvent pas être qualifiés d'adversaires du néolibéralisme. Mais en revanche, des partis qui obtiennent le soutien des classes populaires et des régions déshéritées par des politiques de redistribution ne peuvent pas être qualifiés de néolibéraux. Nous nous permettons d'insister sur ce dernier point, car il est parfois présupposé que la droite est intrinsèquement néolibérale.

860

Ni néolibéral, ni anti-néolibéral : dans ces pays, le champ des formes politiques est redéfini.

Si, du point de vue de l'idéologie, ces différents partis peuvent être dits « nationalistes », comment les qualifier du point de vue de leurs programmes économiques et sociaux ? Thomas Piketty a proposé de parler de « social-nativisme ». Mais ce terme pourrait laisser croire que ces partis mènent une politique sociale au sens social-démocrate du terme, à la seule différence d'une restriction d'accès de ses bénéficiaires aux autochtones. Cette restriction est indéniable, et l'importance des allocations familiales dans le modèle hongrois et polonais montre d'ailleurs que l'origine n'est pas le seul critère : il s'agit aussi de favoriser les citoyens qui suivent le modèle de vie prétendument typique de la « civilisation chrétienne ».

Il nous paraît cependant possible de dresser à titre provisoire les traits d'un idéal-type. Puisque nous avons déjà insisté sur la différence entre cette forme et le néolibéralisme, définissons inversement ses différences avec la sociale-démocratie.

880 Tout d'abord, si les politiques proposées apportent des avantages matériels aux classes populaires, elles le font en restant dans le cadre d'une économie de marché, et **sans s'opposer frontalement aux détenteurs de capitaux**. Si les dépenses publiques sont sous forme d'allocations ou d'investissement dans les infrastructures, elles n'impliquent **pas de croissance à long terme de l'emploi public** (le programme d'emplois pour les chômeurs en Hongrie pourrait constituer un contre-exemple). Cela implique aussi que **l'État se refuse à investir dans le système éducatif et le système de santé à la hauteur des enjeux** de l'époque, à savoir la montée en qualification de la main d'œuvre et le vieillissement de la population. On peut donc parler de **primat du privé sur le public, et du court terme sur le long terme**.

La seconde caractéristique est l'aspiration à **l'unité des classes**. Le discours de ces partis est souvent haineux, dirigé contre les étrangers ou contre les homosexuels. Mais ils se refusent à tracer une ligne de démarcation entre les classes : travailleurs contre patrons, ou habitants contre propriétaires. En pratique, cela se traduit par l'absence d'alliance avec des syndicats contestataires et d'intervention nette dans le droit du travail (la liquidation des contrats précaires en Pologne peut constituer un contre-exemple).

Ces deux caractéristiques, **le primat du privé sur le public et le refus de l'antagonisme de classe**, sont sans doute liées. En effet les systèmes d'éducation, de santé, de retraite coûtent très cher, et il n'est peut-être pas possible de financer leur amélioration substantielle sans hausse massive de la fiscalité, notamment chez les plus riches, ce qui ne saurait que susciter l'hostilité des classes dominantes.

900 Pour caractériser cette nouvelle forme, il semble pertinent d'invoquer celui de « **néo-fordisme** ». Ce que l'École de la régulation appelait le **régime fordiste d'accumulation** présentait beaucoup de traits sociaux-démocrates, et de fait, nombre de ses composantes consacrent les conquêtes d'un mouvement ouvrier aux valeurs universalistes. Mais le nom de Henry Ford, connu pour les hausses de salaire spectaculaires qu'il introduit dans ses usines en 1914, nous rappelle que la sociale-démocratie n'est pas la seule modalité possible du compromis de classe : Ford était un grand capitaliste réprimant impitoyablement les syndicats avec l'aide de la mafia, et par ailleurs un antisémite militant. C'est peut-être à ce genre de **fordisme d'avant le New deal** que nous avons affaire ici : **restrictif** (« nativiste » et plus encore, comme nous l'avons vu), **marchand** (bien que redistributif) et **pour l'union des classes**. Nous prenons comme un indice de confirmation le fait que l'économiste conservateur américain Oren Cass propose quelque chose d'analogue dans son dernier livre.

Quelle est **l'alternative au néo-fordisme** ? Partout où il a émergé, c'était en réaction au néolibéralisme austéritaire, qui se satisfait d'ailleurs très bien de désigner le nationalisme comme adversaire principal.

Faut-il accepter que l'opposition entre néo-fordisme et néolibéralisme soit le clivage décisif de notre temps ?

920 Il faut y apporter deux nuances. Tout d'abord, il est possible qu'une sociale-démocratie nouvelle, même si cette hypothèse dans le cas présent français semble vouée à rencontrer de sérieuses difficultés, se développe pour disputer les voix des classes populaires aux nationalistes. D'autre part, pour répondre à la crise du coronavirus, plusieurs États européens, avec le soutien des institutions européennes, se sont engagés dans une intervention massive de l'État dans l'économie. Il est impossible de prévoir les traces qu'elle laissera après la crise sanitaire, mais elle témoigne du fait que **le pôle néolibéral de l'alternative est lui-même en recomposition**.

La séquence ouverte par 2008 connaît aujourd'hui **un rebond décisif**. Cette grande crise constitue **un moment interstitiel, entre deux configurations politico-économiques**. Le régime de régulation

dominé par les marchés financiers atteint ses limites. Mais privés du mécanisme de régénérescence par la supposée destruction créatrice en raison de la mise en suspens de la discipline concurrentielle périlleuse, le capitalisme se peuple d'entreprises zombies à productivité stagnante. Cette crise structurelle implique **une restructuration institutionnelle majeure pour sortir de l'impasse** qui, comme on l'a vu signifie la **remise en cause de la centralité des marchés financiers**.

L'enjeu de la séquence présente, c'est la définition d'**un nouveau régime de régulation économique** au sein duquel les états puissent retrouver, en fonction de leur position dans la chaîne impérialiste, un rôle prééminent. David Kotz, auteur étasunien lucide considère que face à l'impasse de la configuration néolibérale, le scénario le plus probable est celui d'**un réagencement institutionnel néo-dirigiste**.

940 Pour conclure, sur ce **quatrième scénario qui mérite une réflexion approfondie**, y compris par rapport à un effet d'accélération de la recomposition des droites hexagonales, il faut avoir en tête que **le retour à une régulation volontariste n'est pas synonyme d'une inflexion « progressiste »**, ce signifiant recouvrant d'ailleurs une grande polysémie (*plusieurs sens*), du point de vue des signifiés. Les dégâts du néolibéralisme sur les conditions d'emploi vont peser durablement. La marchandisation de la relation salariale ne pas disparaître de si tôt, quand bien même le secteur financier se verrait plus encadré, le crédit réorienté vers des usages productifs et les échanges internationaux davantage contrôlés. Le nationalisme économique peut même être un instrument opportun de désactivation du conflit de classe qui fragiliserait encore les droits sociaux.

Au surplus, la remontée en puissance de l'intervention de l'état porterait en germe une **intensification de la conflictualité politique**, l'intervention économique rendant plus transparente les mécanismes économiques occultés par le fétichisme des échanges marchands. Il en résulterait **un autoritarisme aggravé sur les scènes nationales et une résurgence des conflits géopolitiques interétatiques** sur fond de déséquilibres internationaux aigus.

Tout cet arrière plan du néo-dirigisme ouvre, pour qui veut s'en saisir, à tout le moins un horizon stratégique au combat internationaliste, à une lutte des classes décomplexée et aux batailles pour les droits démocratiques qui doivent retrouver un tranchant anticapitaliste émoussé et assoupi durant la séquence triomphante du néolibéralisme.

960

5 - Capitalisme et numérique

Il convient de surmonter l'antagonisme supposé entre capitalisme dit de plate-forme et capitalisme d'état. Bien au contraire, il faut souligner l'articulation des logiques politiques de surveillance et des logiques économiques de valorisation par le contrôle qui sont au cœur des deux modèles.

En effet si d'un côté les plate-formes assument une puissance politique de plus en plus prégnante dans les pays sous influence étasunienne du fait que les appareils statistiques des états sont loin d'avoir bénéficié d'une révolution équivalente à celle qui mise en œuvre par les big data au sein des grandes plate-formes numériques, à l'inverse le capitalisme d'état chinois semble parvenir à subordonner cette nouvelle puissance des plate-formes à sa rationalité politique. Le fait massif dans cette affaire réside dans l'indistinction croissante de l'économie et du politique à l'âge du numérique, avec la formation, de nouvelles règles de calcul économique et une course à la concentration du contrôle politico-économique, la logique du numérique tendant à sortir du mécanisme d'investissement, jusque-là considéré comme contrainte de survie dans un univers compétitif.

980 En clair, **la place prise par les algorithmes et les big data dans les stratégies de valorisation vient déstabiliser le principe d'investissement pour le profit via la production, pourtant véritable marqueur du développement du capitalisme au cours des siècles précédents.**

L'économiste Robert Boyer, l'un des pères de la Théorie de la régulation a raison lorsqu'il constate que « ces entreprises font partie d'un écosystème complet qui mobilisent (...) les extraordinaires capacités de captation de valeur au détriment des activités traditionnelles ». Pour enfoncer le clou de cette espèce de captation prédatrice de la plus-value, il faut s'interroger avec l'économiste Cédric Durand sur **l'hypothèse « techno-féodale »** pour caractériser les dynamiques susceptibles de faire émerger un nouveau mode de production, dont il souligne la dimension de parasitisme.

Il identifie ainsi ce qu'il appelle « le consensus de la Silicon Valley » qui exalte « l'innovation et l'entrepreneuriat dans l'économie de la connaissance ». Cet auteur fait la généalogie de ce consensus et souligne le rôle de certaines fondations à l'instar de *Progress and Freedom Foundation*, dans la diffusion d'idées libertariennes qui revendiquent **un rôle extrêmement réduit de l'état dans l'économie numérique**, tout en soulignant **le caractère fondamental de la sécurisation des droits de propriété**. Durand met en évidence les contradictions du consensus de la Silicon Valley avec la réalité de l'économie numérique et en particulier avec **l'intervention structurante de l'état fédéral américain dans ce secteur**, la formation de monopoles, les Gafam dans ce marché revendiqué comme horizontal constituant l'autre contradiction de ce consensus.

1000 De surcroît, les monopoles constitués ne concentrent pas les données uniquement pour assurer la coordination des agents économiques, ils jouent aussi **un rôle proactif d'orientation du comportement des individus et des entreprises**. Il en résulte la formation d'une « gouvernamentalité algorithmique » qui engendre une dépossession pour l'ensemble des subjectivités. Ce double mouvement est rendu possible par la **centralité des monopoles du numérique dans le processus de captation et de restitution des données** qui confère à ces entreprises une position centrale et dominante exacerbée.

D'une part, la domination des Gafam repose sur **la coordination des chaînes mondiales de valeur** et d'autre part, **les actifs intangibles produits par ces entreprises**, tels que les logiciels ou des savoirs-faire, connaissent des rendements d'échelle croissants et quasiment infinis, en raison de la faiblesse des coûts marginaux de ces produits, leur permettant de **capter une part disproportionnée de la valeur produite le long de la chaîne de production**, cette monopolisation intellectuelle liée aux actifs intangibles devenant le plus puissant moyen de capter la valeur, alimenterait une économie de rente.

1020 **L'hypothèse « techno-féodale »** ouvre une discussion importante sur les effets de cette économie de rente concernant les rapports de production et les forces productives, pour reprendre les termes classiques de la formulation marxiste. Ainsi, **l'économie numérique orienterait les investissements vers la protection et l'expansion de rentes numériques au détriment des finalités productives**. Le concept de prédation est ici mobilisé pour rendre compte de cette hypothèse techno-féodale selon laquelle la dynamique de captation de rentes par ces entreprises numériques relèverait d'un féodalisme structuré par les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Cette hypothèse mériterait à tout le moins d'être nuancée au sens où **rente et profit coexistent dans l'analyse du mode de production capitaliste** et que les relations de dépendance entre les donneurs d'ordre et leurs fournisseurs ou leurs sous-traitants ne renvoient pas à une dimension féodale, mais bien à des rapports de production capitalistes qui prennent la forme d'un **éclatement de la production propres aux chaînes mondiales de valeurs contemporaines**. Il en résulte une inégale répartition du surplus généré par l'exploitation des travailleurs des deux entreprises, dans l'exemple précité.

Le fait que les revenus tirés du numérique doivent être substantiellement réinvestis et ne se transforment que partiellement en revenus pour les rentiers, nourrit plutôt le **schéma d'une cartellisation**. La rente de monopole n'épuise pas les types de revenus que les firmes tirent du numérique et dont la diversité met aussi l'accent sur les usages productifs des données. Enfin l'intervention forte des États dans l'économie numérique contredit l'hypothèse féodale et incite à **réinvestir les théories de l'impérialisme pour caractériser la période actuelle**.

Des entreprises comme Amazon perçoivent plusieurs formes de revenus, rentes de monopole (prélevées sur l'ensemble des branches de la production), sur-profit (prélevé au sein de chaque branche de production) et profit d'entreprise.

1040

Le recours au concept d'impérialisme permet de désigner une phase où **la concentration du capital sous forme de monopoles impacte ma reconfiguration internationale des puissances**. Ces monopoles soutenus par leurs états respectifs tirent des rentes de la plus-value produite dans d'autres secteurs et dans d'autres territoires d'une manière effectivement prédatrice et néfaste sur la productivité générale. L'impérialisme donne à voir les effets des rapports concurrentiels entre fractions du capital, des rapports entre le capital et l'état et enfin des rapports interétatiques des pays du centre. Cette reconfiguration de la hiérarchie des puissances produit des effets sur le rapport capital/travail au sein de chaque état.

C - Dans cette configuration inédite, quelles sont les responsabilités qui incombent au mouvement syndical et au mouvement social et à notre organisation en particulier

I - prendre toute la mesure des dangers qui pèsent sur notre camp social, à court et à moyen terme

1 - la crise sanitaire outre les vulnérabilités accrues du capitalisme qu'elle a données à voir a installé l'exceptionnalité comme un mode de gouvernance ordinaire

1060

S'il est désormais établi, comme vu précédemment que **capitalisme d'état et capitalisme de plateforme ont scellé leur alliance**, celle-ci est placée sous le signe de ce que Shoshana Zuboff a appelé dans un essai récent *l'âge du capitalisme de surveillance*, pour mieux dénoncer notre engourdissement psychique face aux méfaits du capitalisme numérique. Le *business model* des oligopoles connues sous l'acronyme de GAFAM est en effet fondé sur **l'extraction et l'exploitation des données personnelles**, faisant de nous à notre insu, les principaux fournisseurs d'indications comportementales dont lesdites firmes usent à des fins supposément prédictives, mobilisant des pratiques d'appropriation et de valorisation de l'information.

Il conviendrait toutefois ici de ne pas sombrer dans la facilité du raccourci conceptuel.

Le capitalisme, à l'âge du néolibéralisme a su repenser ses dispositifs de gouvernementalité, dont l'algorithme fournit une des modalités en effet. A travers le management couplé avec les neurosciences et les théories du comportementalisme (très prisées des univers RH, comme on l'a vu avec la risible et détestable notion de savoir-être) le capitalisme s'emploie à **refaçonner nos modes de subjectivation et d'interaction**. Il s'agit de **faire émerger des subjectivités compatibles avec le référentiel managérial** et au besoin de les refaçonner.

Si Michel Foucault ou Gilles Deleuze s'accordaient à voir les sociétés de contrôle se substituer aux anciennes sociétés disciplinaires dite de « souveraineté » (usine, école, caserne, asile), tout laisse à

1080 croire que la frontière est moins tracée que nos deux auteurs croyaient pouvoir l'affirmer et que le capitalisme contemporain, conjugue les vieux remèdes coercitifs et disciplinaires aux techniques plus insidieuses et plus sophistiquées pouvant aller jusqu'à l'auto-contrôle, sans les opposer.

Pour résumer en une formule simpliste, si les états capitalistes ont su profiter de la crise sanitaire pour **tester l'acceptabilité sociale des pires techniques de traçabilité ou de géolocalisation**, ils ne rechigneront pas, budget aidant, à **utiliser l'arsenal des moyens de la violence étatique** les plus classiques pour brutaliser le corps social si celui-ci devenait indocile en face de politiques austéritaires et récessives que seraient tentés d'introduire des exécutifs confrontés à une aggravation de la crise du capitalisme.

L'histoire économique nous montre à cet égard que les gouvernements capitalistes ont fait le choix des **pires politiques récessionnistes, en période de montée de l'inflation** par exemple, (dans les années 30 en Allemagne, en Angleterre et en France), pour **casser la dynamique des mouvements sociaux** revendiquant des hausses de salaire.

De la même manière, à la fin des années 70, lors de la crise dite de stagflation, les gouvernements néolibéraux fraîchement arrivés au pouvoir, ont tôt fait d'**imputer au mouvement ouvrier la responsabilité de l'inflation**, au motif qu'il affichait alors des revendications ciblées sur la hausse des salaires et le maintien de leur indexation sur les prix.

1100

Que les technologies du numérique, qui au demeurant ne contribuent que très faiblement ou que très ponctuellement à accroître la productivité, ou à doper l'appareil productif puissent être utilisées à des fins de surveillance et de modelage des comportements, ne modifient pas substantiellement **la formule centrale du capitalisme qui demeure un rapport social fondé sur l'exploitation du travail humain en tant que source de la valeur**.

Que la révolution numérique ouvre une **nouvelle page de brutalisation du travail et de sa négation en tant que « travail vivant »** ne change pas la nature même du principe d'accumulation du capital. Le capitalisme use certes de moyens toujours renouvelés pour asseoir sa domination et à cet égard dispose des technologies du numérique, pour anticiper, contrôler et surveiller sa population. Cette émergence du numérique en tant que dispositif de gouvernementalité illustre les connivences complexes qui se sont nouées entre appareils d'état et GAFAM, y compris grâce à l'intermédiation d'une myriade de cabinets de consultants qui contribuent à **l'hybridation des élites économiques, technologiques et administratives**. Pour autant, on notera que le déploiement des drones surveillance, la neutralisation des smartphones et l'espionnage des médias sociaux ou la mise en œuvre de logiciels de reconnaissance faciale n'empêcheront pas qu'en dernière analyse ce soient toujours des hommes armés qui interviennent au nom de l'état pour réprimer un mouvement social ou enrayer ici ou là une escalade insurrectionnelle.

1120 A cet égard, le quinquennat de Macron et celui de Hollande/Valls qui l'a jeté sur les fonds baptismaux consacrent **une évolution significative de l'ensemble des appareils d'états marquée par un regain de coercition**, de militarisation du maintien de l'ordre et d'un niveau de violence déterminés par les exécutifs. Cette inflexion renoue avec **le répertoire de l'exceptionnalité** des états d'urgences tantôt dédiés au maintien de l'ordre public, tantôt dédiés à la crise sanitaire, au mépris des libertés fondamentales dont continuent de se prévaloir les supposés états de droit. Nous sommes entrés dans une zone d'interstice où les frontières entre états de droit et états autoritaires sont devenues extrêmement mouvantes.

C'est ainsi que **l'appareil spécifiquement policier s'est dangereusement autonomisé**, disposant d'une sorte d'immunité collective que ses organisations « syndicales » corporatistes les plus droitières

lui ont octroyée, en complément des avantages dérogatoires multiples, faisant de ce corps de métier, **l'un des bastions les plus avancés pour l'implantation des idées d'extrême-droite.**

1140 Cette radicalisation du bras armé de l'état, confortée par les remaniements récents de doctrine du maintien de l'ordre ne laisse pas d'interroger sur les responsabilités qui échoient au mouvement syndical, tant dans la manière d'**assurer la protection de ses manifestations que des modalités d'action, face à cette montée en puissance de la violence d'état** exercée par un corps massivement gangrené par les idées fascistes. De surcroît, pour une organisation progressiste comme la nôtre, il est **impossible de rester impassible face au racisme systémique dont fait montre cette institution**, à en juger par le répertoire d'action de type néocolonial et les profils des agents intervenant dans les quartiers populaires racisés, au titre des brigades anti-criminalité notamment.

Il devient extrêmement périlleux, à cet égard de perpétuer des modes d'action inspirés d'une période antérieure, (de statu quo avec les forces de l'ordre) et de maintenir en l'état des ALS peu ajustés aux enjeux précités et notamment à l'égard d'une extrême-droite qui pourrait aller à la confrontation dans les prochains mois.

Tout choix stratégique et tactique, nonobstant ces éléments de contexte, doit résulter d'une analyse fine des contradictions du capitalisme. C'est en partant du postulat que le capitalisme, sorti affaibli (notamment pour ce qui est d'une financiarisation promue jusque-là au rôle d'instance régulatrice), d'une crise sanitaire où il a dû déployer des mesures totalement à contre-emploi par rapport au référentiel néolibéral, semble s'inscrire durablement dans un horizon de stagnation, alors que l'inflation fait son retour, qu'il faut ancrer lucidement le travail d'analyse.

1160 Toutes les évolutions que l'on peut ainsi scénariser vont, à des degrés différents dans le sens d'une accentuation des tendances déjà repérables avant le déclenchement de la crise pandémique. Toutes ces hypothèses, fondées sur un **possible retour des politiques austéritaires et récessives invoquées par la nécessité de rééquilibrer les comptes publics, dans un contexte de reprise en trompe l'œil, après les concessions consenties par le capitalisme, durant la séquence de grand ralentissement, vont dans le sens d'une aggravation du volet répressif et d'un durcissement des états capitalistes, disposant désormais de la capacité de suspendre le droit, au nom de l'état de droit.** Dans un tel contexte, toutes les hypothèses de recomposition de l'état, avec ou sans présence de l'extrême-droite au sein des exécutifs sont désormais ouvertes.

2 - la fuite en avant dans le libéralisme autoritaire : une option déjà expérimentée au siècle dernier en Allemagne

Nonobstant une certaine réticence à plaquer de manière convenue, la référence aux années 30, comme y sacrifient nombre d'esprits paresseux négligeants d'analyser les traits particuliers de l'époque, il n'est pas inutile pour une fois de commettre une petite entorse à la règle.

1180 Ainsi, le 23 novembre 1932, quelques semaines avant l'accession de Hitler au pouvoir, le théoricien et juriste Carl Schmitt célébrait devant le patronat allemand les vertus de « l'État fort et l'économie saine », une approche résolument novatrice, en rupture avec le libéralisme classique, prompte à museler toutes contestations internes ou externes, une approche fondée sur « l'état d'urgence économique ». Son discours, contrairement à certaines interprétatives hâtives, bien qu'emprunt d'une réelle fascination pour le fascisme italien, ne se voulait nullement une apologie du nazisme, nuance parfaitement perçue par le commentateur d'un journal très proche des intérêts de l'industrie minière, y soulignant que le plaidoyer en faveur d'un état fort n'empêchait pas le constitutionnaliste d'exprimer

un souhait explicitement formulé de **limitation de l'interventionnisme étatique dans la vie économique, un autoritarisme parfaitement compatible avec le respect de la libre-entreprise.**

Or cette prise de position s'inscrivait dans un moment politique où une fraction du capitalisme allemand semblait basculer du côté d'un interventionnisme étatique nazi. Ce discours, pouvait ainsi être interprété comme la volonté discrète d'un certain nombre d'« intellectuels organiques » du capitalisme allemand de domestiquer le nazisme, tout en continuant d'ailleurs à le financer. Il s'agissait bien de lever toute forme de doute, pour le patronat allemand quant à la tonalité démagogiquement anticapitaliste du programme du NSDAP, incité à s'en tenir à cet « anticapitalisme des imbéciles » que constituait l'antisémitisme, selon la forte formule de Bebel. La ligne médiane tracée par Carl Schmitt pouvait ainsi apparaître comme un plan B tout à fait convenable aux yeux du patronat allemand. Le juriste bavarois, on le sait, conseiller de Von Papen n'allait pas tarder à renoncer à ses scrupules, une fois Hitler nommé à la chancellerie, mais en 1932, c'est **une orientation alternative qu'il s'efforce de promouvoir, reposant sur un pouvoir présidentiel verticalisé, mettant son appareil de coercition au service d'un programme économique libéral.**

On sait d'ailleurs que la *Théorie de la Constitution* du même Carl Schmitt, résultant de sa réflexion politique dans les années 30 sera bien plus tard la source d'inspiration de Debré et Capitant chargés par de Gaulle d'élaborer ce qui allait devenir la Constitution de la 5^{ème} République.

1200

Le programme de Schmitt, qu'on qualifierait aujourd'hui d'extrême-centre, avait inspiré le vigoureux programme « d'assainissement des finances publiques », d'un Brüning, avec son cortège de mesures récessionnistes, à l'instar de la réduction du nombre de fonctionnaires, de la baisse des salaires, de la diminution du montant des allocations chômage, et des pensions de retraite, sans parler en dépit des conséquences de la crise de 1929, du maintien d'une stricte orthodoxie fiscale. Il en résulta évidemment une instabilité parlementaire qui contribua à **ce tournant vers un État libéral-autoritaire.** Schmitt pris toute sa part à ce virage politique, en quittant en 1928, l'université de Bonn pour rejoindre la Haute École de commerce de Berlin, où il pu nouer de fructueux contacts au sein de l'élite économique du pays.

Et au printemps 1930, répondant à la sollicitation de Brüning, anticipant un rejet des mesures d'austérité par le parlement, Schmitt élaborait **l'argumentation d'un régime juridique d'exceptionnalité**, permettant de passer outre au vote du parlement en octroyant au président la faculté de légiférer par ordonnances en vertu de l'état d'urgence. Pour ce faire, il fallait justifier **l'extension du domaine d'application de l'article 48**, en adjoignant à l'état d'urgence sécuritaire ou militaro-policière, **un état d'urgence économique-financier.** Le geste conceptuel de Schmitt n'a pas été seulement d'introduire l'exception au cœur de la souveraineté, ce qui est un fait connu, mais aussi et surtout à **étendre le champ de cette exception à la décision économique**, en tant que telle. C'est par ce levier que Brüning put se maintenir au pouvoir, en marchant littéralement sur le corps du parlement et **d'imposer son programme déflationniste.**

1220

Schmitt avait donc **créé les conditions de possibilité de l'instauration d'un libéralisme autoritaire**, allant jusqu'à préciser « l'état d'urgence révèle le noyau même de l'État », « le noyau de l'État actuel se manifeste en ceci que son état d'exception est un état d'exception économique ». Le libéralisme autoritaire ne consiste pas seulement à assortir une politique économique libérale d'une répression accrue face aux contestations qu'elle suscite, mais à **concentrer entre les mains de l'exécutif la décision publique en matière économique-financière.**

Étymologiquement, **est autoritaire, un pouvoir qui aspire à être le seul auteur de la décision politique.** Pour résumer qu'ait été le coup de force conceptuel de Schmitt, le résultat de cette politique déflationniste fût catastrophique socialement, économiquement et politiquement, aboutissant à la

percée spectaculaire du NSDAP en 1930, arrivant juste derrière le SPD, en dépit de la poussée du parti communiste et à l'érosion du « bloc bourgeois » de l'époque.

Dénué de base politique, ce pouvoir s'enlisa dans l'engrenage austéritaire-autoritaire, **libéralisme économique et autoritarisme politique alimentant dans leurs relations réciproques une crise de légitimité allant en s'approfondissant.**

1240 Le libéralisme autoritaire au pouvoir ne pouvait être renversé, faute évidemment de coalition alternative entre PC et NSDAP, mais ne pouvait pas non plus perdurer sur une base démocratique, d'où son **tropisme dictatorial**. Ainsi, directement impliqué dans la généralisation des recours aux décrets comme mode de gouvernance du libéralisme autoritaire, Schmitt fût également responsable de cette dérive autoritaire qui fit de lui, au motif de la sauver, l'un des « fossoyeurs de la République de Weimar ».

Toutes choses égales par ailleurs et par-delà la tentation de l'analogie historique superficielle avec notre époque, le libéralisme autoritaire, tel qu'il vient d'être sommairement présenté, constitue la principale option de la classe dominante, option qui peut être mise en œuvre par une personnalité dite de l'« extrême-centre » à l'instar de Macron. Songeons bien au fait, qu'en ces temps sombres de croissance affaiblie et d'inflation, la mise en œuvre de politiques austéritaires et déflationnistes, justifieraient d'étendre les états d'urgence désormais entrés dans le droit commun, à un objet économique et financier. La crise du capitalisme et la fatigue du modèle néo-libéral peut donner à cette logique de fuite en avant du capital une actualité tragique. **Avec une constitution directement inspirée par Carl Schmitt, ce pourrait être l'antichambre d'un fascisme de type nouveau.**

3 - Entre libéralisme autoritaire et extrême-droite affichant une volonté de rupture avec le libéralisme, un éventail de possibilités peu avenantes s'offre à nous

1260 A tout le moins, chacun s'accordera à constater **l'inquiétante extension du champ politique et idéologique dominé par l'extrême-droite**, voyant son périmètre électoral grossir significativement avec le résultat de Marine Le Pen au second tour. Si durant ce nouveau quinquennat macronien, nous ne parvenons pas à reprendre l'initiative face à la bourgeoisie et l'extrême-droite puissante en embuscade, **rien n'empêcherait cette fois la victoire d'une candidature des droites nationalistes et radicales.**

Ainsi dans le climat politico-médiatique délétère de cette consternante campagne électorale on a pu assister à la polarisation du débat politique dans un premier temps autour de la figure calamiteuse d'Eric Zemmour, servant en définitive de paratonnerre à la Le Pen se payant le luxe d'arborer un profil moins « transgressif » que l'éditorialiste. Car, au-delà du poids électoral des deux candidats d'extrême-droite, il convient d'ajouter la perméabilité d'une large fraction de l'électorat LR aux obsessions zemmouriennes, à l'instar d'un Ciotti qui pourrait œuvrer à la jonction dès que la situation le permettra, alors que la candidate de LR a enregistré une défaite cuisante.

On mesurera au passage, l'extraordinaire efficacité de la stratégie de barrage macroniste de 2017.

1280 Cette mystification aura ainsi permis aux politiques néolibérales et autoritaires de s'imposer, y compris avec **un niveau de violence et de répression des mouvements sociaux rarement égalé** dans l'histoire de ladite « République » et partant de **nourrir la progression électorale et idéologique des organisations fascistes ou fascisantes**. Au titre du barrage, on soulignera à quel point les figures de Darmanin, Blanquer et Vidal, auront contribué à normaliser les affects de l'extrême-droite, jusque dans leurs signifiants, qu'il s'agisse de stigmatiser pèle mèle la gauche woke,

les études post-coloniales, les théories du genre, les réunions non-mixtes, l'intersectionnalité, la sémiotique de la déconstruction, et surtout l'islamo-gauchisme.

On soulignera, également, à quel point la supposée gauche dite « républicaine », portera au regard de l'histoire la responsabilité d'une capitulation en rase-campagne, par cette opération qui, au nom d'une rigide conception de la laïcité, a fait de ce signifiant l'alibi de son ressentiment néo-colonial à l'égard d'une fraction de la population de culture arabo-berbéro musulmane. Rien ne la distingue désormais, sur le terrain des mauvais affects, de la nébuleuse zemmourienne ou lepéniste qu'elle prétend combattre, si ce n'est son écœurante bonne conscience « républicaine ».

Mais au-delà de ces péripéties qui doivent susciter un vif débat d'orientation stratégique et pratique (à l'égard de la montée de l'extrême-droite et des tâches actualisées de l'antifascisme), il faut en tous domaines, revenir à l'essentiel, c'est-à-dire **la compatibilité entre une option autoritaire (à tonalité fascisante) et la pérennité des politiques néolibérales.**

1300 A première vue, on pourrait considérer que le conservatisme identitaire d'un Zemmour n'a rien pour séduire les fractions du capitalisme les plus acquises aux structures de la globalisation. On notera toutefois, que son programme économique, contrairement au vernis « social-nativiste » de Marine Le Pen, n'a rien d'original ni d'inquiétant en ce qu'il sacrifie aux mêmes poncifs néolibéraux que ses concurrents de droite, Macron, y compris. Ses croyances économiques sont parfaitement compatibles avec le référentiel du bloc bourgeois, tel que décrit par Amable et Palombarini. On y retrouve les caractéristiques d'un Trump version 2016, nationaliste et reaganien. Comme Hayek (figure intellectuelle centrale du néolibéralisme).

Zemmour, à la différence des libéraux classiques promeut un marché, non pas en tant que lieu de calcul où interagissent des agents rationnels, mais comme **une institution humaine, d'où surgit un ordre spontané** et rejette un « homo œconomicus calculateur et déraciné ». Or pour Hayek, comme pour Zemmour, **une telle institution humaine ne peut s'ériger que sur le fondement d'un accord entre les « hommes »** sur un certain nombre de règles et de pratiques. Et un tel accord présuppose une culture, voire une tradition commune, susceptible de faire fonctionner correctement les marchés. Et pour Hayek, **la culture garante de cet ordre spontané, c'est la culture occidentale.** Et Zemmour de mettre au centre de son programme très hayekien, **la restauration d'une unité civilisationnelle, « française »** en l'espèce, pour instaurer les conditions de fonctionnement de la « bonne économie de marché ».

1320 Ainsi les traditions et évolutions internes des cultures seraient aptes à déterminer les modes de fonctionnement les plus efficaces, Hayek s'inscrivant dans la filiation conservatrice britannique qui s'oppose à la Révolution française, à l'instar de la droite contre-révolutionnaire française, contre les libéraux du 19ème siècle, héritage dont Zemmour peut se prévaloir. Rien d'étonnant à ce qu'un financier libertarien comme Charles Gave, fervent lecteur de Hayek ait contribué à l'effort de guerre civile du candidat Zemmour.

Et pour creuser dans le même sillon, **l'école néolibérale n'a pas toujours eu de grands scrupules à l'égard du fascisme et du racisme**, à l'instar d'un Wilhelm Röpke, qui récuse la modernité, en tant que ferment de décomposition de la civilisation occidentale, dont le libéralisme se trouverait être selon lui, l'essence même. Cette position radicale, si elle l'amène à fustiger le nazisme, en tant qu'expression du « socialisme décadent », au nom d'un libéralisme civilisationnel, le conduira à prendre fait et cause pour le régime d'apartheid d'Afrique du Sud et à entretenir des liens intenses avec l'extrême-droite française des années 1950/1960.

Les frontières entre néolibéralisme et fascisme apparaissent d'autant plus minces que si l'on remonte au fameux colloque Lipmann de 1938, acte de naissance de l'école néolibérale, on trouve la figure de

Louis Rougier, laïciste « républicain », collaborateur décomplexé durant la seconde guerre mondiale, et hostile à l'universalité de la raison, à l'instar des réactionnaires français.

1340 Zemmour à cet égard s'inscrit dans **la droite filiation de cette mouvance fascisante au sein de la galaxie néolibérale**. Sans surprise, dans cette même cohérence, Zemmour fustige à la fois le socialisme planificateur et le libéralisme classique, à l'instar des néolibéraux. Il est, *en même temps*, **le symptôme d'une crise du néolibéralisme et d'orientation stratégique de la classe dominante**, incapable de trouver des réponses au ralentissement structurel de la croissance et à la nécessité de l'action publique pour soutenir la rentabilité du secteur privé.

Il est clair que sur un plan plus théorique, **le consensus, sur lequel s'était établi le néolibéralisme** entre néo-keynésiens, néoclassiques et néolibéraux, est en train de voler en éclat. Les néo-keynésiens déplorent l'absence de politique budgétaire, tandis que les néolibéraux fustigent une trop forte intervention des banques centrales. En sa qualité de symptôme, Zemmour affiche une tentation fasciste du 21^{ème} siècle, un fascisme empreint de néolibéralisme. Si son entreprise a rencontré un échec incontestable, son positionnement idéologique demeure une option disponible, dans le contexte de crise du néolibéralisme analysé précédemment.

4 - l'option « national-libérale » dont Zemmour s'est voulu l'incarnation n'épuise pas la recherche d'autres options adaptées à la crise présente du capitalisme, au-delà du modèle néo-libéral lui-même

Pour autant, Zemmour se retrouve dans une position singulière dans cette configuration politique et idéologique qui est loin d'être clarifiée.

1360 Ainsi, s'il a réussi à capter à quelques exceptions près, un échantillonnage complet de ce que l'on trouve de pire à l'extrême-droite (Génération identitaire, AF, Zouaves de Paris, «nationalistes-révolutionnaires », etc), s'il est parvenu à attirer aussi bien les cadres mégrétistes formés à l'école de la Nouvelle Droite, que les cathos-tradi et la mouvance idéologique structurée dans le sillage de la Manif pour tous ou les fillonnistes en déshérence, la partie économique de son programme est loin de faire l'unanimité dans les rangs de l'extrême-droite.

Reste ainsi que pour les courants formés à l'école du GRECE (*GR*oupement d'*Et*udes pour la *Civilisation Européenne*), son positionnement actuel assez classiquement favorable à l'une des versions du néolibéralisme pourrait susciter des points de clivage dont il faut mesurer l'importance non seulement dans la séquence électorale qui l'a opposé à ses dépens à Marine Le Pen, mais également au-delà, du point de vue des phénomènes de recomposition à la droite de l'échiquier imbriqués dans la crise structurelle du capitalisme.

1380 Ainsi les contributeurs de la revue *Éléments*, (dirigée par Alain de Benoist), n'ont de cesse de fustiger le fourvoiement de Zemmour dans un positionnement dénoncé comme une « imposture nationale-libérale ». A trop exalter l'identité, Zemmour masquerait selon les contradicteurs de la Nouvelle droite **l'inflexion néolibérale de son programme économique**. Il y aurait quelque danger selon eux à vouloir « dépasser Marine Le Pen sur sa droite », à trop vouloir séduire les CSP+ de la bourgeoisie française, l'histriion concéderait durablement à la Le Pen son ancrage dans un électorat populaire imperméable aux envolées lyriques d'un Zemmour prônant « une économie de l'enracinement et de la transmission ».

Et pour enfoncer le clou nous disent-ils, en critiquant le libéralisme sociétal pour mieux se soumettre au libéralisme économique, on toucherait aux limites de la stratégie zemmourienne au motif que « la rupture, la reconquête française ne peuvent pas se limiter à rhabiller de bleu-blanc-rouge la vulgate libérale ».

Pour un lecteur non averti, ces lignes pourraient être interprétées quasiment comme une critique de gauche de la stratégie zemmourienne.

Pourtant, elles témoignent en fait du **travail d'élaboration entrepris depuis la fin des années 70 par la Nouvelle Droite** et les cadres du GRECE, qui embrasse l'ensemble des champs, identité (retour à des formes de communautés organiques disposant de leur autonomie, écologie et décroissance, ethno-différentialisme néo-païen, populisme, critique de la globalisation néolibérale).

1400 Si cette **stratégie de conquête de l'hégémonie culturelle** (au nom du gramscisme de droite) trouve dans la séquence actuelle son moment de gloire, l'euphorie qui en résulte pour ce courant idéologique ne saurait masquer le fait qu'en dépit de jeux d'alliances et de rapprochements complexes au sein de l'extrême-droite, la stratégie de conquête du pouvoir demeurant l'objet de divergences significatives comme on le voit ici, est loin d'être stabilisée.

Entendons-nous bien, tous les courants de l'extrême-droite rejoignent le Drumont de Cnews dans son exaltation du récit national bonapartiste et colonial et dans sa lévitation xénophobe et raciste et se réjouissent de **cette réhabilitation de Vichy permettant de lever un interdit qui hypothéquait toute recomposition à droite**. Pour autant, une union des droites se faisant aux conditions d'une fraction du capitalisme français attachée à préserver le néolibéralisme du marasme annoncé, en le durcissant ne semble pas faire l'unanimité.

On dégagera ici deux enseignements importants.

Marine Le Pen, en dépit d'un environnement médiatique défavorable, est loin d'avoir cédé la place à l'éditorialiste compulsif devenu candidat, quels que soient les zones de turbulence de l'après-présidentielle qui pourraient affecter l'ensemble de la droite et de l'extrême-droite. La tonalité pseudo-sociale de son programme, lui assure la préservation d'un électorat populaire que le candidat bourgeois nationaliste Zemmour ne sera pas parvenu à séduire et lui garantit un positionnement à moyen-terme favorable dans un contexte où c'est le modèle néolibéral lui-même qui serait l'enjeu d'une remise en cause au sein même du mode de production capitaliste.

1420 La synthèse nationale-libérale, vue de droite (et même très à droite quand il s'agit de la Nouvelle Droite), ne saurait constituer une formule satisfaisante sur le plan idéologique et politique.

S'il faut rester attentif à cette extrême plasticité idéologique de l'extrême-droite, **annonciatrice possiblement d'un fascisme aux couleurs du siècle**, il faut mettre toujours en étroite relation ces évolutions idéologiques avec les options stratégiques pouvant opposer entre elles différentes fractions du capital. On se reportera ici au scénario 4 de la partie précédente, notamment en ce qui concerne l'hypothèse dite néo-fordiste, s'accordant parfaitement avec cet interventionnisme dirigiste de type colbertiste, option qu'une fraction du capitalisme pourrait faire sienne, ce qui poserait la question de l'instauration d'un régime (encore plus) autoritaire, sur fond de recomposition du bloc bourgeois autour d'une solution de stabilisation du capitalisme engagé dans un cycle de croissance faible, en rupture totale ou partielle avec le néolibéralisme.

Le véritable danger fasciste résiderait, selon nous, dans une telle option, que la classe dominante ferait sienne, au motif de tirer les conséquences du ralentissement de la mondialisation et des limites d'un régime d'accumulation subordonné au primat de la financiarisation (du capital fictif), mais aussi de prendre la mesure de la question écologique et du réchauffement climatique (au risque de valider les orientations de l'éco-fascisme).

5 - Au titre des menaces que constitue le renouvellement du corpus écologique de l'extrême-droite, il faut faire une mention spéciale à un eco-fascisme qui se propage dangereusement

1440

Dans les cahiers de prison (rédigés entre 1929 et 1935) Gramsci, victime du fascisme historique écrivait : « la crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître ; pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. ». Nous tenons avec l'eco-fascisme **un symptôme majeur de cette morbidité** que l'on souhaiterait voire réduite à une séquence de transition.

La nécessité pour la CGT de rattraper son retard, dans l'élaboration quant à la prise en compte du caractère indissociable de la crise écologique et de la crise du capitalisme jusqu'à la remise en question de la persistance d'éléments de culture productiviste, est d'autant plus justifiée que l'extrême-droite est à l'offensive sur un champ idéologique décisif pour l'avenir et la survie de l'humanité. Cette percée ne laisse pas de susciter l'inquiétude jusqu'au sommet de l'état, à l'instar du coordonnateur national de la lutte contre le terrorisme, Laurent Nuñez qui y constate *un mouvement qui se développe* et « *qui n'hésite pas à appeler des techniques de clandestinité et à la pratique du survivalisme.*

1460

Alors que les **risques de catastrophe environnementale** se multiplient, l'extrême-droite, dans la pluralité de ses courants et des approches, y trouvent littéralement **un effet d'aubaine**, pour redonner à leurs obsessions morbides, tantôt placées sous le signe du déclin, tantôt sous le signe des vieilles croyances en l'apocalypse revisitée, et légitimer les thématiques du grand remplacement et des invasions migratoires. Dès 1999, un idéologue fasciste bien connu, Guillaume Faye prédisait **une convergence des catastrophes économique, géopolitique et environnementale**, l'écologie fournissant un nouvel habillage à la vision ségrégationniste du monde.

Il faut, là encore, souligner l'importance du travail effectué par le GRECE et notamment par son principal idéologue Alain de Benoist **recourant au concept de nature pour réhabiliter d'une manière subtile les concepts de sélection d'inégalité et de hiérarchie**. Cette approche ethno-différentialiste vise à tracer des frontières étanches entre des aires culturelles ou des « civilisations », plutôt que d'établir ouvertement une hiérarchie entre races biologiquement établies.

Elle inspire au-delà de ladite revue *Éléments* des personnages comme Hervé Juvin (RN) créateur d'une association dite les localistes en venant à considérer que « toute la France est une zone à défendre ». Dans le cadre du VIIe colloque du très droitier Institut Iliade « La nature comme socle pour une écologie à l'endroit », une table-ronde était ainsi organisée autour de la thématique **Pour une écologie enracinée : localisme et mise en valeur des terroirs** ; table ronde animée par Fabien Niezgodà avec Hervé Juvin et Julien Langella.

1480

Cet éco-fascisme ferait ainsi prévaloir une politique qui, au motif de préserver les conditions de vie sur terre, ne veille en vérité qu'à privilégier de manière exclusive, une minorité digne de survivre. A l'instar des groupes étatsuniens, il existe sur le continent européen un certain nombre de groupuscules armés qui se réclament de la même idéologie survivaliste.

Selon le chercheur Stéphane François, le noyau de militants éco-fascistes compte en France 200 à 300 personnes. Autour il y a une nébuleuse plus diffuse où ce type d'idées se propagent notamment par des revues comme *Éléments*, *Réfléchir et agir*, *Terre et peuple* (adossée à l'association éponyme dirigée par Pierre Vial, l'un des fondateurs du GRECE passé par le FN et le MNR mégrétiste) ou la maison d'édition *Culture et Racines*. Leur lectorat tourne autour de 20 000 personnes. A l'opposé de ce qu'ils dénoncent comme une écologie « colonisée par la gauche cosmopolite », ces publications exaltent la figure du paysan enraciné dans son environnement régional et promeuvent le lien entre terre, peuple et sang, sur fond tantôt de nationalisme ethnique et/ou de civilisation européenne.

Avec le numérique, hélas, ces messages trouvent un plus large écho, via les réseaux sociaux, les chaînes *you tube*, les applications à l'instar de *Telegram*. Et que dire du groupe survivaliste d'extrême-droite judicieusement regroupé sous le signifiant *Recolonisons la France* (auto-défini en tant que groupe communautaire de survivalistes patriotes), opportunément interpellé (une fois n'est pas coutume) par les forces de l'ordre découvrant à l'occasion un véritable arsenal. Hélas, cette nébuleuse survivaliste a également des ramifications au sein de la police comme le révèle une enquête de Médiapart à travers les échanges entre plusieurs fonctionnaires en appelant « à une guerre civile raciale, bien sale » sur un groupe privé WhatsApp.

1500 Très ancrée dans une vision du monde dichotomisante opposant les élus aux damnés de la terre, en 2016, l'une des figures centrales du survivalisme Pietro San Giorgio, dans un livre qui a enregistré un réel succès commercial et a été traduit en dix langues, théorise le concept de « base autonome durable » et incitait à l'acquisition, de propriétés dans des zones rurales afin d'y établir des bases retranchées autosuffisantes, tant au niveau alimentaire qu'énergétique, pour se préparer à une guerre civile devenue selon lui, inévitable. Cette démarche inspire également certains cadres de Génération identitaire qui en miroir avec la problématique des ZAD en appelle à **la création de zones identitaires à défendre**.

C'est dire l'importance d'un écosocialisme qui puise dans un marxisme vivant le point d'équilibre permettant d'articuler sortie du capitalisme et crise climatique et de la nécessité pour la CGT d'intégrer cet enjeu et renouveler sa vision de la transition, qu'il s'agisse d'un au-delà du régime de propriété capitaliste, que du volet énergétique.

1520 Car ce regain d'intérêt de l'extrême-droite pour la thématique écologiste est le fruit d'un bricolage qui trouve ses fondements au 19^{ème} siècle, qu'il s'agisse des thèses malthusiennes quant à la surpopulation et de **la régulation volontaire des naissances** ainsi que **l'arrêt des de toute aide sociale aux plus vulnérables**, mais aussi du mouvement völkish allemand, creuset d'un nationalisme racial antisémite, inspirant à travers Ernst Haeckel biologiste, la création du mot écologie et donnant naissance à l'aile « verte » du parti nazi, y compris à travers la création de plusieurs milliers de fermes agro-écologiques, **orientation totalement articulée à l'idée d'enracinement** à travers le slogan nazi « blut und Boden » = « le sang et le sol ».

Au titre des passerelles idéologiques inquiétantes, il faut souligner la dangerosité de cette offensive idéologique qui résulte d'un travail mené de longue date par la Nouvelle droite notamment, face à laquelle l'écologie politique « réformiste » ou bourgeoise montre des signes de vulnérabilité. L'urgence pour le mouvement ouvrier et notamment syndical est d'intégrer l'ensemble des questions touchant aux menaces environnementales, et de les articuler à une grille d'analyse anticapitaliste c'est-à-dire de **relier les luttes écologistes aux luttes sociales au lieu de les dissocier**. Il s'agira notamment d'intégrer, dans le répertoire des mobilisations et des luttes sociales, la thématique écologique, y compris du point de vue du contenu **qu'il faut (s'agirait de)** donner aux mouvements sociaux anticapitalistes de notre époque. Comme l'annonçait André Gorz, précurseur des années 70, qu'il conviendrait de reconvoquer dans nos débats présents, « la grande bataille a commencé. Ce sera leur écologie ou la nôtre ». En un mot pour paraphraser Rosa Luxembourg, ce sera écosocialisme ou barbarie !

1540 La conjugaison de l'état d'urgence sanitaire et de l'islamophobie officielle a produit un climat délétère propice à ce que les idées fascistes, jusqu'y compris dans l'hystérisation du mouvement anti-vaccinal où les amis de l'antisémite Soral, mis sur la touche dans la période antérieure au Covid, ont retrouvé un point d'ancrage.

On notera cependant qu'il existe un angle mort de l'écofascisme, plus prompt à entretenir les peurs liés aux flux migratoires, qu'à évaluer correctement les enjeux liés au réchauffement climatique et les effets engendrés parce que l'on pourrait appeler le capitalisme fossile. L'ethno-nationalisme **oscille ainsi entre le déni climatique et un « nationalisme vert »** faisant la promotion d'une idéologie localiste et enracinée opposée au « nomadisme » des exilés et du capital menaçant la pureté de la nation et la salubrité des écosystèmes. Ses ambiguïtés occultant notamment la défense du nucléaire civil et militaire, conjuguées à cette inconséquence relative au réchauffement climatique, enjeu que l'éco-fascisme préfère écarter au profit de sa construction fantasmagorique relative au soi-disant grand remplacement constituent une opportunité pour en combattre l'imposture et y opposer une alternative véritablement écosocialiste (voire écocommuniste) qu'il convient d'élaborer.

II- S'il convient d'analyser de manière approfondi une phase historique inédite qui s'est ouverte, révélatrice de l'acuité de la crise du capitalisme et de la crise écologique et des menaces lourdes qui pèsent sur notre camp social, voici venu le temps de réarmer notre camp social en lui fixant des objectifs tactiques et stratégiques dans la période qui vient

1560 **I- le regain de la lutte des classes à l'échelle du monde entier qui appelle à un ressourcement sur les principes de l'internationalisme**

Pour prendre à rebrousse-poil les prophéties les plus pessimistes ou la tentation des lignes de fuites, il faut d'abord souligner que depuis la Grande crise (du capitalisme) de 2007-2008, on assiste à une succession d'explosions sociales et à un regain de combativité dans de nombreux pays, sous des formes multiples. En dépit du dénouement de ces luttes, hélas pas nécessairement victorieuses, cette recrudescence de la lutte des classes tisse une trame permettant aux mouvements sociaux de puiser de nouvelles ressources et de nouvelles formes de luttes, ***de structurer un imaginaire transnational susceptible d'inspirer de nouvelles expériences.***

Trois éléments révélateurs d'une crise systémique méritent ici d'être pointés :

- à savoir d'abord **l'incapacité des états** des pays capitalistes avancés, notamment, **à répondre de manière adéquate à la pandémie**, révélatrice d'un échec social et gouvernemental d'ensemble qui va laisser des traces dans la mémoire collective ;
- ensuite **l'acceptation par les États-Unis de l'échec cuisant de la guerre en Afghanistan**, révélatrice de l'inanité de la « guerre contre le terrorisme » et d'une certaine **perte de puissance des États-Unis**, en dépit du regain belliciste constaté à l'occasion de la crise ukrainienne; - enfin, **la vague croissante des mouvements de protestation sociale entamés en 2010-2011**, pouvant aller jusqu'à des formes à caractère semi-insurrectionnel, articulant des luttes au sein des entreprises avec des luttes visant notamment à soustraire même provisoirement et symboliquement certains espaces de l'emprise de l'état, à l'instar du mouvement des places, des Zad ou des rond-points et des avenues parisiennes avec les gilets jaunes.

C'est dire si les graphomanes approximatifs qui se sont laissés aller à rédiger bien hâtivement des notices nécrologiques de la classe ouvrière et/ou de la lutte des classes ainsi que du mouvement ouvrier porteront une responsabilité dans ce désarmement moral et stratégique de notre camp social.

Que la composition de la classe travailleuse ait changée en raison de l'affaiblissement de l'appareil de production industrielle exacerbée par les processus de délocalisation, n'empêche pas pour autant d'observer une **reconfiguration de ladite classe**, émergeant à travers les mutations de l'organisation de la production mondiale, entraînant de nouvelles modalités de domination, de souffrance et de revendications.

1600 Reste à analyser cette vague globale mise en suspens par la pandémie qui témoigne de l'émergence de nouveaux segments de la classe des travailleurs, en cours de formation (travailleurs précarisés de la logistique, des enseignes transnationales (de type Mac Do, Amazon ou Starbuck), travailleurs sans-papiers en France, conjuguée aux mobilisations de secteurs traditionnels luttant pour préserver les droits acquis lors des cycles précédents. Ainsi, on observa des mouvements de grève des travailleurs du secteur industriel en Chine, des grèves illégales dans les mines de platine d'Afrique du Sud, les jeunes chômeurs et les précaires s'emparant des places dans les métropoles du monde entier, des manifestations contre l'austérité de l'Afrique du Nord aux États-Unis.

Il faut ici pointer **un écueil massif d'une fraction de la gauche anticapitaliste** (qu'elle soit sociale et/ou politique) c'est d'avoir décrété bien légèrement que l'épicentre de la lutte des classes se serait déplacée du lieu de travail aux luttes de rue, oubliant que l'**ancrage du combat de classe dans le lieu même de l'exploitation capitaliste** demeurerait un levier stratégique indispensable.

S'il était juste de soutenir lors du soulèvement égyptien de 2011, l'occupation de la place Tahrir, force est de constater pour autant que ce n'est qu'à partir du moment où les travailleurs du canal de Suez sont entrés dans la grève que Moubarak fut contraint de démissionner. De même, avec l'introduction de la production « just in time », où les approvisionnements sont régulés a minima, les usines les plus en aval de la chaîne sont devenues extrêmement vulnérables aux mouvements de grève chez leurs fournisseurs, à l'instar de Honda qui fût ainsi contraint en Chine de fermer toutes ses usines d'assemblage sur le territoire.

1620 De la même manière, la pandémie et le blocage de Suez en 2021 ont montré la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement aux multiples formes d'interruption et notamment des grèves, **de sorte que les travailleurs du transport et de la logistique, demeurent un acteur stratégique dans la lutte des classes** à la mesure de leur positionnement dans le processus d'accumulation du capital et seront amenés à jouer un rôle grandissant dans les luttes des prochaines années. Il faut souligner que c'est la restructuration du capitalisme qui, crée, tant géographiquement par ses déplacements dans l'espace, pour trouver une main d'œuvre bon marché et docile, qu'en s'orientant vers de nouveaux secteurs de l'économie, de nouvelles, des strates de la classe ouvrière susceptibles de s'engager dans de nouveaux types de conflit, avec une dimension possiblement internationalisée du point de vue revendicatif.

De même, au titre des secteurs d'importance stratégique, mentionnons cette « **industrie de l'éducation** », selon les termes de l'Unesco qui est passée dans le monde de 8 millions d'enseignants dans le monde à 62 millions en 2000 pour atteindre 94 millions en 2019 !

Or ce secteur qui joue **un rôle central dans le mouvement ouvrier mondial**, est également aux avant-postes de la conflictualité sociale, tout particulièrement durant la dernière décennie. Ainsi il faut saluer l'émergence aux États-Unis du Caucus of Rank and File Educators (regroupement de la base des enseignant.e.s) qui a conduit une grève victorieuse en 2012, à Chicago, entraînant une vague nationale de débrayages et de mobilisations dans tout le pays. De même au Chili, les enseignants sous la direction du principal syndicat (CPC) avec le soutien des étudiants, de la population des quartiers et d'autres travailleurs ont joué un rôle catalyseur dans le cycle des manifestations nationales pour l'accès universel à l'éducation et l'abandon de la Constitution néolibérale de l'ère Pinochet. Des actions similaires ont fait tache d'huile au Costa-Rica, au Honduras et en Colombie, tandis qu'au Pérou un

1640 président de gauche, Pedro Castillo parvenait au pouvoir sous la pression d'un mouvement social déclenché par le syndicat des enseignants.

Ce regain de militantisme correspond à l'évidence à **un processus de prolétarisation du secteur enseignant**, avec son cortège d'intensification du travail de détérioration des conditions de l'enseignement, et de précarisation comme en France avec la multiplication de recrutement d'agents sous contrat. Au surplus, les enseignants occupent une place stratégique dans la division du travail social, de sorte que les mouvements de grève du secteur enseignant peuvent générer un effet domino affectant l'ensemble de la division sociale du travail, montrant que leurs luttes spécifiques impliquent la défense des intérêts de la société toute entière.

Bien évidemment, il faut souligner **l'imbrication essentielle du lieu de travail et de la rue et par extension l'occupation des espaces réglés par le capitalisme et encadrés par l'état**, en tant qu'ils sont deux modalités indissociables de la lutte des classes.

De même convient-il de distinguer très sommairement trois types de conflits ouvriers, qui témoignent du même processus de développement capitaliste, à savoir :

-les luttes témoignant de la constitution de **nouveaux segments de la classe** des travailleurs et travailleuses,

1660 -les luttes menées par **des strates plus anciennes** victimes des restructurations du capitalisme et menacées de disparaître

-les luttes menées par **les segments invisibilisés (et racisés)** par le mode de production capitaliste, travailleurs privés d'emploi, couches ultra-précaires et placées à la périphérie de l'organisation sociale et territoriale, condamnées à ne jamais ou que très ponctuellement, vendre leur force de travail.

Sur ce point, par distinction avec les périodes historiques précédentes, où l'unité de la classe pouvait prévaloir de fait, les développements du capitalisme avec le colonialisme, le racisme et le patriarcat ont contribué à exacerber les divisions de genre, d'origine, de culture ou d' « ethnicité » en faisant jaillir, à la faveur de la crise actuelle du capitalisme, les monstres de l'interrègne déjà évoqués (néofascistes, racistes, anti-exilés, xénophobes pseudo-laïques, virilistes homophobes et sexistes arrogants) se doublant de formes coercitives de contrôle social et de militarisation des appareils d'état (visibles à l'échelle planétaire) comme autant d'obstacles à l'irruption d'un mouvement social englobant l'ensemble des oppressions et des segments ainsi définis.

Pour autant, le possible regain des luttes observées à l'échelle internationale, gelées durant la longue période du ralentissement lié à la crise sanitaire justifie que les structures de la CGT « de la base aux sommets », **intègrent cette dimension internationaliste**, non comme un champ d'intérêt ponctuel, voire facultatif, mais comme **un élément central de l'activité militante et de la réflexion collective à conduire au sein de nos structures**. Comment ne pas regretter, et même dénoncer, la faible appétence de la CGT pour l'extraordinaire mouvement populaire qui a ébranlé le gouvernement de

1680 Modi en Inde, balayant les castes et les divisions confessionnelles artificielles, pour jeter les bases d'une alliance renouvelée entre la paysannerie et les salariés, et cela en dépit d'une pandémie qui a fait des ravages dans ce pays.

De même, le mouvement chilien qui a entraîné la victoire d'un candidat issu certes d'une gauche très modérée, au terme d'un processus démocratique exemplaire, et aux accents insurrectionnels a-t-il obtenu de la part de la confédération le soutien et l'intérêt qu'il méritait ? Rien n'est moins sûr !

Il n'est qu'aux Etats-Unis, où la montée des grèves ainsi que la Grande démission, ce mouvement inédit de démissions en masse consécutives aux bas salaires, à la perte de sens du travail et de la perversité du management, chez Walmart notamment, illustrent de manière saisissante **un regain de**

combativité inédit dans les rangs de la classe ouvrière états-unienne. Et ce ne sont pas les appels à l'empathie ou la mise en œuvre d'une communication de reconnaissance, autant de mesures cosmétiques prodigués par les consultants en management qui endigueront le flot de cette colère sociale montante dans ce pays placé au centre du système capitaliste mondial.

1700 Ces démissions virales, vont de pair avec l'autre vague, d'une puissance inattendue et qui réside dans la volonté croissante des travailleuses et des travailleurs syndiqués de **renouer avec leur arme historique : l'exercice du droit de grève.** Ainsi le 13 octobre 2021, alors que les 60 000 membres de l'IATSE (*Alliance Internationale des employés de scène, de théâtre et de cinéma*) s'étaient prononcés pour une grève nationale et que les équipes de tournage de l'industrie cinématographique annonçaient qu'elles étaient prêtes à cesser le travail, un accord faisant droit aux revendications syndicales fût rapidement trouvé le 17 octobre. On note la même combativité dans les usines de production de machines agricoles ou chez les 24 000 infirmières du réseau de la clinique Kaiser Permanente, à propos des salaires et des conditions de travail. La radicalisation du monde du travail et les grèves annoncées sont si nombreuses que l'ancien secrétaire au travail de Bill Clinton, Robert Reich a qualifié la situation aux États-Unis de « **grève générale non officielle** ».

Le phénomène des démissions apparaît ici comme un substitut à la grève, dans des entreprises où la répression anti-syndicale a évidemment dissuadé les travailleuses et les travailleurs de s'organiser collectivement. Mais pour autant, au-delà de la question évidemment centrale des salaires, c'est **la nature même du travail qui enflamme la colère sociale** aux États-Unis. La bataille victorieuse conduisant à la création très remarquée d'un syndicat des travailleurs d'Amazon aux États-Unis est une illustration récente de cette émergence d'un nouveau mouvement ouvrier indissociable du combat antiraciste.

Mais à quel moment la CGT a-t-elle pris le temps d'engager la réflexion au sein de nos structures, sur l'importance de ces mouvements sociaux et sur les effets qu'ils sont susceptibles d'entraîner au sein des salariats, en situation comparable (techniques perfides de management, salaires gelés, dégradation des conditions et du contenu du travail lui-même).

1720 Au **devoir de solidarité à l'égard des mouvements sociaux conduits dans d'autres pays**, s'ajoute la **nécessité cruciale d'y repérer de nouvelles tendances et de nouvelles ressources** susceptibles de nous permettre de surmonter la crise présente du syndicalisme, lié à son affaiblissement. Pourtant le moment n'est-il pas venu de trouver des éléments de compréhension pour **mieux articuler l'ancien mouvement ouvrier** - dont nous sommes les héritiers - adossé à une composition de la classe ouvrière remaniée sous les effets de la restructuration du capitalisme, **à un nouveau mouvement ouvrier**, dont la configuration reflète une composition sociale à la charnière des époques antérieures et du moment présent et s'élabore dans le feu des contractions anciennes et nouvelles du capitalisme contemporain.

Cet internationalisme semble s'imposer à nous comme **une exigence opératoire**, pour aborder de manière offensive la période qui s'ouvre et répondre à la nécessité de **donner aux interactions entre les luttes qui se déroulent à l'échelle mondiale un horizon stratégique.** Il en résultera **le renouvellement espéré de nos pratiques syndicales, des formes de luttes, du contenu de notre projet d'émancipation** susceptible de nous donner une force propulsive, qu'il s'agisse de dénouer les contradictions mortifères du capitalisme ou d'anéantir ces monstres de type fascistoïdes surgis à la faveur de l'interrègne, qui sont la négation vivante de l'internationalisme, c'est à dire l'autre nom de l'universalité concrète des opprimés.

1740 **2 - À l'aune de la guerre en Ukraine, la brûlante actualité de l'internationalisme**

Cet internationalisme à l'heure où nous écrivons ces lignes est plus que jamais à l'ordre du jour, alors que **la guerre revient à l'avant-scène sur le continent européen**, avec le déclenchement d'une violente agression russe sur le territoire ukrainien. Celle-ci intervenait quelques jours après la reconnaissance par Moscou des républiques séparatistes de Donetsk et de Louhansk, invasion déclenchée au motif que le « régime de Kiev » refusait toute résolution du conflit.

Le plus grave dans cette affaire, c'est que Poutine a convoqué toute **la quincaillerie mythologique nationaliste la plus réactionnaire** pour légitimer cette opération impériale qui nie l'existence de l'indépendance de l'Ukraine et dénonce en Lénine (quoique l'on puisse penser de l'héritage d'Octobre) l'« architecte » de l'Ukraine coupable implicitement d'avoir ainsi déconstruit un ordre impérial tsariste qu'il exalte à demi-mots pour justifier une politique de « décommunisation », justifiant sa volonté de démantèlement d'une ancienne république d'union soviétique.

Il n'est que son discours du 21 février pour se convaincre de la gravité de cette obsession « Vous voulez la décommunisation ? Cela nous convient parfaitement. Mais il ne faut pas, comme on dit, s'arrêter à mi-chemin. Nous sommes prêts à vous montrer ce que signifie une véritable décommunisation de l'Ukraine. »

1760 En clair, si les dirigeants ukrainiens, comme l'ensemble des oligarques de l'Europe centrale et orientale ont été prompts à se débarrasser des symboles les plus prégnants de l'héritage soviétique, Poutine entend aller à la racine du mal, à savoir la révolution d'octobre elle-même, et joint le geste à la parole !

Nul doute que l'extension de l'Otan, après 1991, OTAN dont il faut plus que jamais demander le démantèlement, allant jusqu'à une logique d'encerclement provocatrice voulue par Washington, ait pu contribuer à cristalliser cette dérive du pouvoir de Poutine. Mais cela ne saurait exonérer **cette hubris du pouvoir poutinien** qui avait su tirer sa légitimité du chaos de la transition après l'implosion de l'URSS, pour conforter **une gouvernance devenue de plus en plus autocratique** et renouer avec le pire répertoire du nationalisme grand-russien allant jusqu' à ce raidissement impérial et belliciste.

Pour autant, rien ne justifie davantage, les appels à une union sacrée, visant à dissimuler les objectifs irresponsables d'extension de l'Otan poursuivis par les dirigeants de l'Alliance Atlantique, pour mieux détourner l'attention des travailleurs sur leur gestion erratique de la crise sanitaire et des effets néfastes des politiques néolibérales conduites depuis plusieurs décennies, dans un contexte économique qui n'aura de cesse de s'aggraver en raison même des conséquences de la crise ukrainienne.

1780 Personne n'est dupe des attermoissements et de l'ambivalence des dirigeants européens, qui bien que déterminés à mettre en œuvre des sanctions contre la Russie hésitent quant à leur niveau d'intensité, en raison des conséquences économiques qu'elles entraîneraient pour le continent européen, dépendant notamment de la livraison du gaz russe. Tout laisse à penser d'ailleurs que ces sanctions économiques outre le fait qu'elles puniront injustement la population russe de l'escalade sanglante enclenchée par leurs dirigeants en Ukraine, risquent d'aggraver la tension inflationniste observée notamment en ce qui concerne les tarifs énergétiques.

Quant au gouvernement ukrainien, sans le parer de toutes les vertus qu'il n'a pas, force est de constater qu'il peut s'appuyer sur un soutien sans faille de la population et d'une détermination que Poutine n'avait nullement anticipée.

Cette erreur stratégique entraîne **une double conséquence** : d'une part, **l'agression militariste russe a ressoudé un bloc atlantique** qui montrait des signes de fatigue, d'autre part Poutine scelle son destin et celui de son groupe subordonnés à une victoire de plus en plus improbable, au risque de le

mettre dans **une position de dépendance accrue face à la Chine** et de perdre ses marges de manœuvre.

1800 La Russie n'a eu de cesse de réduire le mouvement du Maïdan, à la présence certes avérée des groupes nationalistes antisémites, à l'instar du bataillon Azov aujourd'hui intégré à l'armée régulière. On ne saurait ignorer qu'un certain nombre de ces formations d'extrême-droite honorent la mémoire d'un Bandera qui a, dans un premier temps pris fait et cause pour l'Allemagne nazie et a joué un rôle d'appoint dans ce qu'on appelé la Shoah par balles. Les dispositions discriminatoires à l'égard de l'emploi de la langue russe dans l'est de l'Ukraine, prises par le gouvernement issu du Maïdan ne justifient à cet égard aucune complaisance. Pour autant, il n'est que de mesurer l'audience réduite de l'extrême-droite lors des récentes élections pour récuser cet amalgame qui constitue le point nodal de la propagande poutinienne. Et que dire de ce récit fantasmé d'une Ukraine subordonnée à la mythologie grossière de la Grande Russie, qui va l'encontre du droit des peuples et de toutes les minorités à l'autodétermination.

Enfin, il faut le souligner, qu'il s'agisse des tenants de l'union euro-atlantique comme de la Russie ou de l'Ukraine, l'ensemble des protagonistes s'inscrivent à des degrés différents dans la même acceptation du capitalisme et mettent en œuvre des politiques antisociales qui puisent à la même inspiration.

1820 Un tel constat va à **l'encontre de toute indulgence pouvant aller jusqu'à l'absolution de l'invasion russe** et la première exigence à formuler à ce stade est évidemment **le retrait total des forces russes hors du territoire ukrainien**, républiques séparatistes auto-proclamées y compris ! La seconde exigence, corollaire de la première, réside dans **l'arrêt total du processus de développement de l'Otan** à l'est et la dissolution d'une organisation militaire fondée sur le traité de l'Atlantique Nord dont la raison d'être résidant dans l'existence du bloc soviétique ne saurait être invoquée aujourd'hui, sauf à dissimuler les appétences impérialistes de Washington ! Mais au-delà c'est à **la dissolution de tous les blocs militaires quels qu'ils soient** qu'il faut appeler, dès lors qu'il s'agit de **refuser toutes les logiques impérialistes**, sans jouer la carte hasardeuse des « périphéries » ou des « nations rebelles » contre le centre !

Enfin, il convient d'apporter **tout notre soutien aux populations civiles ukrainiennes** d'abord, qui paient le prix fort de cette escalade sanglante décidée par Moscou, et d'assurer l'accueil des réfugiés dans les meilleures conditions. Mais dans le même temps, il faut aussi apporter **une solidarité aussi attentive à l'égard d'une opposition à la guerre** qui a commencé à se manifester courageusement en Russie, face à un appareil de répression policière et judiciaire qui n'aura de cesse de l'éradiquer par les moyens les plus violents.

Cette attention aux mouvements d'opposition de gauche en Russie est d'autant plus requise, que tout laisse à penser que l'invasion de l'Ukraine et ses présupposés idéologiques néo-impériaux, contrairement à l'annexion de la Crimée ne suscitent pas, cette fois-ci une approbation unanime de la part de la population russe, malmenée par les réformes libérales de Poutine et éprouvée par la crise économique et par la crise sanitaire.

1840 Puisque l'abcès nationaliste, en train de gangrener les sociétés, trouve avec cette agression russe sa cristallisation la plus mortifère, il est plus que temps de **réapprendre les principes fondamentaux de l'internationalisme dont la CGT est l'héritière** ; cette CGT qui avait refusé, pour sa partie la plus honorable, lors de la première guerre mondiale de se commettre avec les tenants du social-patriotisme et de l'union sacrée entraînant les prolétariats européens, contre leurs intérêts de classe, dans la grande boucherie impérialiste.

Face à la déferlante des idéologies réactionnaires et des politiques de l'identité qui chauffent à blanc les nationalismes rivaux, il convient de puiser au meilleur des traditions du mouvement ouvrier, pour y opposer **la solidarité entre les peuples autour d'une promesse d'égalité religieuse, ethnique et de genre.**

Il ne saurait être question d'accorder au président Macron et à son exécutif quelque soutien que ce soit, discrédités par leur allégeance atlantiste, face au nationalisme russe en voie d'hystérisation.

En quoi les états européens, engagés dans des politiques de contre-réformes qui brutalisent le corps social et eux même en proie aux dérives autoritaires, pourraient prétendre incarner une alternative « civilisationnelle » ?

Une telle tragédie eut-elle pu être évitée ? Rien n'est moins sûr, mais force est de constater que l'Otan en poursuivant sa politique d'extension a nourri le symptôme nationaliste russe et a contribué à radicaliser Poutine dans cette dérive autocratique et à l'inciter à privilégier une alliance avec la Chine, lourde de dangers.

1860

Tout laisse à penser, que dans la phase actuelle de crise du capitalisme et de crise de l'hégémonie des classes dominantes, **la montée en puissance des contradictions inter-impérialistes contribuent non seulement à donner à l'hypothèse fasciste une nouvelle actualité, mais à ramener la guerre elle-même dans le champ des possibles.**

Ainsi donc, s'il faut dénoncer la politique impériale de Poutine et se mobiliser pour le retrait des troupes russes hors de l'Ukraine, et réaffirmer le droit imprescriptible des peuples à l'autodétermination, il faut dans le même temps refuser toute forme de surenchère et d'engrenage susceptible de conduire à de nouveaux embrasements aux conséquences imprévisibles, y compris en raison de la menace nucléaire.

Passé le moment de sidération, il nous faudra comprendre l'ampleur du basculement historique qu'ouvre la tragique séquence ukrainienne.

Outre le fait qu'elle ravive le souvenir des guerres qui ont ensanglanté le continent européen, tout au long de son histoire, elle nous invite à **mesurer l'ampleur des risques que cette époque entraîne.**

1880

Au ralentissement et à la déstabilisation du régime d'accumulation tiré par la finance, jusqu'à la crise de 2008, s'ajoutent les effets de la crise sanitaire avec une stagnation durable de la croissance et le retour du spectre de l'inflation. Cette crise du capitalisme qui perdure est par ailleurs totalement imbriquée dans la crise écologique dont le réchauffement climatique est l'un des symptômes le plus inquiétant pour l'avenir de l'humanité et de l'ensemble des espèces vivantes.

S'y ajoute désormais, la guerre comme horizon possible de l'histoire qui ajoute la menace nucléaire aux périls écologiques.

Ni rire, ni pleurer, mais comprendre aurait dit Spinoza. Il convient d'ajouter ici et comprendre pour agir pour faire bifurquer l'histoire et déjouer les pièges mortifères qui jalonnent son cours, à brève échéance.

3 - Du bon usage du concept d'impérialisme et des dangers du campisme : (pour redonner à l'anti-impérialisme un contenu dénué d'ambiguïtés)

Le terme d'impérialisme n'apparaît pas chez Marx, mais avec le livre d'Hobson paru en 1902. Il sera ensuite repris par les marxistes du début du 20ème siècle. Mais ce concept ne désigne pas directement une théorie de l'exploitation des pays du Tiers Monde : il renvoie plutôt à **une analyse des contradictions des pays capitalistes** et à une **théorie de l'économie mondiale** dont les éléments

constitutifs se trouvent déjà chez Marx. La contribution d'Hilferding est publiée en 1910 et définit l'impérialisme en tant qu'il est « **la politique économique du capital financier** », à savoir un protectionnisme imposé par les cartels qui stimule l'accroissement des exportations et nourrit l'expansion de l'impérialisme. S'y ajoute évidemment la contribution de Lénine au titre du stade suprême du capitalisme et le travail de Rosa Luxemburg.

1900

L'économie mondiale est aujourd'hui structurée par **un maillage complexe de capitaux** qui définissent ce que l'on appelle des « chaînes globales de valeur ». Ce terme désigne la répartition des différents segments de l'activité productive sur plusieurs pays, du stade de la conception à celui de la production et de la livraison au consommateur final. Cela veut dire que **l'on est passé d'une internationalisation à une mondialisation du capital** qui conduit à l'organisation de la production à cheval sur plusieurs pays.

L'image de l'économie mondiale ne doit donc plus être seulement celle d'un face à face asymétrique entre pays impérialistes et pays dépendants, mais celle de l'intégration de segments des économies nationales, sous l'égide des firmes multinationales qui tissent une véritable toile enserrant l'économie mondiale.

Une étude établie en 2011 a établi la cartographie précise des interconnexions entre multinationales. Elle montre que la majeure partie (80 %) de la valeur créée par les 43 000 firmes prises en compte est contrôlée par 737 « entités » : des banques, des compagnies d'assurances ou des grands groupes industriels. En examinant de plus près le réseau complexe des prises de participation et d'autocontrôle, on s'aperçoit que 147 multinationales possèdent 40 % de la valeur économique et financière de toutes les multinationales du monde entier.

1920 La question qui est aujourd'hui débattue est celle des relations entre les « dynamiques économiques » et géopolitiques, un auteur comme David Harvey considérant que **ce sont deux logiques autonomes**.

Une chose est certaine, c'est qu'en remontant à Marx, **les analyses portant sur le capitalisme sont loin de se réduire aux lois de reproduction purement économiques**. Au contraire, une lecture attentive montre notamment à travers ses considérations sur le colonialisme, que non seulement son analyse est fondée sur la **prise en compte du marché mondial**, mais qu'il conçoit ce dernier comme étant **construit grâce à l'aide et l'intervention des États européens**. Il en résulte que, les **procédés violents de l'accumulation primitive**, qui impliquent la coercition étatique, ne sont pas réservés à la phase initiale du développement du capitalisme. Au contraire, ces processus se reproduisent en permanence, de sorte que **la mondialisation fait aujourd'hui coexister et interagir les formes normales et primitives d'accumulation**.

L'hypothèse du développement inégal et combiné prend en compte la double dynamique qui configure l'impérialisme, d'une part le développement des pays retardataires se faisant sous la contrainte des nécessités extérieures, d'autre part, l'espace mondial reposant sur un ensemble de pays dont l'interdépendance économique ne supprime pas les spécificités et notamment les différences de niveau de développement.

1940 Cette idée-force revient à affirmer que si le capitalisme tend à s'étendre au monde entier, il ne le fait pas de manière linéaire et harmonieuse. Cette approche présente le double avantage de **récusar une approche simplificatrice** présentant le capitalisme, en dépit de sa violence constitutive, comme un facteur de « progrès », et d'**écarter la thèse mécaniste « tiers-mondiste »** selon laquelle le capitalisme serait radicalement incapable de soutenir un quelconque développement dans les pays dominés.

L'ensemble des outils de définition classique, outre les objections légitimes qu'ils peuvent rencontrer aujourd'hui, a été **dilapidé et détérioré par la contre-révolution stalinienne**, la théorie marxiste étant réduite à une vulgate appauvrie cherchant à faire prévaloir le rôle progressiste des bourgeoisies nationales à l'égard d'un impérialisme dont la seule visée serait le maintien de structures locales qualifiées de féodales et de légitimer la politique erratique de la direction soviétique.

1960 On mentionnera que **l'ensemble des contributions renouant avec les théories classiques de l'impérialisme** peut être rangé sous le vocable générique des **théories de la dépendance**, l'originalité consistant à raisonner du point de vue des pays dominés. Il faut dégager **un noyau commun** à ces éléments de renouvellement à l'instar de Dos Santos qui souligne que, « par dépendance nous entendons une situation dans laquelle l'économie de certains pays est conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle elle est subordonnée. La relation d'interdépendance entre deux économies ou plus, entre celle-ci et le commerce mondial, prend la forme de la dépendance quand certains pays (les pays dominants) connaissent l'expansion et l'autosuffisance, tandis que d'autres (les pays dépendants) ne peuvent espérer y parvenir que comme un sous-produit de cette expansion...

Nous voyons que les relations mises en place par ce marché mondial sont inégales et combinées... On ne développera pas ici exagérément les limites de cette approche « tiers-mondiste » concernant le pillage dont ces pays ont été réellement victimes. Le modèle explicatif a l'avantage de la simplicité, mais il est fragilisé par une erreur de fond qui consiste à **confondre pays et capitaux**, qui débouche sur un le postulat paradoxal d'une solidarité d'intérêts entre classe ouvrière et bourgeoisie des pays impérialistes, qui, « co-exploiteraient » les salariés des pays dépendants.

Évidemment, ces versions radicalisées de la théorie de la dépendance tendent à **escamoter la compréhension nécessaire des processus d'industrialisation** qui se développaient dans les années 60, les taux de croissance atteints dans les pays du Sud, ces versions extrêmes ne permettant pas de comprendre la réalité d'un développement local fondé sur la croissance des industries de substitution remplaçant progressivement les biens importés.

1980 Ainsi entre 2000 et 2013, **la production manufacturière mondiale (industrie hors énergie) a progressé de 37%**, mais **la quasi-totalité de cette augmentation a été réalisée par les pays dits émergents** où elle a plus que doublé (+112%) alors qu'elle stagnait dans les pays avancés (+1,5%), constat qui met à mal les thèses sur le sous-développement et sur l'impossibilité d'une industrialisation du Sud, avec en corollaire, a contrario, la constitution d'une classe ouvrière mondiale, qui se développe essentiellement dans les pays émergents. La question qui se pose est de savoir si **la montée en puissance des pays dits émergents remet en cause les approches « classiques » ou « dépendantistes » de l'impérialisme**.

Ainsi si Lénine faisait de l'exportation des capitaux l'un des critères de définition du capitalisme, force est de constater que si les États-Unis sont aujourd'hui importateurs nets de capitaux, il convient de réévaluer cette analyse. L'indice le plus net de ces mutations réside dans une industrialisation des pays de la périphérie qui n'est plus cantonnée aux industries d'assemblage (textile ou électronique) mais consacre **une montée des filières vers des produits de haute technologie** (Corée du Sud, Chine).

Les rapports entre états capitalistes s'articulent autour de **deux objectifs contradictoires** : chaque état cherche classiquement à **assurer son rang dans l'échelle des hégémonies**, mais il lui faut aussi **garantir les conditions de fonctionnement du capitalisme mondialisé**. Cet entrecroisement de relations de pouvoir rend probablement **impossible un raisonnement en termes de succession de puissances dominantes**, comme si l'hégémonie de la Chine devait mécaniquement prendre le relais des États-Unis.

2000 Ces relations de pouvoir sont aujourd'hui structurées selon deux axes : **un axe « vertical » classique opposant les grandes puissances et un axe « horizontal » correspondant à la concurrence entre capitaux** de sorte que l'économie mondiale ne peut plus être analysée selon le seul rapport hiérarchique opposant pays impérialistes et pays dominés. C'est ainsi qu'avec Pierre Dockès, on peut parler d' « **un impérialisme à l'envers** », **fondé** sur une concurrence qui s'exerce non seulement pour la conquête des marchés, mais aussi le contrôle des ressources.

Toutefois, **les vieux modèles explicatifs de l'impérialisme rencontrent une critique contemporaine** qui en pointe, dans le champ du marxisme, l'inadéquation, à l'instar de David Harvey en appelant à une refonte d'une théorie globale de l'impérialisme contemporain qui requiert une séparation d'avec la théorie de l'accumulation telle que frayée par Marx. Comment selon lui, faire dériver la nécessité de l'impérialisme de la « logique interne » du mode de production capitaliste tel qu'il est analysé abstraitement par Marx en faisant l'impasse sur **les dimensions spatiales de la production et de la distribution**, dès lors que toute théorie de l'impérialisme présuppose une **centralité politique des combats géo-économiques et géopolitiques** entre États-nations.

2020 D'autres critiques, à l'instar de Panitch et Gindin récusent les théories classiques en tant qu'elles sont fondées sur une conception mécaniste des « stades » (cf Lénine), et sont fragilisées par une approche réductionniste et instrumentale de l'État, conduisant à ne considérer les guerres, comme le prolongement de rivalités économiques nationales, ou à opposer un prétendu passage d'une ère de libre-échange au protectionnisme, alors que libre-échange et impérialisme avaient tout au contraire parfaitement coexisté au 19^{ème} siècle.

Harvey date l'émergence de l'impérialisme capitaliste au milieu du 19^{ème} siècle, lorsque la bourgeoisie a pris le pouvoir dans les pays européens et y distingue deux logiques qui constituent selon lui la trame de l'histoire du capitalisme, **une logique d'accumulation conjuguée à une logique territoriale**, car le capitalisme, dès lors qu'il est confronté à une sur-accumulation du capital trouve dans son expansion géographique un des plus puissants vecteurs pour y faire face. Il y voit le moyen pour surmonter les impasses périodiques de l'accumulation et réaliser la plus-value, l'impérialisme étant la modalité choisie par le capitalisme pour poursuivre cette extension.

Or c'est la fusion des logiques qui rencontrent à notre époque des obstacles, en dépit de l'intégration de la Chine et de l'ancien bloc soviétique au monde capitaliste. L'accumulation du capital requiert l'immobilisation énorme du capital fixe pour contrôler l'espace, dans le sens d'investissements à long terme, le rendement du capital étant renvoyé ainsi à un horizon temporel extrêmement lointain.

2040 Pour faire face aux obstacles qui entravent sa conquête de l'espace, **le capital a recours à une accumulation dite par dépossession**. Cette hypothèse est fondée sur le fait que ces crises se manifestent sous la forme d'une juxtaposition d'excédents de capital et de force de travail, sans qu'il soit possible de les mettre en œuvre pour accomplir des tâches socialement utiles. L'expansion géographique et la réorganisation spatiale offrent la possibilité d'éviter une telle dévaluation générale de capital et de travail.

Pour autant, la **persistance de pratiques prédatrices** propres à la phase dite d'**accumulation primitive du capital**, justifieraient de qualifier le processus en cours d' « **accumulation par expropriation** », s'opérant avec le concours de l'état, le système de crédit et le capital financier demeurant de puissants leviers de prédation et d'escroquerie liée à la spéculation, la création de haut niveaux d'endettement réduisant des populations entières, y compris dans les pays capitalistes avancés, à la condition de débiteurs permanents. L'OMC a ainsi contribué à instaurer des mécanismes d'accumulation par expropriation, absolument nouveaux, à l'instar des droits de propriété jusqu'au

brevetage du vivant, tandis que l'écosystème est en proie à une marchandisation généralisée même placée sous les fallacieux atours du « capitalisme vert ».

2060 La violence de cette logique d'accumulation s'accompagne de pratiques impérialistes nécessaires pour mettre en œuvre ces dispositifs spatio-temporels. Ce **nouvel impérialisme**, au point de tension entre la **logique territoriale** de l'État (fondée sur la maîtrise politique, économique et militaire d'un territoire continu et délimité, susceptible de conquérir de nouveaux territoires) et la **logique moléculaire du capital** (fondée sur la circulation réticulaire du capital, plus fluide et plus discontinue) remet à l'ordre du jour la **distinction entre territoire et réseau**, en en laissant entrevoir pourtant les points de porosité. Il existe une relation dialectique entre ces deux logiques spatiales, de sorte que quand la diplomatie et la pression économique ne suffisent plus à asseoir la domination de ces États, ceux-ci recourent aux formes plus classiques de l'impérialisme, à travers la force militaire.

Si la Chine fonctionne à cet égard comme un élément de solution stato-temporel au problème mondial de sur-accumulation du capital, son développement parvenu d'ailleurs à une certaine limite, peut conduire à un transfert d'hégémonie en sa faveur. Cette accumulation par dépossession est en tout cas décelable par l'appropriation induite des ressources naturelles des pays du Sud par les pays du Nord, par la prolétarianisation forcée d'une part croissante de la population mondiale, par la privatisation généralisée des biens communs, et l'intégration dans le système financier à travers le système de crédit.

Dans la typologie des théories marxistes contemporaines de l'impérialisme, il faut souligner l'apport d'Alex Callinicos, qui s'emploie à faire la revue des théories classiques pour en pointer les forces et les faiblesses afin de mieux les raffiner.

Il se classe lui-même parmi les théoriciens d'un nouvel impérialisme, reposant sur trois éléments :

1 - le capitalisme reste toujours prolongé dans **une crise de rentabilité depuis la fin des années 1960**

2 - il y a trois pôles de puissance économique et politico-militaire dans le monde, à savoir **Amérique du Nord, Europe et Asie de l'Est**

3 - et en dépit d'une supériorité relative des Etats-Unis, des **rivalités sérieuses persistent entre les principales puissances capitalistes et d'autres états émergents** à l'instar de la Chine et de la Russie.

2080 Cette typologie témoigne de la persistance d'un débat qui a structuré les controverses classiques autour de la question de l'impérialisme. Callinicos met en relief **certaines faiblesses de la position de Lénine**, que le développement du capitalisme d'après guerre a selon lui disqualifiées. La force de cette approche est de résider dans un dialogue aussi bien avec les théoriciens classiques qu'avec les théoriciens contemporains.

S'agissant des premiers il déplore leur **réductionnisme économique**, réduisant les aspects géopolitiques de l'impérialisme à de simples reflets des antagonismes économiques, auquel il oppose **la nécessité de théoriser l' « élément d'autonomie de l'état »**. Très proche des positions de Harvey, selon lui l'impérialisme consiste en **l'interaction de deux logiques de pouvoir, l'une capitaliste et l'autre territoriale**, la source de pouvoir capitaliste faisant référence au **contrôle des moyens de production et de la valeur** qu'ils produisent et la source de pouvoir territoriale aux structures étatiques qui garantissent **un contrôle physique sur un territoire donné et sur les ressources naturelles et humaines** que ce territoire contient.

Or selon Callinicos, ces deux formes quoique distinctes sont **les deux formes d'une même dynamique**, à savoir la concurrence entre capitalistes, en tant que dynamique constitutive du mode de production capitaliste. Callinicos développe l'analyse selon laquelle **l'impérialisme apparaît au moment où le développement du capitalisme conféra un avantage géopolitique aux Etats capitalistes (Grande-Bretagne, Pays Bas) vis-à-vis de leurs concurrents absolutistes** en Europe

2100 occidentale et partant, stimula le développement du capitalisme, afin de permettre à ces états de se maintenir le cap dans la concurrence géopolitique.

Issu de la généralisation du capitalisme, l'impérialisme dans cette option s'inscrit dans le **développement de long terme du capitalisme**, faisant ici le lien avec le processus de transition du féodalisme au capitalisme.

Au surplus, il apparaît **une interdépendance structurelle entre capitalistes et managers étatiques**, l'état ayant intérêt à une accumulation du capital la plus élargie possible, tandis que les capitalistes ont besoin de l'État pour leur fournir **les conditions politiques et juridiques concourant à cette même accumulation du capital**.

Reste à définir cette communauté d'intérêts entre capitalistes et bureaucrates, chacun remplissant des fonctions nécessaires à la reproduction du capital. On peut d'ailleurs en repérer des éléments de sociabilité et de connivence à travers les phénomènes de pantouflage en France (circulation des élites administratives dans la sphère économique) ou de revolving doors aux États-Unis entre postes gouvernementaux et administration des grands groupes capitalistes. S'ajoute à cette contribution théorique, la prise en compte de la persistance d'une multiplicité d'états sous le capitalisme et avec l'internationalisation du capital le repérage d'une sous-tendance relevant de la régionalisation. Pour autant Callinicos rend ici obsolète la périodisation proposée par Lénine, l'impérialisme résultant moins de l'émergence du capital financier que de **l'interaction entre concurrence économique et concurrence géopolitique**.

Il convient selon lui de distinguer **trois périodes**, :

- la première débute autour de **1870**, avec la mise en place d'une économie proprement capitaliste, alors que la concurrence géopolitique entre états européens est entièrement déterminée par la dynamique capitaliste. **Cette période dure jusqu'en 1945, avec une multipolarité économique et militaro-politique**. Conjuguée à une intervention de plus en plus en directe de l'état, y compris sous la forme d'un capitalisme d'état en URSS.

- la seconde période couvre **l'étendue de la guerre froide, avec une bipolarité politico-militaire et multi-polarité économique** et un affaiblissement progressif des intérêts des puissances impérialistes dans ledit Tiers Monde et **l'avènement de sous-impérialismes**, petites puissances industrielles régionales.

- la troisième période s'ouvre avec **la chute du stalinisme signant la fin de la bipolarité** politique et la continuation d'antagonismes géopolitiques.

Pour finir, il s'agit ici, au-delà de faire la théorie de l'impérialisme à nouveaux frais, de l'inclure dans une **analyse globale du développement capitaliste qui intègre la question de l'État** et de la dimension interétatique.

2140 **Reste que la question d'actualité réside dans le fait de savoir si on en a définitivement terminé avec les guerres inter-impérialistes.**

On soulignera ici, pour le déplorer, **la marginalisation de la place du militarisme dans l'analyse du capitalisme contemporain**, alors que tout nous inciterait à faire l'économie politique dudit militarisme, notamment en prenant la mesure du complexe « militaro-industriel » et du bloc transatlantique perdurant au-delà de la disparition de l'URSS. L'exacerbation des contradictions et des rivalités entre le bloc transatlantique et euro-atlantique, face à la concurrence géo-économique d'autres puissances qui disposent d'un siège de membres permanents au Conseil de sécurité et de pays qui cherchent à consolider leur position régionale, mériterait d'être analysée finement.

L'espace mondial continue en effet d'être structuré par **la double dynamique du capital et d'un système interétatique**, en sorte que la place occupée par un pays au sein de cet échiquier dépend de sa capacité à capter de la valeur créée dans d'autres pays, mais également de sa puissance politico-militaire, y compris en prenant en compte l'ensemble des instruments d'influence dit de *soft power*, sans ignorer les outils proprement militaires. A cet égard, on conviendra ici de rappeler que l'impérialisme est d'une part inscrit dans **une configuration historique qui s'est totalement renouvelée** depuis un siècle, et d'autre part qu'il renvoie à **un ensemble de pratiques et de dispositifs mis en œuvre par les pays les plus puissants**, qu'il faut néanmoins hiérarchiser en fonction du rang qu'ils occupent au regard des critères de puissance.

2160 **4 - Redonner à l'anti-impérialisme un contenu dénué d'ambiguïtés et se détourner des écueils du campisme**

Au premier chef, cette définition s'inscrit nécessairement dans une perspective démocratique c'est-à-dire qu'**être anti-impérialiste c'est d'abord soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**. Un anti-impérialisme à visée progressiste ne saurait se réduire à être en opposition en soi, à tel ou tel état impérialiste, c'est parce que, par construction, les états impérialistes bafouent le droit à l'auto-détermination qu'il faut les contrer.

Le second principe, réside dans ce que l'anti-impérialisme exige de **s'opposer à l'ensemble des états impérialistes, plutôt que d'en soutenir un contre les autres** ou d'ignorer la nature de l'un d'entre eux et des victimes de la politique menée à l'égard de tout ou partie de sa population. C'est l'écueil du néo-campisme qui, s'ils s'en prennent à l'impérialisme états-unien ou britannique ignorent, voire soutiennent ou font montre d'une indulgence coupable, à l'égard de la Russie par exemple. Mais on peut trouver l'inverse en Russie des libéraux en opposition au régime autocratique de Poutine qui restent silencieux sur les méfaits des gouvernements occidentaux, voire qui leur apportent un soutien sans faille !

2180 Dès lors que l'on s'émancipe de l'occidentalo-centrisme d'une grande partie de la gauche, une perspective anti-impérialiste s'oppose à l'impérialisme, quel qu'en soit la nationalité ou la position géographique à l'Ouest ou à l'Est.

Le troisième principe est le plus délicat. Il concerne les circonstances exceptionnelles où l'intervention d'une puissance impérialiste peut s'avérer inévitable et cruciale pour empêcher un massacre ou un génocide, ou pour empêcher qu'un soulèvement démocratique populaire soit noyé dans le sang par une dictature. Mais même dans ce cas, les militants anti-impérialistes doivent **combattre toute illusion et prôner une défiance absolue à l'égard dudit pays impérialiste**. Ils doivent, à tout le moins, exiger que cette intervention soit limitée et encadrée. Si l'on prend le cas de la Syrie ou de la Libye, une telle option ne pouvait être envisagée, cela va sans dire et c'est mieux en le disant, de sorte d'éviter tout raccourci polémique !

D'une manière plus générale, et ce débat est loin d'être clarifié au sein de la CGT, la période que nous traversons invite à rejeter toute forme de soutien, y compris nuancé ou critique, à l'égard de quelque régime autoritaire que ce soit, au seul motif qu'il s'inscrirait dans un improbable « arc de résistance » face à la volonté hégémonique du seul impérialisme américain et à ses affidés et alliés.

2200 Ainsi, l'idéalisation du régime de Chavez et de Maduro aujourd'hui (soutenant l'invasion russe en Ukraine), voire le soutien inconditionnel de Cuba (car s'il faut continuer à exiger la fin de l'embargo, rien ne justifie l'aveuglement de certains camarades, quant aux dérives autoritaires insulaires) relèvent de l'aveuglement campiste qui ôte toute crédibilité aux militants « progressistes » qui s'y réfugient. Il n'existe pas d'ennemi principal ou d'ennemi secondaire, comme les maoïstes s'évertuaient à vouloir

nous le faire croire, avant pour un certain nombre d'entre eux, que de rallier l'ordre établi. (Sollers, Glucksman, July etc....)

Plus grave encore, c'est le moment actuel qui entache la crédibilité de celles et ceux qui considéreraient avec bienveillance le régime de Poutine, en tant que puissance récalcitrante et opposée à l'hégémonie étasunienne. Quoique l'on puisse penser des États-Unis, de son système politique, de sa réalité impérialiste, force est de constater que Poutine et le bloc social qui le soutient répriment avec une plus grande férocité encore les actuels opposants russes à la guerre en Ukraine que ne l'ont fait les États-Unis au pire moment de la guerre du Vietnam (où pourtant la répression était rude).

S'il est juste de dénoncer l'extension illégitime de l'Otan et son inconséquence quant aux fameuses lignes rouges du Kremlin, rien ne saurait justifier quelque allégeance à l'égard d'un régime qui présente les caractéristiques d'un impérialisme régional et convoque (comme Zemmour en France) un récit nationaliste totalement fallacieux trempé dans l'encre du chauvinisme grand-russien le plus échevelé pour asseoir sa politique de domination et de négation du droit des minorités ethniques et culturelles. Il ne s'agit pas, pour autant par campisme inversé, à l'instar des Jadot et autres Hidalgo, de fermer les yeux sur les points d'aveuglement du nationalisme ukrainien, ni de minorer le rôle néfaste de l'Otan, mais de faire prévaloir en Ukraine le droit à l'autodétermination de l'ensemble des groupes, roms compris et de combattre tous les impérialismes (russes et français y compris) quel que soit leur rang dans l'échelle des puissances.

2220

Redonner à la CGT le sens du combat internationaliste, c'est donc bien clarifier les concepts que d'aucuns, n'hésitant à se parer des vertus d'une soi-disant lignes de classes, confinant à une certaine nostalgie du stalinisme, utilisent parfois avec une déconcertante légèreté, qu'il s'agisse de définir l'impérialisme et par voie de conséquence les tâches cruciales de l'anti-impérialisme. Sur ce point, c'est tout un travail de formation et d'éducation populaire qu'il faut mettre à l'ordre du jour et c'est aussi un travail de clarification stratégique indispensable pour l'avenir du mouvement ouvrier.

5 - Quelle devrait-être la place de la CGT dans la recomposition du mouvement social face à la gravité des enjeux annoncée ?

Il nous faut déplier logiquement le présent texte pour **tirer des enseignements pratiques de ce qui s'est analysé dans les parties précédentes.**

Le capitalisme, entré depuis 2008 dans **une phase de crise non résolue à ce jour, pointe les limites, voire l'impasse stratégique d'un régime d'accumulation tiré par la finance.** Cet élément de constat est en quelque sorte **confirmé par la crise sanitaire où l'interventionnisme étatique s'est imposé, comme antithèse du modèle néolibéral** et de ses prophètes. Le capitalisme entre dans une phase de stagnation structurelle avec une caractéristique nouvelle, à savoir **la remontée d'une inflation durable, avec en toile de fond une explosion du prix des matières premières et de l'énergie,** tendance accentuée par les effets de la crise ukrainienne. La mondialisation montre elle-même des signes de ralentissement significatif, de même que la croissance chinoise qui semble marquer le pas.

2240

Les perspectives même pour l'économie états-unienne, à en croire les prévisions du directeur de la FED, à l'aune de ladite crise ukrainienne s'avèrent très sombres.

L'exaltation de l'ère numérique ne constitue pas une réponse opératoire aux maux structurels du capitalisme, dans la mesure où ni la productivité ni les investissements productifs ne connaissent de hausse significative, tandis que les ultra-riches poursuivent leur enrichissement de manière obscène, grâce au capital fictif et à la fiscalité qui les avantagent outrageusement, quand ils ne choisissent pas de la contourner par des stratégies d'optimisation.

Pour autant, la restructuration du capitalisme, telle qu'elle s'est déployée tout au long des dernières décennies a fait émerger **une classe ouvrière mondiale et entraîner des luttes sociales, selon des modalités parfois inédites** sur l'ensemble de la planète.

L'accumulation du capital pose aujourd'hui de manière cruciale **la question de la viabilité du mode de production capitaliste, pour l'ensemble du vivant**, y compris à échéance proche si l'on mesure l'acuité du réchauffement climatique.

2260

Face à l'ensemble de ces constats, il existe au regard de la dynamique mortifère du capitalisme un regain de la lutte des classes, pouvant aller jusqu'à des moments insurrectionnels, en dépit des échecs de tel ou tel processus. Si l'on raisonne en termes de tendance historique, rien ne permet de **se vautrer dans un pessimisme radical sur la perte des vertus anticapitalistes des classes populaires**. Mais rien ne permet davantage, de **s'enivrer d'un optimisme déréalisant** face à la capacité du capitalisme à digérer ses crises et à affronter l'ensemble des mouvements qui pourraient le faire chavirer.

C'est sous l'angle des rapports de forces entre classes sociales qu'il faut observer lucidement et tout particulièrement dans le contexte français, **le cycle historique des défaites** (depuis le plan Juppé et le CPE) aggravé par la conjugaison de deux facteurs historiques, à savoir d'une part le ralliement de la social-démocratie au néolibéralisme et d'autre part l'effondrement du bloc stalinien.

Quant à **la CGT, elle se trouve à la croisée des chemins**. Plusieurs tentations peuvent permettre **soit de la revitaliser, soit de la transformer en une variante du réformisme**, soit encore de signer son **éclipse progressive du champ social**.

2280

A la croisée des chemins, elle l'est, tout d'abord en raison du changement de la composition de ce qu'on appelle pudiquement le monde du travail. Historiquement la CGT constituait un pilier de ce qu'on a appelé le compromis fordiste institutionnalisé, ancré principalement sur **un prolétariat industriel structuré dans de grands collectifs de travail**, à l'instar des usines constitutives de l'imaginaire du mouvement ouvrier. De ce compromis fordiste, on peut dire sommairement qu'il a permis **d'infléchir la répartition de la valeur ajoutée dans des conditions plus favorables au travail**, d'institutionnaliser certaines conquêtes sociales, et de densifier le réseau des services publics.

Toutefois, ce cycle historique, marqué par les guerres coloniales et l'autoritarisme gaulliste s'est achevé avec **la remise en cause d'un keynésianisme s'avérant inefficace face à la crise de stagflation des années 70**. On le sait ce sont les néolibéraux qui allaient sortir en grands vainqueurs pour le malheur du mouvement ouvrier, en élaborant des politiques publiques dévastatrices que nous continuons de subir.

Si la CGT a survécu aux restructurations du capitalisme, et s'est dégagée de l'emprise d'un parti communiste qui était l'un des plus staliniens d'Europe occidentale, elle a en même temps perdu beaucoup de sa puissance, eu égard au **phénomène de désyndicalisation massivement observé**. A ce phénomène, il convient d'ajouter les changements profonds d'organisation du travail et **les méthodes managériales aggravant les processus d'individualisation et de perte de conscience de classe**.

2300

Nonobstant ces constats, en dépit de l'existence d'une aile réformiste néfaste et encore présente au sein de la direction confédérale, elle a su maintenir un centre de gravité ancré dans **un syndicalisme de lutte des classes qui constitue la raison de persévérer dans cet être CGT**.

Reste que tiraillée entre différences forces, la CGT **n'a pas, pour partie échappée aux phénomènes d'institutionnalisation et de professionnalisation** qu'il convient de distinguer.

L'institutionnalisation accentuée par la loi de représentativité témoigne de la propension de certains de ses dirigeants à cultiver le très artificiel et très hypocrite dialogue social, alors que l'ADN de la CGT consiste à **articuler le rapport de forces à la négociation de compromis soumis à la validation des travailleurs en lutte**. La professionnalisation constitue un second écueil, en ce que les délégués du personnel et notamment les militants des permanences sont happés par une multitude de réunions techniques qui les aspirent de plus en plus et requièrent **une technicité croissante, au risque de perdre le contact avec les bases sociales** qui fondent leur engagement.

Quant au répertoire d'action de la CGT, il est également encore marqué du sceau des périodes antérieures, à l'instar des journées d'action où l'appareil confédéral est capable de déployer son effectif militant mais **sans pour autant entraîner de mouvement social d'ensemble susceptible de modifier substantiellement le rapport de forces**. S'ajoutent à cela la persistance d'**un certain productivisme dans certains secteurs** peu enclins à s'engager dans un mouvement de réflexion d'ensemble sur la nécessité de la transition écologique et de la sortie du nucléaire (civil et militaire), voire d'un certain virilisme, reliquat de pratiques militantes obsolètes.

2320 Pour autant, par contraste, de nombreuses équipes militantes contribuent, soit par la radicalité de leur militantisme dans les luttes, soit par leur intelligence collective favorisant de manière y compris iconoclaste **le renouvellement des pratiques collectives et de l'imaginaire anticapitaliste**, en s'ouvrant notamment à d'autres acteurs militants.

La CGT est bien **au croisement d'un ancien mouvement ouvrier**, ancré dans des secteurs en lutte contre les restructurations du capitalisme qui les menacent de disparition et d'**un nouveau mouvement ouvrier qui résulte de cette transformation de la composition sociale de la classe ouvrière**. Ces nouveaux segments, quoique difficiles à syndicaliser ne sont pas dépourvus de combativité et constituent à cet égard un potentiel appréciable pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Il convient de souligner à quel point cette **nouvelle figure du travailleur** exploité, salarié ou auto-entrepreneur, dans les secteurs de la logistique ou dans les entrepôts d'Amazon recoupe celle du **jeune racisé des quartiers populaires**, les soit- disant territoires perdus de la république, en butte à la violence policière et à l'islamophobie. Il incombe à cet égard à la CGT de **prendre toute sa place dans les combats futurs contre le racisme, l'islamophobie** et le dévoiement de la laïcité.

2340 Reste que par sa position originale dans le paysage syndical, la CGT peut être ainsi **le cadre de l'alliance entre ancien et nouveau mouvement ouvrier**, à la condition de renouveler son corpus idéologique, son répertoire d'action, ses stratégies de recrutement et de syndicalisation, ses modes d'action et ses pratiques collectives.

Le pilier de cette démarche, qui doit résulter d'une analyse d'ensemble des contradictions anciennes et nouvelles du capitalisme, implique de refonder la démocratie sociale sur une conception actualisée des alternatives aux régimes de propriété capitaliste, notamment en distinguant propriété sociale et propriété publique (voire étatique). **L'exigence démocratique et autogestionnaire** qui doit guider cet indispensable travail d'élaboration **ne peut faire l'économie d'une remise en cause des processus délégatifs**, à l'instar des mouvements sociaux qui en pointent tous, sous différents angles, l'inadéquation par rapport aux aspirations exprimées.

C'est donc **une conception nouvelle du syndicalisme** qui devrait en résulter, **moins verticale, moins hiérarchisée moins cloisonnée**. Il s'agirait à la fois de **renouer avec la meilleure tradition de la démocratie ouvrière** (assemblées générales souveraines, élection de comités de grèves, représentants élus et mandatés, etc....), critique en acte de l'organisation du travail et de trouver dans les formes de lutte et d'expression nouvelles les ressources pour instituer et animer des collectifs de lutte conscients

et capables d'élaborer eux-mêmes **la critique de leurs organisations de travail et des projets alternatifs délivrés de la servitude managériale.**

2360 Cela implique aussi de **mieux articuler les luttes dans et hors les entreprises**, sans les opposer mais en gardant l'exigence de s'inscrire dans tous les luttes qui résultent de la dynamique d'accumulation du capital. A cet égard, s'il convient de saluer une inflexion de la direction confédérale, notamment sur la question écologique, on ne saurait se satisfaire d'une démarche par le haut, sans qu'un débat de fond ne traverse les structures de la CGT, au regard notamment de leur implication ici ou là dans des combats emblématiques de ces dernières années, à l'instar de la Zad Notre-Dame- des Landes.

6 - La CGT doit être au point d'articulation entre la question sociale, c'est-à-dire le travail et la question écologique

Plus personne ne nie désormais la gravité du réchauffement climatique et le nouveau rapport du GIEC confirme ses prévisions les plus inquiétantes, dans un contexte marqué par une crise énergétique que la présente crise ukrainienne révèle en la portant à son paroxysme. Cette conjoncture cauchemardesque permet de tirer un trait définitif sur le rêve d'une transition apaisée vers un nouveau monde post-carbone ramène au premier plan la crise écologique du capitalisme.

Or, en dépit d'une communication lénifiante des 50 pays plus l'ensemble de l'Union européenne, s'engageant à atteindre des objectifs d'émissions nettes nulles qui verraient les émissions mondiales de CO2 liées à l'énergie diminuer de 40% d'ici à 2050, la transition verte est loin d'être engagée sur cette voie rédemptrice.

2380 Nombre de ces pays ont pris des engagements, sans disposer du moindre plan pour y parvenir, quels gaz seraient visés ?, dans quelle mesure l'objectif « zéro » net repose t-il sur une réduction effective plutôt que sur des systèmes de compensation ? De plus, ces dispositifs sont devenus si attractifs que les pays riches et les entreprises polluantes qui préfèrent transférer la charge de la réduction des émissions de carbone vers les pays à revenu faible et moyen et potentiellement les plus touchés par le dérèglement climatique. Il en ressort que le monde est bien engagé sur la voie d'une augmentation dévastatrice des émissions au cours de la prochaine décennie.

Or, et en dépit de ces perspectives peu réjouissantes, le capitalisme a déjà connu **un premier choc économique lié à la transition bas carbone**, avec la volatilité des prix constatée. Pour autant, l'impact des premiers efforts pour restreindre l'utilisation de combustibles fossiles ne saurait être négligé, dont il résulte que si cette contraction de l'offre n'est pas suffisante pour sauver le climat, elle s'avère trop conséquente pour la croissance capitaliste. Il en résulte des événements en cascade, à l'instar des pannes d'électricité imprévues en Inde, des mesures drastiques de rationnement de l'électricité en Chine conjuguées à des mesures de relance des importations de charbon australien et aux fins de satisfaire l'approvisionnement , en contradiction flagrante avec leurs objectifs climatiques.

2400 En Europe, c'est la flambée des prix du gaz (engagée avant la crise ukrainienne) entraînant **des réactions en chaîne dans le secteur manufacturier**, notamment en ce qui concerne le prix des engrais mettant en péril d'autres activités, justifiant que les gouvernements puissent intervenir pour garantir les approvisionnements essentiels.

Les répercussions mondiales et étendues des pénuries d'énergie et des hausses de prix témoignent de la complexité des retombées qu'implique la transformation structurelle nécessaire pour éliminer les émissions de carbone.

Alors qu'une réduction de l'offre d'hydrocarbures est en cours, l'augmentation des sources d'énergie durables ne parvient pas à satisfaire la demande croissante, au risque que cette inadéquation énergétique ne fasse dérailler la transition. Il en résulte soit un **danger de régression**, à savoir le

retour au charbon, soit **un recul de l'économie** en raison de la flambée des coûts, entraînant la hausse spectaculaire des prix à la consommation et la déstabilisation du système financier.

Une **transition énergétique** impliquerait (**nécessiterait/obligerait**) qu'un processus de démantèlement des sources de carbone impliquant une décroissance au sens le plus simple du terme impactant un grand nombre de secteurs économiques, sachant qu'une contraction de l'offre est susceptible d'entraîner une pression inflationniste généralisée et que le démantèlement de l'économie du carbone entraîne une perte nette du point de vue de la valorisation du capital financier.

Pour autant, d'un point de vue capitaliste, en tenant compte de cette onde récessive inévitable, rien n'interdit de penser que la création de nouvelles capacités de production pourrait aboutir à un nouveau cycle de valorisation stimulé par une financiarisation verte.

2420

Reste qu'une chose est de déployer cette transition sur 50 ans, une autre est de devoir se désengager radicalement en une décennie, ce changement de donne étant hypothéqué par le manque d'alternatives susceptible de légitimer des retours en arrière. S'ajoute à cela l'ampleur de l'ajustement macro-économique à réaliser, puisque **l'investissement dans l'approvisionnement et les infrastructures énergétiques devrait annuellement passer de 1700 milliards de dollars à une moyenne comprise entre 3100 et 5800 milliards de dollars par an.**

Et rien dans le techno-optimisme, théorie économique dominante s'en remettant à la plasticité de l'ajustement du marché ne permet de faire face à la dynamique macro-économique requise par l'effort de la transition énergétique, et à une **variabilité plus qu'incertaine des coûts de réduction du carbone.**

En face de cette aporie que constitue le **fétichisme du mécanisme des prix**, il existe pourtant une alternative permettant de **reconstruire une économie en capacité d'éliminer progressivement les combustibles fossiles** et de restructurer la chaîne de relations entre ses différents segments, une autre voie visant à maintenir transitoirement les émissions de carbone en phase avec la stabilisation du climat, c'est-à-dire à **utiliser provisoirement des ressources polluantes restantes pour installer des infrastructures propres.** Cette voie est celle d'une **planification démocratique à échelle internationale**, dans la mesure où les plus grandes possibilités de décarbonation de l'approvisionnement en énergie résident au Sud.

2440

Au-delà de cette modification radicale de l'offre, c'est **une transformation similaire qu'il faudra impulser à l'égard de la demande.** Si les besoins en énergie, garants d'une vie décente peuvent être réduits de manière drastique, **la transformation radicale des modes de consommation requise impliquerait une forme d'organisation démocratique nouvelle** afin d'établir les priorités entre demandes de consommation concurrentes.

Or dans la conjoncture catastrophique où nous sommes engagés, **avec une volatilité des prix et une inflation exacerbée par la crise ukrainienne** sur fond de spasmes continus des crises du capitalisme, il existe **une opportunité historique** dont le mouvement ouvrier devrait se saisir, aux côtés d'autres acteurs, pour ouvrir la voie d'une transformation écologique démocratique. Cette voie consiste à **dénouer les contradictions mortifères du capitalisme, au sens où la logique d'accumulation du capital se heurte à un réel planétaire qui réside dans sa limite.**

Dans cette phase d'une acuité extrême, le capitalisme donne la mesure d'une crise inédite par son ampleur et la multiplicité de ses dimensions qui appelle à un dépassement non seulement pour **répondre à une aspiration historique à l'égalité sociale**, mais aussi pour **insérer l'activité humaine dans une biosphère terrestre, non dégradée.** La mise en cohérence des exigences sociales et des

2460 contraintes écologiques est un impératif auquel le capitalisme, par construction est incapable de répondre, sa logique d'accumulation y faisant totalement obstacle.

L'objectif du système économique ne devrait plus être de maximiser le profit comme c'est le cas sous le capitalisme, mais de **maximiser le bien-être sous contraintes sociales et environnementales**.

Les outils de l'analyse marxiste peuvent donc être utilement mobilisés pour fonder un écosocialisme autour de ce principe : **les solutions marchandes (écotaxes ou permis d'émissions) ne peuvent pas répondre pleinement à l'enjeu climatique** qui ne peut être affronté que par une planification écologique.

Enfin, contrairement à certaines idées reçues, qui doivent beaucoup à l'appauvrissement de la vulgate opérée par les staliniens comme par la sociale-démocratie, les analyses de Marx demeurent un **antidote parfait aux thèses (néo)malthusiennes** qui ont malheureusement refait surface à l'instar d'un manifeste de supposés « scientifiques » qui proposent de « déterminer à long terme une taille de population humaine soutenable et scientifiquement défendable (sic) tout en s'assurant le soutien des pays et des responsables mondiaux pour atteindre cet objectif vital ».

2480 Pour mieux délimiter l'approche de Marx, il est utile d'introduire **une distinction essentielle entre limites et frontières**, comme le suggère Antonin Pottier (prix Veblen du jeune chercheur 2017) dans une remarquable contribution intitulée « le capitalisme est-il compatible avec les limites écologiques ?

Les limites renvoient principalement à **l'épuisement des ressources** mais n'ouvrent pas en tant que telles la possibilité d'une disparition de l'espèce humaine. Par ailleurs elles n'impliquent en rien la fin du capitalisme, comme l'explique Pottier : « l'approche d'une limite se signalera par des raretés (par exemple de matériaux), puis une impossibilité de nouvelles extractions. Or, le **capitalisme sait très bien gérer la rareté**, celle-ci en est même un des moteurs puisqu'elle nourrit les perspectives de profit (...) La propriété privée des moyens de production et l'initiative individuelle des producteurs ne sont pas incompatibles avec l'existence de limites écologiques ».

Les frontières sont d'une autre nature : leur franchissement entraîne la possibilité d'une catastrophe globale. Ce sont elles qui fondent un véritable « paradigme écologique » qui correspond « au scénario où un usage excessif et incontrôlé de l'énergie débouche sur des effets catastrophiques pour l'équilibre planétaire. Il ne s'agit plus d'épuisement des ressources mais de rupture d'équilibre dans la biosphère » . Et Pottier explique pourquoi le capitalisme ne peut prendre en compte les frontières : « **Il faut un mécanisme social qui rende cette frontière tangible pour les capitalistes, modifie leur perspective de profit et infléchisse la dynamique d'accumulation du capital pour qu'elle opère à l'intérieur des frontières écologiques. Or, le capitalisme, en tant que système laissant l'initiative aux acteurs privés individuels, est justement dépourvu d'un tel mécanisme. Il ne peut donc pas faire respecter les frontières écologiques** ».

2500 Si Marx avait conscience des risques d'épuisement des sols et des ressources naturelles, il n'était pas pour autant en mesure de **prendre en compte les frontières, définies non pas en termes d'épuisement, mais de catastrophes écologiques** liées au dérèglement climatique. Certes, ces deux phénomènes se combinent, mais leurs ressorts doivent être distingués : par exemple, une catastrophe climatique globale pourrait survenir avant même que les ressources en pétrole ou en métaux rares aient disparu. En sens inverse, leur épuisement n'implique pas en tant que tel le déclenchement d'une catastrophe climatique. Reste que la menace essentielle – que les émissions de gaz à effet de serre déclenchent un déséquilibre climatique majeur – était inconnue à l'époque de Marx et donc absente de ses travaux.

C'est pourquoi l'écোসocialisme ne peut se contenter d'une restitution de l'écologie de Marx : il doit procéder à son extension. Cet itinéraire qui mène de Marx au projet écোসocialiste suggère un pronostic plutôt optimisme quant à la **convergence en cours entre écologie et marxisme**. Elle repose sur une **prise de distance symétrique : avec l'écologie « profonde » déconnectée de la question sociale**, d'un côté, et avec **le productivisme qui a longtemps imprégné le mouvement ouvrier**, de l'autre. Des théoriciens comme Daniel Tanuro notamment y contribuent avec énergie. Que ce projet soit porté de manière large et rapide, à la mesure du défi climatique, c'est évidemment une autre question.

2520 Voilà pourquoi, il nous semble que ce congrès doit marquer une étape nouvelle, qui consisterait à ce que le syndicat CGT PP souscrive à l'appel à **construire un éco-syndicalisme**, afin de **tirer les conséquences pratiques et militantes de l'analyse ici développée et cela sans attendre de nouvelles évolutions confédérales**.

La globalité de la crise que nous traversons implique de construire **une alliance décisive entre le mouvement syndical et les acteurs de la lutte contre le dérèglement climatique**. Comment ne pas voir dans la lutte exemplaire menée par les **salariés de Total Grandpuits** en 2021 contre un plan de licenciement repeint aux couleurs du greenwashing (*écoblanchiment*) le signe annonciateur d'une convergence inédite et désirable entre mouvement ouvrier et mouvement écologiste, sortis l'un et l'autre de leur zone de confort.

Pour la première fois **un plan de reconversion écologique a pu être élaboré de façon commune**, grâce à l'auto-organisation des raffineurs dans un comité de grève qui crée les conditions d'**une alliance entre cols bleus et cols verts**. Il s'agit pour le mouvement ouvrier de **renouer avec une histoire refoulée par la chape de plomb idéologique du productivisme qui rappelle que la dimension écologique n'est en rien étrangère aux combats de la classe ouvrière**, qu'il s'agisse des effets du machinisme et du taylorisme des maladies professionnelles, à l'instar du plomb, de l'amiante ou du phosphore.

2540 Les combats pour la justice sociale et pour la justice environnementale sont devenus absolument indissociables, au regard de l'urgence écologique qui plaident pour une nouvelle articulation de ces problématiques. **L'implication des structures syndicales de base au sein d'un réseau pérenne** nous semble indispensable pour donner aux forces sociales porteuses d'un projet d'émancipation **un nouvel horizon d'action et d'élaboration**. Une telle démarche relève véritablement de l'urgence vitale d'autant que si la crise climatique s'aggrave, l'extrême-droite pourrait apparaître comme la garde prétorienne défendant de manière agressive les combustibles fossiles et les privilèges qui en résultent. Le risque est grand de voir l'extrême-droite élaborer et instaurer **un scénario d'apartheid climatique**.

Il faut ici rendre hommage aux membres du Zetkin Collective et tout particulièrement à Andreas Malm qui ont su **mettre en concept le fascisme fossile**. La gouvernance capitaliste du climat qui réside sur la perpétuation du business as usual, ne saurait évidemment servir de rempart contre un fascisme fossile, au sens où elle ne fait que **reporter l'épreuve de force avec les entreprises combustibles** et les fractions de classe qui lui sont associées. Ces dernières n'ont de cesse de faire des **allers et retours entre le déni et les stratégies d'écoblanchiment**, à l'instar de BP Shell et d'autres qui prétendent passer à un niveau net zéro d'ici 2050, ou autre, tout en continuant, bien sûr, **à développer leur extraction de combustibles fossiles**.

2560 Dans le cas hélas probable, où Biden échouerait dans la mise en œuvre d'un Green New Deal (*nouvelle donne verte/pacte vert*), par **incapacité à mener à bien le processus d'élimination des combustibles fossiles**, face à un raidissement exacerbé d'une droite arc-boutée sur les intérêts des intérêts de ce secteur. On pourrait ainsi résumer la thèse la plus générale de l'ouvrage : *le fascisme est historiquement lié à une économie fossile dont il défend structurellement les intérêts*. Cette thèse se dédouble puisqu'elle signifie d'une part que le fascisme historique reposait sur l'usage des énergies

fossiles et d'autre part que le néo-fascisme contemporain joue **un rôle de premier plan dans la défense du capital fossile et du climato-négationnisme.**

Et le collectif de distinguer trois types de « capitalisme fossile », d'abord le capital fossile primitif en tant qu'il est engagé dans la production des énergies fossiles, renvoyant à un secteur particulier de l'accumulation de la valeur (les profits des grandes entreprises du pétrole, du charbon et du gaz), et à un type de capital qui conditionne la possibilité de l'accumulation dans tous les secteurs productifs qui reposent sur la consommation d'énergie fossile pour produire de nouvelles marchandises. Ensuite, il faut mentionner le capital fossile en général, en tant qu'il désigne le capital qui consomme des énergies fossiles. Enfin il faut prendre en compte le capital fossile en tant que totalité qui désigne l'ensemble formé par les deux items précédents.

2580 De surcroît, le spectre du fascisme ne serait pas complet, si on ne prenait en compte **l'émergence d'un nationalisme vert exaltant face à la crise climatique** une nation renforcée avec des frontières fermées, une immigration inversée et une écologie fétichisant la frontière. La caractéristique générale des partis d'extrême-droite est leur ethno-nationalisme largement fondé sur le fantasme du Grand Remplacement mais pour autant, **leur politique oscille entre négationnisme climatique et « nationalisme vert » néo-malthusien** qui utilise alors le Grand remplacement pour justifier et sanctuariser les frontières face à la **double menace climatique et migratoire.**

Il existe à cet égard, dans l'hypothèse d'un regain d'actualité d'un fascisme du 21^{ème} siècle, plusieurs scenarii. Si **l'hypothèse du fascisme fossile, organisé autour du déni climatique**, en tant que moyen de préserver les intérêts des fractions de classe ayant partie liée avec les activités combustibles, demeure à l'ordre du jour, il existe **d'autres options** susceptibles de cristalliser la résurgence du fascisme, notamment une variante résidant dans **un fascisme anti-combustibles**, reconnaissant les enjeux de la crise climatique et déterminé à réduire les émissions de CO₂, **fondée sur une hypothèse malthusienne de conservation de la nature, via la diminution du nombre de migrants**, susceptible d'alléger le poids qu'ils constitueraient sur les écosystèmes nationaux.

Cette tendance est particulièrement visible au sein des extrême-droites françaises et italiennes qui ont su habilement **retourner l'argumentaire de la crise climatique dans le sens de l'enracinement identitaire.** On rappellera qu'en France, les tenants de ce fascisme anti-combustible s'explique par **la défense du capital fissible** (le nucléaire) qui inspire ses promoteurs. L'émergence du nationalisme vert serait ainsi inversement proportionnelle au développement du capital fossile primitif, dans les pays où le capital fossile primitif est très développé les extrême-droites sont tendanciellement portées au négationnisme climatique pour le protéger.

2600 A l'inverse, dans les pays où le capital fossile est faible, les extrême-droites sont tendanciellement portées au nationalisme vert, puisque l'économie nationale risque moins de pâtir d'une transition énergétique. A tout le moins, en dépit de la pluralité des scenarii corrélés aux constructions idéologiques multiples de l'extrême-droite, on s'accordera pour dire que la conjugaison des crises et tout particulièrement la crise climatique, loin de valider la thèse néolibérale d'un arbitrage rationnel entre agents économiques, ravive, d'une part, les conceptions eschatologiques et apocalyptiques de l'histoire les plus ténébreuses et crée, d'autre part, les conditions d'un fascisme possiblement génocidaire à l'égard des migrants des pays du Sud. D'un certain point de vue, le combat contre ce possible *devenir fascisme* des modes de gouvernance, appelle à une mobilisation placée sous le signe de la pulsion de vie, et dirigée contre les nouvelles configurations de Thanatos.

7 - Notre organisation doit prendre toute sa place dans un réseau syndicaliste antifasciste, (VISA) indispensable pour anticiper, analyser et... éradiquer la peste brune y compris aux moyens de l'autodéfense ouvrière

La période historique, telle que nous l'avons longuement caractérisée et sous différents angles, est placée sous le signe d'une crise structurelle du capitalisme d'une acuité qui va croissant.

Or, une **crise d'hégémonie** peut survenir dès lors que le bloc social dominant est susceptible d'être confronté à son **incapacité croissante d'imposer sa domination**, par la fabrication d'un consentement majoritaire à l'ordre des choses, appelant à une élévation importante du degré de coercition physique.

2620 Tout au long du quinquennat détestable de Macron, outre son évitement des corps intermédiaires, se sont amoncelés les symptômes morbides d'une inflexion autoritaire, notamment avec la répression démesurée du mouvement des gilets jaunes, introduisant l'exception au cœur de la gouvernance étatique conjugués à la reprise et à la validation des thématiques les plus réactionnaires (islamophobie, laïcité, gauche woke etc...). Il est à craindre que lors de la prochaine séquence, ces tendances s'amplifient et se radicalisent, alors que l'extrême-droite toutes tendances confondues demeurera une menace centrale, exacerbée par la frustration de la défaite électorale et l'acuité de la crise globale.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous enregistrons évidemment avec satisfaction **la prise en compte par la direction confédérale de la menace constituée par l'extrême-droite**, à travers de multiples initiatives, à l'instar de sessions de formation et de journées d'études qu'elle y a consacrées

Pour autant, il nous semble opportun de déployer nos propres initiatives pour **faire du travail antifasciste un axe central du congrès** autour de trois points essentiels : analyse/veille, formation et autodéfense populaire.

S'agissant du travail d'analyse et de veille, une structure dédiée devra se doter de son agenda de travail dans l'objectif d'une **production de notes et de fiches thématiques concernant l'analyse approfondie des processus de recomposition idéologique multiforme de l'extrême-droite**, et de la **veille indispensable** quant à ses agissements observables. Sur le troisième point, la constitution d'une commission spécifique chargée d'organiser cette autodéfense, d'identifier la ressource disponible pour cette tâche spécifique de sorte de réorganiser les ALS autour de ses missions stratégiques.

2640 Pour des raisons de sécurité évidentes, seront abordées, par voix orale, les questions touchant aux modalités de fonctionnement de cette structure.

Enfin, la création et l'animation d'un réseau fédérant des structures syndicales et associatives, au sein de la CGT et au-delà constitue un axe essentiel aux fins de créer les conditions d'une mobilisation antifasciste unitaire à la mesure des dangers annoncés.

8 - Libérer les services publics d'une logique comptable et managériale pour faire prévaloir les biens communs

L'un des effets paradoxaux de la crise sanitaire, et non le moindre, aura été de jeter un éclairage laudateur sur les services publics, auréolés d'un nouvel éclat glorieux à la faveur d'une pandémie qui a révélé toute leur **utilité sociale**. Plus tristement, cette situation inédite a également mis en lumière les effets dévastateurs que les politiques néolibérales auront avec un acharnement quasi méthodique entraînés sur lesdits services publics, à l'instar de notre système de santé dégradé par cette emprise des managers n'ayant eu de cesse de procéder à des fermetures de lits et à soumettre l'hôpital public à aux assauts de la rationalité comptable, telle que la tarification à l'acte.

Pour autant, le résultat de cette crise aura consisté à **faire de l'égal accès à la santé, comme à l'enseignement, l'eau, l'électricité des priorités d'intérêt général non discutables**. Dans une telle situation, sont ainsi apparus de manière flagrante qu'un certain nombre de biens essentiels, garants de notre communauté de vie, devaient être soustraits non seulement à l'emprise du marché, mais être en

quelle que sorte protégés des modèles de calcul économique inspirés du marché, en rupture définitive avec les modèles d'inspiration néolibérale qui n'ont eu de cesse d'entraîner des conséquences délétères.

2660 Il n'est que de penser aux cascades de privatisations, à la subordination de l'ensemble des activités sociales aux seules logiques de concurrence, à l'introduction de critères d'efficacité dans la gestion publique et de modes de pensées managériaux dans la sphère des administrations non marchandes pour mesurer la violence exercée par des gouvernements successifs et particulièrement celui d'Emmanuel Macron sur le corps social.

Pour dangereuse que soit la période dans laquelle nous sommes entrés, reste qu'elle contient de **vraies potentialités pour mettre en échec ledit modèle néolibéral**, en partant des besoins collectifs qu'il convient de satisfaire, sans jamais se soumettre à une rationalité de marché (de mise en concurrence, de valorisation) qui s'est révélée par construction inapte à répondre à de tels enjeux.

Si en un sens, le voile s'est déchiré, (ce qui ne veut pas dire que la bourgeoisie ne s'emploiera pas demain à refermer cette fenêtre d'opportunité), c'est en montrant qu'il existe des biens communs répondant à des besoins essentiels et vitaux qui doivent être placés au-dessus des structures de marché, et au premier titre, les services publics sont les supports de ce commun qui doit être institué comme tel. La crise climatique, au-delà de l'épisode sanitaire, est là pour nous enjoindre de préserver ces biens communs, indispensables à une réussite de la transition écologique, subordonnée la rupture assumée avec le capitalisme, en tant que mode de coordination dépassé (et dépassable) de nos sociétés.

2680 Pour autant, **concevoir les services publics comme des communs** au service de l'ensemble de la société implique **une reconfiguration totale de leur gestion et des organisations de travail dans le sens d'une transformation démocratique radicale**. A cet égard, cette exigence démocratique va dans le sens d'une **délivrance de la tutelle étatique** qui donne sa marque régaliennne à des organisations fortement verticalisées et empreintes d'une culture d'obéissance peu compatibles avec les exigences d'une réappropriation sociale par les agents publics et a fortiori par les usagers.

Il faudrait penser ici à un double processus d'émancipation d'avec les modèles de style régaliennne réduits à l'exécution fragmentée des politiques publiques (définies par le haut et imposées en cascades par des cadres aux compétences relatives, réduites à l'imposition de ce nouveau taylorisme) comme d'avec les modèles du New management public introduisant des éléments de gestion calqués sur les pires standards des entreprises privées, au nom de la ritournelle dite réforme de l'état.

La crise écologique nous fournit l'opportunité de remettre la question de la planification démocratique au cœur du débat, c'est aussi l'occasion d'en étendre le périmètre à la détermination des besoins collectifs et aux **modalités de gestion démocratique de services publics dédiés à ces communs**. Dans un contexte de crise écologique de plus en plus aigu, la notion de bien commun recouvre la prise de conscience de ce que l'existence du patrimoine commun de l'humanité nous enjoint de veiller à la préservation des biens éponymes, à l'instar de l'eau, de l'air, des sols et des forêts et des matières premières mais aussi de biens immatériels, tels que climat, connaissances, culture, santé, stabilité financière, paix etc....

2700 De surcroît, si **le service public s'avère offrir un outil de gestion des communs**, son champ d'application ne saurait se borner au seul plan hexagonal, tant les interactions entre nos sociétés appellent à l'instauration de services publics transnationaux à l'instar de l'eau, de certains modes de production agricoles ou alimentaires, à la préservation de la biodiversité, à la circulation horizontale des savoirs etc...).

Reste que la réalisation de ces objectifs garants de la survie de l'humanité et du vivant, ainsi qu'à l'égalité satisfaction des besoins fondamentaux ne saurait se superposer au maintien des rapports

sociaux capitalistes. Ils s'inscrivent au contraire clairement dans une dynamique de rupture avec le mode de production capitaliste.

Une organisation syndicale inscrite dans le combat anticapitaliste ne saurait à cet égard se borner à la seule réactivité aussi nécessaire soit-elle. Elle se doit d'inscrire son action dans la perspective d'une refondation des services publics, en tant qu'ils sont les vecteurs d'une réorganisation de la société et devra être porteuse d'un projet de restructuration desdits services publics articulés avec un projet de société d'ensemble et aux nécessités d'une planification écologique et démocratique.

On notera que la violence du capitalisme contre les biens communs s'est concentré au fil des dernières décennies sur l'usage intempestif de la dette publique, arme de prédilection de la classe dominante.

2720

Rendons à César ce qui est à César ou plutôt laissons la parole à Marx sur ce point décisif : « La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste ».

Excellente transition pour tordre le coup à une antienne néolibérale consistant à affirmer, avec l'arrogance du pseudo-expert de BFM Business que les administrations publiques aspireraient plus de la moitié des richesses créées chaque année et d'en appeler en mode quasi convulsif à l'incontournable réduction des dépenses publiques, ratio exposé sur powerpoint, comme il se doit !

On rappellera pour la forme qu'il convient de **distinguer deux grands types de dépenses publiques** :

-les dépenses de **redistribution du revenu** (environ 60% des dépenses publiques) les administrations publiques assurant dans ce cas la fonction d'intermédiaire pour collecter impôts et cotisations sociales et les redistribuer sous formes de prestations sociales et de transferts sociaux marchands

-les dépenses de **financement de la production non marchande** des administrations publiques (environ 30% des dépenses publiques). Cette partie minoritaire qui n'est pas assimilable à une ponction sur un PIB préexistant incluent les consommations intermédiaires des administrations publiques (non incluses dans le PIB). Elles financent une production (en permettant le paiement des salaires des fonctionnaires, des consommations intermédiaires) **dont la valeur ajoutée est une composante du PIB**, sachant qu'au lieu de payer cette production sur un marché, les ménages paient cette production par l'impôt. Il serait évidemment absurde d'affirmer que les ménages ponctionnent le PIB en payant la production non marchande des administrations avec leurs impôts.

2740

Autrement dit, les dépenses publiques ne sauraient être analysées comme « un prélèvement » sur la richesse nationale, soit elles contribuent à la production de richesse, en permettant la production de service non marchands individualisables (éducation, santé, etc...) ou collectifs qui bénéficient à la population, soit elles redistribuent la richesse.

A cet égard une note récente publiée le 3 décembre 2021 par deux chercheurs de l'Insee Nicolas Carnot et Étienne Debauche, apporte un éclairage des plus instructifs quant à **la contribution de ladite dépense publique à la création annuelle de richesse** telle que quantifiée par le PIB. Or, il apparaît que les administrations publiques produisent par elles-mêmes **un peu moins d'un cinquième de la valeur ajoutée nationale**. Une fois les consommations intermédiaires déduites de la production, la valeur ajoutée des administrations publiques est ramenée à près de 390 Md euros en 2019, pour une valeur ajoutée nationale estimée à près de 2160 Md euros.

Le rapport entre ces deux valeurs s'élève ainsi à 18% et donne le meilleur ordre de grandeur que l'on puisse donner à la contribution directe des administrations publiques à la création nationale de richesses. En pratique, cette production publique directe, qui n'intègre pas les entreprises publiques tirant la majorité de leurs ressources des ventes, recouvre essentiellement la fourniture des services régaliens (défense, sécurité, justice, administration générale), celle de l'enseignement dans les établissements publics et celle de soins dans les hôpitaux publics. Cette valeur de la production non

2760

marchande est évaluée par la somme des coûts de production, c'est-à-dire les salaires versés aux personnels publics, ainsi que le coût des autres intrants et l'amortissement du capital public.

De surcroît, les administrations publiques soutiennent l'activité productive nationale, de façon indirecte, tels que des biens et des services dont l'acquisition est financée par les administrations publiques, sans être financés par elle. En effet il est possible de fournir des services publics de deux manières, soit en les produisant directement dans des structures publiques, à l'instar du soin par exemple, soit en finançant l'acquisition auprès de producteurs privés, à l'instar de la prise en charge par la Sécurité sociale de soins délivrés par la médecine libérale, ou en remboursant tout ou partie des médicaments (ALD – *Affection de Longue Durée*). L'étendue des biens et des services effectivement pris en charge va donc au-delà de la production des APU au sens strict, soit 150Mds d'euros en 2019, à comparer aux 500Mds d'euros de production directe des APU. Il faudrait y adjoindre d'autres « transferts en nature » attachés à des biens ou services particuliers, comme les aides aux personnes âgées dépendantes ou les allocations logement.

2780 Enfin, parmi les angles morts, il faut mentionner le rôle des subventions versées aux entreprises ou des investissements publics stimulant la production des entreprises privées. Pensons enfin aux revenus de transfert à l'instar des prestations de retraite, de chômage et de solidarité en tant que stimulant de la consommation intérieure. A tout le moins, on se bornera à constater que par leur contribution quantifiable à la création de valeur ajoutée d'un peu moins d'un cinquième, **les administrations publiques sont loin d'être « improductives ».**

On soulignera ici, que cette production de services, socialement utiles, indique l'antagonisme entre deux modes de validation sociale de la production dans le capitalisme moderne, soit, d'un côté **la validation par le marché des anticipations capitalistes**, c'est-à-dire du travail productif de valeur pour le capital, et de l'autre côté **la validation, par décision politique de faire produire des services monétaires non marchands indispensables à la société**, et qui représentent une vraie valeur **qui s'ajoute à celle de la production marchande** et non qui lui est retranchée (PIB=PIB marchand plus PIB non marchand).

Ce conflit entre deux modes de calcul économiques orientés l'un vers le profit, l'autre vers l'utilité sociale apparaît ici flagrant. Le point, où nous devons arriver ici, c'est de bien mesurer l'impossibilité, contrairement à toute forme d'affabulation réformiste, d'une coexistence pacifique entre ces deux modes de calcul économique. Pour conclure provisoirement, la socialisation du coût des services monétaires non marchands doit passer avec succès l'épreuve de la décision politique collective de produire ces services d'abord, puis celle du consentement à l'impôt qui viendra a posteriori payer collectivement les services rendus, après que le supplément de revenu national net aura été engendré.

2800 **9 - L'agenda macronien 2ème saison c'est évidemment l'accélération des changements des organisations de travail, le déploiement de l'état managérial et de l'état plate-forme, du télétravail et des flexdesk pour mieux fragmenter les collectifs du travail dans le sens d'une individualisation funeste**

La crise sanitaire, chacun aura pu le constater, constitue pour la classe dominante une opportunité à la fois pour accélérer des processus de réorganisation du travail, en adéquation en phase avec les obsessions numériques de l'exécutif macronien, mais également pour **exacerber l'individualisation au détriment des collectifs de travail.**

Toute la perversité des employeurs publics, comme privés, a consisté à **tester durant la pandémie l'acceptabilité sociale de ces changements d'organisation**, y compris en usant de subterfuges émollients, à l'instar du **télétravail, comme modalité d'organisation du travail, et appât**

managérial présenté comme un moyen de réduire le temps de transport et de satisfaire une demande de plus forte « autonomie ».

Mais que signifie autonomie dans une configuration placée sous le signe de la subordination, n'est-ce pas l'exemple canonique du signifiant vide qui vient soutenir toute une grammaire de l'individualisation du salariat ? En vérité, toute la perversion managériale a résidé dans cette capacité à digérer des aspirations ayant été au cœur des nouvelles radicalités anticapitalistes surgies au sein du mouvement ouvrier, en rupture avec le régime disciplinaire et la verticalité étouffante qui caractérisaient à la fois les organisations de travail dans les décennies 60 et 70 et les structures du mouvement ouvrier (PC et CGT tout particulièrement), pour les reformuler dans le contexte de la concurrence capitaliste et de la recherche effrénée de l'efficacité.

2820

Or ces nouveaux dispositifs de gouvernementalité, outre le fait d'individualiser à outrance le salariat et de renforcer le lien de subordination avec la hiérarchie, pourraient **contribuer à l'asphyxie de la vie syndicale et de rendre de plus en plus difficile la construction de rapports de forces évidemment ancrés dans la vie collective**, pour le plus grand bonheur des managers et leurs fantasmes d'agilité. Ce signifiant d'agilité qui claque comme un slogan, c'est-à-dire comme une injonction à un devenir flexible résume à lui seul l'horreur managériale telle qu'elle s'immisce dans la langue des petits et grands hiérarques, de manière insidieuse et ressassée.

Il témoigne également de **l'inflation d'utopies numériques** concoctées par des cabinets de consultant et experts en organisation avides d'élaborer des méthodes de rationalisation du travail. Il en va ainsi **des méthodes dites agiles** présentées par leurs distingués promoteurs comme un moyen supposément rationnel de fluidifier le fonctionnement des entreprises et de réduire « le temps de cycle », gages d'une flexibilité accrue de l'organisation. Toute cette grammaire est à rapprocher des courants de l'open source ou encore de l'entreprise « libérée ». **Tous ont en commun d'instrumentaliser pour mieux les dévoyer des aspirations à l'auto-organisation directement issues des mouvements sociaux des années 70**, voire de la contre-culture et des pratiques issues des environnements professionnels du logiciel libre, jusqu'à formuler une critique apparente des hiérarchies et des organisations verticales, dans une optique de dépassement du management participatif.

2840

Quant au maître-mot d'agilité, on s'arrêtera un instant sur la méthode très prisée des managers, dite Scrum, introduite en 1996 par Ken Schwaber empruntant au vocabulaire du rugby et signifiant donc « mêlée ». Comme on le devine, il est la métaphore qui renvoie **à la souplesse et la rapidité d'action**, à l'instar du jeu dans une équipe soudée. Elle se caractériserait par une absence de hiérarchie formelle très prisée des environnements professionnels informatiques. Pour autant, peu de projets ne parviennent à l'aune de la vérification pratique à se conformer totalement à ces principes qui relèvent de la propension desdits managers à une déréalisation qui n'est pas sans entraîner des effets psychiques dévastateurs chez les salariés.

Si, comme nous l'avons constaté les effets tangibles sur la productivité demeurent peu avérés, le plus gros impact de la transformation numérique de ces vingt dernières années réside dans **la permanence du changement rapide imposés de différentes manières aux salariés**. Pire le changement rapide, loin d'être une exception, est devenu un paramètre banal de la gouvernance des organisations. Et avec ce souci du mimétisme qui caractérise la haute fonction publique, à l'heure de la loi de transformation de la fonction publique et de la start-up nation, les mêmes poncifs pénètrent la sphère de nos administrations publiques pour les mettre en tension au nom de la « conduite du changement » et autres fariboles vidant progressivement les missions du service public de leur substance et imposant aux organisations cette pression constante et dévastatrice.

2860

On doit souligner la conjugaison de ces innovations managériales avec l'introduction d'un référentiel directement inspiré du comportementalisme et de cette funeste vogue cognitiviste conformes aux

standards idéologiques du néolibéralisme qui visent à l'ajustement de l'agent social à ces contraintes incontournables et changeantes, agent considéré comme un individu, comme un moi susceptible de trouver les ressources adaptatives requises. Tout un florilège vient à l'appui de cette machinerie qui nie l'existence des sujets individuels et collectifs, **à l'instar de signifiants vides tels que résilience, utilisation des émotions positives, contrôle du biais de négativité, voire la succulente distinction entre « le soi et ses pensées ».**

Toute cette entreprise de désubjectivation nous renseigne sur la perversité clinique caractérisant les doctrines d'emploi du management inspirant les plus éminents hiérarques de l'administration, mais aussi, pour notre malheur, dans les dispositifs susceptibles d' « accompagner le changement » mis à l'œuvre notamment à l'occasion de ces réformes qui viennent en cascade « refonder » la relation avec l'usager, conformément aux visées de l'état-digital.

Ces transformations accélérées des organisations de travail ont été précédées par l'instauration d'un new public management pathogène, dont a pu mesurer empiriquement l'impact en matière de souffrance accrue au travail, à travers l'explosion des indicateurs de risques psychosociaux, constitutifs de la face cachée de cette managérialisation de l'esprit public, avec tous les effets induits en termes de perte de sens des missions de service public et de dégradation de ce dernier au profit des opérateurs de marché stimulés par le processus d'externalisation.

2880

Mais dans les débats qui touchent autour des **enjeux de l'avenir du travail**, il en est un qui à faveur de la crise sanitaire et du développement du télétravail mérite une mention spéciale, c'est celui qui a trait à l'introduction d'un **management algorithmique**. C'est un enjeu qui doit mobiliser dès à présent nos organisations, et justifie une réflexion spécifique dans un délai rapide. Ainsi loin de remplacer le travail humain en le libérant de tâches les plus ingrates, nous assistons à **l'intrusion de dispositifs technologiques et de méthodes de suivi informatique qui peuvent dans un délai très court dessiner les nouveaux contours de l'enfer du salariat**.

Ces nouveaux outils modifient les conditions de travail et s'immiscent jusque dans leur vie privée, à l'instar des objets connectés et des badges « intelligents » qui mesurent la vitesse à laquelle les travailleurs se déplacent et effectuent leurs tâches, qui suivent leurs déplacements ainsi que leurs interactions et qui évaluent même la qualité de leurs conversations. Il n'est jusqu'aux outils d'intelligence artificielle qui analysent les courriels et les messages des travailleurs pour contrôler leur productivité et repérer les comportements déviants. Un management fondé sur des algorithmes peut engendrer des formes pernicieuses de discrimination et être utilisées à des fins anti-syndicales.

2900

L'ensemble de cette panoplie intervient dans un contexte plus large de **mise en place d'outils technologiques et de systèmes de supervision numériques** visant à gérer le personnel. Le management algorithmique peut engendrer non seulement un contrôle des travailleurs d'une envergure jadis impensable, mais aussi la collecte et le traitement de données relatives à la vie et au travail des salariés, dans des conditions inédites. Ces technologies sont déjà en mesure de surveiller tant les performances que le comportement numérique des travailleurs, et vont jusqu'à déterminer leur état de santé physique et mental. L'extension de ce champ de contrôle et de supervision appelle dès à présent des mobilisations d'un nouveau type incluant des acteurs associatifs, à l'instar de la quadrature du net, des associations de juristes, pour instaurer un rapport de forces de sorte que ce management puisse être contenu, voire brisé dans l'œuf dans un certain nombre de secteurs.

10 - Développer une culture de résistance et de rupture avec les organisations néo-managériales du travail

Si nous avons su, lors de notre dernier congrès bien identifier les enjeux managériaux, en tant qu'ils structurent notre action syndicale visant à en repérer et combattre les dérives, il nous faut **aller plus loin dans la critique sociale à l'égard de ces mutations.**

En effet, la période historique ouverte depuis le déclenchement de la crise pandémique témoigne d'une volonté d'**accélérer et d'amplifier les changements organisationnels qui s'emboîtent avec le déploiement de la loi dite de transformation de la fonction publique**, dans la même visée d'un néo-management hystérisé par l'intrusion du numérique dans les processus de travail.

2920 Subsiste parfois dans les échanges, voire dans la pratique quotidienne, **l'illusion d'un bon management, d'un management rendu plus vertueux** par notre vigilance et la mise en œuvre de formations adéquates. Ne sont-ce pas autant de raccourcis susceptibles de nous enfermer, précisément dans un dispositif de domination que nous avons vocation à déconstruire et à défaire, pour instaurer un autre type d'organisation du travail ?

Que nous soyons dans notre rôle en fixant des limites à l'exercice des prérogatives managériales, ne saurait justifier une forme de passivité ou de paresse intellectuelle où nous nous contenterions de fixer les lignes de rouges, sans exercer notre regard critique sur les fondements mêmes de ce dispositif de domination. Or, face aux évolutions qui se dessinent et s'accélèrent, à mesure que le capitalisme tente de rebondir de crise en crise, sans pouvoir dénouer les contradictions fondamentales à la racine de son déséquilibre structurel, face à un nouveau cycle économique qui s'annonce, mélange de stagnation et d'inflation sur fond de durcissement généralisé des systèmes de domination du capital, la première tâche collective à laquelle il faut s'atteler c'est précisément le **décryptage des dispositifs de gouvernabilité**, tels qu'ils se réagencent, tels qu'ils sont à l'œuvre.

Enfin, le processus de brutalisation globale qui va s'abattre sur le salariat et notamment public aux fins de le ramener complètement dans les standards de la gouvernance privée, a su habilement prendre appui sur la crise sanitaire pour introduire ces évolutions, profitant d'un degré de consentement accentué par la pandémie et d'une individualisation imposé au dit salariat.

2940 Derrière les agencements mensongers et la grammaire déréalisante du management demeure **la violence du rapport salarial**, en tant qu'il est un rapport de subordination. Il faut donc faire l'effort de déplier ces agencements, en comprendre la rationalité, pour **mettre à jour le contraste entre la langue anesthésiante du management et la violence sociale qu'il prétend occulter**. Cette violence constitutive du rapport social salarial va redoubler d'intensité, ce qui nous contraint à une conduite et une orientation radicale nous conviant, au sens étymologique du mot, d'aller à la racine des choses.

De fait il n'y a pas de troisième voie entre une orientation syndicale d'acceptation du modèle néo-managérial consistant à s'y dissoudre en tant que « partie prenante », pour reprendre la terminologie contractualisante de la R.S.E, (responsabilité sociale et environnementale) et **une ligne de confrontation consistant à mettre à jour la mystification managériale** en tant qu'entreprise de dressage et de façonnement d'un salarié ajusté aux impératifs organisationnels et notamment ceux du numérique.

L'ensemble des processus de changements à l'ordre du jour et dans un délai rapide sous l'égide du signifiant transformation publique, témoignent de la cohérence de notre adversaire à la fois quant à son projet, à la maîtrise de l'agenda et à l'utilisation des opportunités, à l'instar du Covid et des évolutions juridiques et réglementaires qui consacrent sa position de dominante du point de vue du rapport de forces. On sort ainsi de la logique antérieure de compromis institutionnalisé pour **passer à une configuration qui vise à la disparition du syndicalisme de lutte de classes pure et simple.**

2960

Ne pas mesurer les conséquences de ce changement de donne, ne pas faire l'effort d'analyser ce tournant en tant qu'élément qui s'inscrit dans un contexte global, demeurer fixés sur une piètre réactivité microlocale, sans faire l'analyse de ce dispositif et de la séquence où il s'insère conduira à l'évaporation à moyen terme de notre effectif syndical et à la neutralisation de notre organisation.

Ne pas faire cet effort d'analyse entraînerait soit la disparition, soit la mutation en auxiliaire régulateur du dispositif managérial, d'une organisation syndicale qui pourtant peut trouver le positionnement requis par ce changement de configuration.

11 - Penser l'organisation néo-managériale du travail, à l'aune du néolibéralisme dont il est le résultat

Cette configuration désigne un **ensemble de techniques contemporaines de direction et de contrôle des processus de travail**, fondé sur une organisation globale qu'on qualifiera ici de néo-tayloriste ou de post-fordiste de la production et sur des dispositifs de coordination locale (pilotage par projet et par logiciel, normes de qualité totale, évaluation individualisée, développement personnel, benchmarking etc.

2980 Ces supposées innovations, marqueurs de changement de cycle, correspondent selon Danièle Linhart à la généralisation de « la pratique qui consiste à adjoindre aux opérateurs en fabrication des opérations appelées premier niveau de maintenance, d'entretien, de contrôle qualité et de suivi de production ». Ainsi, ce qu'on qualifie de post-fordisme signifie paradoxalement pour les travailleurs, l'intensification, par des formes spécifiques d'organisation, de la contrainte à suivre le rythme de la circulation des informations pour ne pas rompre « le flux » entre segment amont et segment aval.

Dans « les outils contemporains de l'aliénation au travail », Durand montre que ces transformations concernent plus spécifiquement la transformation de l'organisation hiérarchique et des modes de coordination des organisations de travail. L'auteur montre comment **cette modalité de mobilisation de la subjectivité des salariés au moyen d'une « implication contrainte »**, manifestation centrale de l'aliénation du travail dans le capitalisme contemporain, implique de **suivre à la lettre le processus managérial**.

3000 Autrement dit, ce nouvel agencement managérial implique certes de nouvelles formes de production du consentement mais demeurent inscrites dans un encadrement disciplinaire de la production, lié notamment aux dispositifs informatiques d'organisation de l'activité. Pire, comme le note Christophe Dejours, du fait de « l'introduction systématique des méthodes d'évaluation individualisée », l'entreprise contemporaine « **écrase inexorablement les espaces de délibération collective, au fur et à mesure que chacun apprend à se taire et à se méfier des autres à cause des effets désastreux de la concurrence généralisée qui va communément jusqu'à la concurrence déloyale entre collègues** ». Autrement dit, l'évaluation individualisée provoque une forme d'aliénation de l'activité au sens d'une neutralisation des solidarités et des relations sociales de coopération dans l'entreprise.

Ce à quoi nous assistons quotidiennement dans le champ des administrations parisiennes coïncide parfaitement avec la mutation telle que précitée. Il en résulte et c'est une question centrale de la littérature qui questionne cette transformation des organisations de travail **une interrogation sur la fabrique du sujet néolibéral** et notamment du travailleur comme « entrepreneur de lui-même », dans le contexte d'une entreprise (ou d'un service public « piloté » comme une entreprise privée) analysée comme une « structure disciplinaire ancrée dans les routines et les technologies, qui paraît renforcer le pouvoir des individus, mais les rend en réalité apolitiques ».

Pour en revenir au sujet lui-même, tel qu'il est reconfiguré par ces dispositifs, outre d'être incité à la fiction de l'entrepreneur de lui-même, au moment même où il est entièrement dépossédé de tout moyen

de contrôle sur son processus de travail, tandis que les collectifs de travail se délitent notamment à l'heure du télétravail, il est assigné à **un certain nombre de technologies de soi**, à l'instar de la floraison d'indicateurs de prévention et de techniques de développement personnel, pouvant aller jusqu'à la sophrologie, le yoga ou la méditation en pleine conscience.

3020 C'est toute la fonction de cette opération de renversement idéologique qui fait de l'entreprise ou de l'administration publique non plus une forme de rapport social, mais **un type de rapport à soi-même**. Ce nouveau sujet, se voit invité à participer à sa propre aliénation en recourant aux nouvelles techniques de l'entreprise de soi, jusqu'à se persuader d'obéir à son propre désir.

Cette stratégie d'enrôlement de la subjectivité n'est pas sans effet sur l'inconscient des sujets eux-mêmes, comme en atteste cette batterie de contrôles et d'évaluations de la personnalité, des dispositions du caractère, des façons d'être, de se parler, de se mouvoir. Si souffrance, attestée par les « risques psycho-sociaux », il existe, c'est bien qu'il y a clivage entre les sujets et les organisations de travail à ce point où ils échouent à totalement intérioriser le dispositif performance/jouissance, tel que proposé par le néo-management, en tant qu'il se voudrait un quasi gouvernement des conduites psychiques.

Cette gouvernementalité conduit à imposer au sujet plus généralement la responsabilité de sa condition afin qu'il accroisse son « capital humain », qu'il « s'entrepreneurialise », en tant qu'il serait son propre investisseur dépositaire de son portefeuille d'actifs, mesuré par cette batterie d'indicateurs d'évaluations et de classements.

12 - Prendre la mesure des dégâts du cognitivo-comportementalisme très en phase avec le néolibéralisme et du risque de son introduction dans les univers néo-managériaux

3040 Tout d'abord, il faut partir du constat que les politiques publiques en matière de santé en Grande-Bretagne ont fait la par belle à cette approche scellée par la rencontre entre un économiste Richard Layard avec une figure de proue des TCC David Clark (2011), au titre d'un *New deal* consistant à soigner les troubles anxieux et dépressifs, à faible coût, dans une visée de permettre aux personnes concernées un retour rapide à l'emploi! Le projet est décrit en détail dans l'ouvrage de Layard (2011) intitulé *Happiness : lessons from a new science*, annonçant le tsunami des TCC.

Une institution est ainsi créée en Grande-Bretagne l'Increasing Access to psychological Therapies (IAPT) aux fins de mettre en œuvre un programme conçu dans la grande tradition utilitariste et fondé sur l'idée que le bonheur est calculable et mesurable. L'indigence du raisonnement ne laisse pas de rendre perplexe !

Et pourtant, il s'agit pour l'auteur de postuler que partant du principe qu'il existe un état d'esprit consistant à être heureux que l'on peut mesurer, soit nous sommes heureux, soit nous souffrons d'une maladie mentale. L'état psychique du sujet devra être mesuré afin de déterminer dans quelle catégorie il se situe à partir de questionnaires d'auto-évaluation. Exemple : A quel point êtes-vous déprimé, de 1 à 5. Toute l'épaisseur d'un sujet se trouve ainsi ramené à une opération de chiffrage, supposé lui donner une apparence de scientificité. Il s'agit dès lors de mimer frauduleusement les méthodes des sciences expérimentales pour procéder à cette « opérationnalisation » de la vie psychique, étendue à l'ensemble du champ de la psychologie.

3060 Cette escroquerie morale et intellectuelle, outre le fait de disqualifier toute la tradition psychanalytique fondée sur la distinction du moi et du sujet et de la psychiatrie institutionnelle, s'emploie à gommer les causes sociales de la souffrance, en lien avec la violence du néolibéralisme, pour prétendre modifier les pensées des personnes qui ne sont pas satisfaites de leurs conditions de vie, à l'instar de Layard qui explique que « si le bonheur dépend d'un écart entre votre perception de

la réalité et votre aspiration de départ, la thérapie cognitive portera sur votre perception de la réalité. Le « problème » ne concerne donc plus la réalité, mais la perception que le sujet a de la réalité, les troubles psychiques conçus comme le résultat de désordres génétiques, biologiques et cognitifs.

Le hold-up intellectuel va jusqu'à produire un mythe des origines selon lequel il n'existait pas de psychothérapies cohérentes « scientifiques » avant l'émergence des TCC, justifiant que les colonisateurs de la psyché pillent partiellement les ressources des psychothérapies ancestrales pour les instrumentaliser hors du champ culturel qui leur a donné naissance. Ainsi la psychanalyse est présentée comme une méthode dépassée, a-scientifique et néfaste pour les enfants, sans autre effort d'argumentation.

3080 Un auteur qui se veut un contempteur rigoureux de la mouvance Dalal revient sur la genèse d'un débat qui allait aboutir à la naissance de la DSM, disqualification sommaire de la psychanalyse, critique de l'introspection au profit de mesures comportementales objectivables et caractérisation des troubles psychologiques comme le fruit de distorsions cognitives.

Enfin partant du constat de divergences d'appréciation quant au diagnostic des patient.e.s, il s'est agi d'opter pour une psychiatrie strictement descriptive, aux fins fantasmatiques d'améliorer la performance des diagnostics psychiatriques, en singeant les autres disciplines médicales après avoir pris soin d'exclure du champ de la psychiatrie l'approche psychanalytique. Telle sera l'œuvre de Robert Spitzer que de prétendre transformer la psychiatrie en une science « fondée sur des preuves » résumée dans le Manuel Diagnostique et Statistique des troubles mentaux, établissant une première liste de 265 troubles mentaux selon une approche non plus explicative mais purement descriptive postulant à une fiabilité fondée sur des critères prétendument observables et objectifs, en l'absence du sujet parlant en quelque sorte, celui-ci réduit à un symptôme qu'il suffirait de reconnaître sans l'écouter.

Parvenu à la 5ème version de la liste magique, et après des échanges chaotiques confinés au grotesque le mythe frauduleux du processus de décision de nature scientifique étayé sur des faits empiriques semble s'être passablement lézardé.

3100 Loin d'être le fruit d'un consensus reposant sur des critères épistémologiques établis, (vaste question!), la DSM n'est que le résultat d'un rapport de forces s'établissant selon des logiques de pouvoir, des troubles apparaissant pour disparaître sans explication de la taxonomie, souvent sous la pression des groupes de pressions (aux États-Unis), les enjeux « scientifiques » n'étant pas totalement dissociable du plus trivial principe de remboursement par les mutuelles.

Grâce à ce vernis de scientificité plus de 800 000 copies du DSM-III ont été vendues rapportant des millions de dollars à l'Association américaine de Psychiatrie. Cet essor de la DSM comme des TCC en France, ne sont évidemment ni sans rapport avec la stratégie des groupes pharmaceutiques (un trouble=une réponse purement médicamenteuse) ni à avec la construction d'un sujet néolibéral, y compris tel qu'il est envisagé, à travers les dispositifs de prévention du risque (problématique assurantielle) avec lesquels nous avons partie liée.

Il faut évidemment articuler l'émergence de cette vague désastreuse, notamment pour le champ de la santé mentale et de ses acteurs, avec le modèle néolibéral, comme tel.

On peut y retrouver le mythe d'un agent économique agissant pour maximiser son intérêt, et penser son bonheur privé (considéré comme une visée essentielle) joint à l'approche utilitariste (à l'instar de Bentham ou de Stuart Mill) en sorte de poser le bonheur comme une quantité mesurable, au point d'épouser une conception quasi positiviste de la vie psychique dont le moindre soubresaut, puisse être chiffrée en vue de son amélioration sur échelle quantitative. On peut y voir une sorte d'imbrication du psychique dans l'économique, psychique à l'égard duquel il conviendrait de mettre en place une

rationalité gestionnaire connectée aux objectifs généraux d'efficacité, y compris appliqués aux politiques de santé.

3120

Si l'on prend la profession de foi des TCC qui dispose que « le bonheur est lié à votre bien-être intérieur plutôt qu'à des facteurs externes » l'on peut parfaitement mesurer l'utilisation qui est déjà faite de ce pseudo-savoir (pseudo-science?), par les évangélistes du néo-management public et les effets de discours parfaitement repérables dans les environnements RH notamment.

Avec les TCC il ne s'agit pas de s'engager dans une *talking cure* garante de la position de sujet qui est celle de l'analysant, mais de remettre sur pieds l'agent fragilisé pour le remettre au travail, un patient déprimé en Grande-Bretagne se voit proposé plusieurs questionnaires téléphoniques dont aucun n'explore les causes de son état. Si le trouble est avéré selon les critères du DSM-5, il se voit proposé une TCC de 16 semaines reposant sur un chaînage sommaire : événement-cognition-émotion-pensée dysfonctionnelle, le sujet étant considéré comme étant déprimé s'il a une mauvaise image de lui-même. Il s'agira de modifier les croyances dysfonctionnelles liées à ce schéma, la « thérapie » n'engageant jamais le sujet à mener son propre travail d'élaboration associatif quant aux causes de ce moment dépressif.

La première étape de nature éducative est un outil de suggestion qui vise à conformer le patient à une sorte de vision tronquée du sujet, entraînant des refus des patients à cautionner cette forme d'aliénation (voire de manipulation). Au terme d'un processus jalonné de questionnaires, il s'agira pour le patient de réaliser le caractère « dysfonctionnel » de ses pensées jusqu'à aboutir selon une logique de persuasion disciplinaire d'y renoncer. Exit la position du sujet de l'épaisseur de son histoire et son inscription dans un contexte social, par exemple où il peinerait à tenir sa place de sujet.

3140

L'émergence de ce discours et des pratiques qui en découlent en France s'articulent parfaitement avec les objectifs de désobjectivation ou de façonnage d'un sujet compatible avec les dispositifs néo-managériaux décrits.

Prenons-garde de bien en décrypter les indices discursifs notamment dans la littérature grise de notre administration d'abord en mesurant les pièges d'un certain type de prévention des risques, (y compris ceux sur lesquels nous agissons) et de la construction d'une panoplie managériale remplie d'outils visant à évaluer et à quantifier individuellement les agents, au regard d'une rationalité dite de la performance et de l'efficacité, mais aussi à apprécier leur manière d'être au regard de critères discriminants dont les fondements ne sont jamais énoncés.

L'intrusion d'une grammaire comportementaliste et cognitiviste est déjà décelable dans notre environnement, elle s'articule d'ailleurs aux extravagances du développement personnel (méditation en pleine conscience) dans la même visée de défaire les subjectivités de leur épaisseur propre, et de les enfermer dans une approche individualisée, y compris dans la prise en compte de leur éventuelle souffrance, de moins en moins corrélée au caractère pathogène des structures de travail elles-mêmes.

13 - Un syndicalisme de combat, conscient des écueils qui le menacent de disparition qui ne doit pas se tromper de positionnement stratégique dans la période qui vient

3160

L'ensemble de ces éléments, soit qu'il caractérise des mutations déjà à l'œuvre, soit qu'il anticipe des évolutions déjà programmées **interroge quant au rôle des organisations syndicales, en tant que collectif militant**. Elles doivent faire face à une aggravation de la violence sociale que ces dispositifs vont faciliter.

A cet égard, l'accompagnement des salariés et la réactivité quotidienne pour indispensables qu'ils soient, ne suffiront pas à donner aux structures syndicales le souffle nécessaire pour **repren**

contrôle d'un agenda social aujourd'hui en grande partie déterminé par la hiérarchie et l'exécutif qui lui en assigne la mise en œuvre.

3180 Il est indispensable d'asseoir le plan d'action qui doit se mettre en place à l'issue du congrès, **en partant d'une analyse fine de la configuration sociale** telle qu'elle se dessine, en ignorant aucun des facteurs qui interviennent. Avant toutes choses, il faut **tordre le cou à une pratique du syndicalisme qui en ferait une partie prenante du fallacieux compromis social** que la hiérarchie entendrait mettre en place au nom d'une conception prétendument pacifiée des relations sociales. Dans cette approche, le syndicalisme deviendrait **l'une des variables d'ajustement du dispositif managérial**, voyant son rôle réduit au rôle de collecteur d'indices, de **producteur de signaux et de négociateur de micro-réglages** de processus organisationnels, dont la rationalité et les objectifs ne seraient dès lors, plus jamais remis en cause.

Ce tropisme d'institutionnalisation et de dilution du syndicalisme dans la démarche dite partenariale est en vérité déjà à l'œuvre et met notre activité sous tension. Comment en effet continuer à concilier une certaine degré d'implication technique dans des dossiers complexes et multiples et **conserver une vue d'ensemble guidée par un ancrage dans la seule réalité de la lutte des classes** dont nous tirons notre légitimité. Jusqu'où aller dans cette mystification de la « coproduction » des décisions qui en réalité dépouille le syndicalisme de sa vocation historique, consistant à créer les conditions d'un rapport de force, pour mettre en échec les hiérarchies locales et **ouvrir une brèche au sein du mode d'organisation inégalitaire de la société**)?

Au bout de cette mutation voulue par nos hiérarques n'est-ce pas le spectre d'une mort annoncée qui transformerait les instances paritaires en une simple chambre d'enregistrement de décisions unilatérales, au sein desquelles les organisations vidées de leurs substances disposeraient au mieux d'une misérable compétence d'amendement parfaitement indolore, condamnées à approuver implicitement la stratégie de déconstruction des services publics, déjà à l'oeuvre ?

3200 **Tel est bien l'écueil qu'il va nous falloir surmonter dans la configuration qui s'annonce à l'issue des élections de 2022.** La classe dominante, au-delà des résultats électoraux est désormais entrée dans une crise d'hégémonie structurelle, comme en attestent les scores de l'extrême-droite, de sorte que, dans le contexte de la crise globale du capitalisme que nous avons analysée de manière détaillée, son agressivité va se trouver décuplée, ainsi que sa volonté de **passer en force sur son agenda de contre-réformes conjuguée à des mesures austéritaires** synonymes de dégradation des conditions de vie et de travail de la majorité de la société. Dans un tel contexte, il ne s'agit pas ici d'en appeler à la radicalité uniquement pour satisfaire un anticapitalisme rhétorique de bonne conscience ou de confort.

Non, le réel de la lutte des classes qui se dessine nous oblige à **adopter une ligne de combat, face à cette violence sociale qui se prépare déjà**, jusque dans **la recomposition du travail voué à la vacuité de missions vidées de consistance, de contenu et de sens.** Cette violence sociale se déploiera dans toutes ses formes afin de tenir le corps social en laisse pour **prévenir toute forme d'insubordination.**

Toute autre posture conciliatrice ou attentiste, purement réactive signifierait à terme **l'édulcoration du contenu même de notre action et notre disparition et/ou domestication.**

3220 Or, c'est précisément la subordination comme principe constitutif du rapport social salarié que nous voulons abattre et cela, depuis la naissance du mouvement ouvrier. Les luttes qui s'annoncent dans ce nouveau cycle historique qui s'est ouvert en 2008, **tireront à tout le moins leur dynamisme de la situation matérielle dégradée par la baisse du salaire réel et la poussée inflationniste qui va se répandre à l'ensemble des prix de base relatifs à la consommation des ménages.**

Mais, la violence managériale, aussi ouatée, pernicieuse et insidieuse soit-elle, l'arbitraire et la suffisance des chefferies moyennes, **la perte de sens du travail lui-même**, tel qu'il est refaçonné par l'intrusion du numérique dans le sens d'un néo-taylorisme débilisant, constitueront la trame de luttes porteuses d'une tonalité anti-hiérarchique et anti-autoritaire.

L'aliénation du travail, réduit à ces processus dégradés, et notoirement pour les agents du service public affectés par la perte de sens de leurs missions, ouvre un horizon de lutte où seules les organisations qui auront refusé d'entériner ces changements d'organisation et n'auront pas succombé aux niaiseries de l'idéologie managériale, à sa novlangue et à ses gadgets et ses manœuvres de séduction communicationnelle garderont une légitimité intacte.

Et elles auront d'autant de légitimité qu'**elles auront refusé de penser dans les catégories frelatées du management, et de sacrifier à son lexique et au formatage des esprits qu'il entraîne**. Elles tireront bénéfice de n'avoir fait aucune concession à cette entreprise de dévoiement du service public qui contribue à banaliser les pires scories du darwinisme social et économique, sous le voile trompeur d'une technicité gestionnaire supposément neutre.

De surcroît dès que les effluves de la torpeur électoraliste se seront dissipées, le réveil dans le monde tel qu'il demeure et tel qu'il s'annonce promet d'être rugueux.

3240 Le signifiant « guerre » en donne le tempo. Une guerre sans engagement direct « de nos forces », mais utile pour bâtir **un nouveau dispositif de gouvernance à tonalité martiale et à fort relent disciplinaire**, parfaitement opportun dans un contexte de stagnation économique et d'envolée des prix, visant à mettre au pas le corps social.

On n'imagine pas encore tous les bénéfices secondaires dont le bloc social bourgeois peut tirer de cette situation internationale à haut risque, pour conforter sa domination de classe, disqualifier et criminaliser la contestation sociale. A certains égards, les systèmes répressifs qui sévissent en Chine et en Russie ne tarderont pas à transformer en adeptes, ceux qui précisément se targuent d'incarner les valeurs du monde libre face au dérives impérialistes grand-russiennes, aussi avérées soient-elles !

C'est ainsi que le programme du président élu et de sa majorité, quels qu'en soient les contours, donnera à la lutte des classes, vu du camp adverse, une intensité et un tranchant d'une acuité historique. La dérive autoritaire bien entamée lors du premier quinquennat n'aura de cesse de s'amplifier y compris jusqu'à des formes encore rarement atteintes.

Le contexte international placé sous le signe d'une conflictualité exacerbée et d'un occident européen-étatsunien affaibli ne peut que **favoriser la brutalisation du corps social**, déjà fortement endolori et la montée d'un cran de la répression qui ne dédaignera pas à s'attaquer à toutes les formes de contestation sociale, syndicats ancrés dans les luttes sociales compris.

3260 Pour autant cette situation peut être placée sous le signe d'une polarisation sociale accrue qui doit nous inciter à **persévérer dans la mise en œuvre de nos orientations** qu'il s'agisse de notre implication au sein du **collectif travailleurs sans papiers**, des **liens que nous avons noués avec un certain nombre de grandes associations de défense du droit des étrangers** notamment, s'agissant de l'ANEF et des effets délétères liés à la dématérialisation des services publics ou de notre participation au **réseau écosyndicaliste** ou encore au **réseau antifasciste intersyndical VISA**.

Enfin, et c'est un point crucial, il faut constater à l'échelle nationale un **rapprochement entre organisations syndicales positionnées sur le champ de lutte des classes, à l'instar de la FSU et de Solidaires.**

Nous pensons, pour encourageant que soit ce processus de convergence susceptible de **clôre un cycle marqué par la fragmentation du paysage syndical**, qu'il faut y œuvrer par un travail unitaire plus intense, au-delà du simple échéancier électoral, lié à la représentativité syndicale, par la **construction de campagnes unitaires et l'élaboration de plateformes revendicatives communes**, par la **poursuite du travail antiraciste et antifasciste unitaire.**

C'est un axe dont nous devons débattre sans sectarisme, ni repli identitaire, un tel rapprochement peut en effet contribuer à accroître la syndicalisation et à **créer les conditions d'une transformation du rapport de forces au bénéfice de notre camp social.**

3280 Face à l'ensemble de ces enjeux, et compte tenu de ce qu'est l'institution où nous œuvrons, si nous la considérons au-delà du champ du pur service public où nous œuvrons, il faut mettre la focale sur cet autre **versant purement coercitif, qui n'est en dernière analyse que le garant armé de l'ordre social capitaliste.**

Vu sous cet angle, mieux vaut ne pas se tromper sur son positionnement stratégique.

Nous sommes et demeurons, et particulièrement à l'heure des tempêtes qui s'annoncent, **dépositaires de la critique sociale qui doit s'exercer à l'intérieur même de l'institution.**

Cette critique consciente et articulée autour des enjeux propres à cette singularité institutionnelle vise d'une part à en **décrypter les mécanismes de domination** les plus masqués (managériaux), en dénoncer les conséquences sur les vies, les psychismes et les corps (organisations de travail). Mais elle doit résolument s'employer d'autre part, à en **remettre en cause l'existence telle qu'elle est fondée sur un arsenal subtil d'exceptionnalité**, dérogatoire au droit commun et concentrant tous les instruments de la violence d'état susceptible de s'abattre sur le corps social dès lors qu'il persévérerait dans son être insubordonné.

Or ce même refus de la subordination, et de la division de la société en classes fondent notre existence collective.

3300 **Et de ce refus, seul peut naître l'espoir d'une autre forme d'organisation sociale, susceptible de libérer le travail de cette domination et lui donner un contenu qui puisse s'articuler au projet d'émancipation global, face à toutes les formes de barbarie annoncées, des plus insidieuses aux plus violentes.**

Programme revendicatif du XXXIIIème congrès

Notre rapport d'orientation a été l'occasion de définir les grandes lignes de notre orientation syndicale. Celles-ci doivent être déclinées dans notre activité et nos revendications. Conquête ou reconquête des communs, prise en compte de l'écologie et du virage autoritaire de nos sociétés, améliorations de nos conditions de travail et de nos rémunérations ne sont que quels uns des points devant nous guider quotidiennement dans l'établissement de nos revendications.

1-Place au sein de la CGT

3320 Fidèle aux statuts de la CGT et au fédéralisme, notre congrès renouvelle son engagement de prendre toute sa place au sein des structures professionnelles, notamment la CGT Intérieur, et interprofessionnelles de notre organisation. Le congrès décide de continuer de mettre à disposition des structures les candidatures et moyens nécessaires à cet investissement.

Le statut des administrations parisiennes de nombre des agents de la Préfecture de Police crée des convergences revendicatives avec nos camarades de la Ville de Paris. Nous décidons de continuer le travail commun initié avec la CGT Mairie de Paris.

2-Vie du syndicat

Le fonctionnement des sections est un point d'appui important pour l'activité du syndicat. Le congrès décide de relancer les sections actuellement en difficulté. Il est également décidé d'impulser et d'organiser l'activité à destination des fonctionnaires à statut Etat de la Préfecture de Police.

Concernant l'ALS, le congrès décide de s'inscrire pleinement dans l'organisation interfédérale afin d'assurer la sécurité des manifestations et l'encadrement des luttes. La lutte contre l'extrême droite doit être partie intégrante de ce secteur notamment via notre adhésion à la structure VISA.

3340 Le congrès décide de donner mandat à la commission exécutive pour réfléchir à l'organisation et au renforcement de la permanence.

3-Syndicalisation

Le congrès décide de faire de la syndicalisation une priorité notamment auprès des jeunes agents. L'adhésion doit être un tremplin vers le militantisme.

4-Formation syndicale

Afin d'assurer la continuité de notre activité et armer les militants, le congrès décide de faire de la formation syndicale une priorité. La modification des instances

représentatives du personnel nécessitera la formation très rapide de nos futurs élus. De même la modification du module de formation syndicale de niveau 1 doit nous permettre d'assurer cette formation en interne. Le congrès décide également d'assurer des formations plus techniques autour des sujets revendicatifs portant sur la rémunération et la santé et sécurité au travail...

5-Communication et propagande

3360 Nous devons développer notre communication à destination des syndiqués mais également des agents. Pour cela le site internet doit faire l'objet d'une mise à jour régulière. Le congrès décide également de distribuer à minima un tract tous les 2 mois sur l'ensemble des sites mais également de renforcer l'affichage sur les panneaux syndicaux. Les campagnes de SMS sont particulièrement appréciées des syndiqués. Celles-ci doivent être renforcées.

Afin de cibler l'ensemble des populations d'agents, il est décidé de développer notre communication via les réseaux sociaux.

Point fort de notre activité, les réunions d'information syndicale sont l'occasion d'aller à la rencontre des agents. Le congrès décide de continuer leur organisation au rythme minimal de 2 par an sur l'ensemble des sites.

6-Solidarité financière et luttes

Le congrès décide de continuer à s'investir avec ses moyens dans les luttes et mouvements qui traversent la société. Il est notamment décidé de continuer à soutenir financièrement les luttes portées par la CGT sans que cela n'aboutisse à des luttes par « procuration ».

7-Politique revendicative

3380

7-1 Salaires

Face à la dégradation du pouvoir d'achat le congrès décide de s'inscrire dans les luttes visant à revaloriser les salaires. Nous exigeons notamment :

- Salaire minimum à 2000€ net mensuel ;
- La mise en place de l'échelle unique de rémunération ;
- La revalorisation immédiate du point d'indice à minima de 10% ;
- La revalorisation de l'IFSE et son intégration au traitement en vue de la prise en compte pour les retraites ;
- La réindexation du point d'indice sur l'inflation ;
- Suppression du CIA et reversement du montant moyen dans l'IFSE ; en attendant nous portons la revendication du versement d'un montant minimal de CIA à l'ensemble des agents et l'intégration automatique d'une partie à l'IFSE de l'année suivante ;

- Prise en charge intégrale des transports pour l'ensemble des salariés de la Préfecture de Police.

7-2 Temps de travail

3400 Le congrès décide de faire sienne la revendication des 32h hebdomadaires sur 4 jours. Il est également décider de se battre pour que l'ensemble des heures faites soient récupérées et/ou payées. Le logiciel de gestion du temps de travail doit respecter l'accord cadre et l'ensemble des dispositions réglementaires (autorisations d'absence, badgeage obligatoire pour l'ensemble des agents y compris en télétravail...).

Il est décidé de continuer à exiger la reconnaissance des pénibilités par une réduction du temps de travail.

Nous rappelons notre volonté de nous battre pour le respect des garanties minimales de repos notamment pour les collègues assujettis à des astreintes et/ou permanences.

Nous continuons à demander l'abrogation de la journée de solidarité.

7-3 Défense du service public

Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Le congrès décide de s'inscrire dans l'ensemble des mobilisations visant à défendre et reconquérir les services publics. Dans ce cadre nous demandons l'arrêt de toutes les externalisations et la réinternalisation de l'ensemble des activités.

3420

Sans être hostile au numérique, nous exigeons que des possibilités d'accueil physique soit assurés partout et permettant le traitement des demandes des usagers dans des délais restreints.

Enfin le congrès décide de se battre pour obtenir l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement des services publics.

Nous exigeons l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique et l'arrêt des recrutements de contractuels et le recrutement de fonctionnaires sur les postes vacants. Nous nous inscrirons dans l'ensemble des initiatives visant à permettre la titularisation de l'ensemble des contractuels.

7-4 Retraite/Protection sociale

Le congrès rappelle son exigence d'un retour de l'âge de départ à 60 ans voire plus tôt pour les métiers pénibles. Nous demandons le retour aux 37,5 annuités et la mise en place de bonification pour les métiers pénibles. Nous demandons à ce qu'il n'y est pas de pension en dessous de 2000 €.

3440 Nous réaffirmons notre principe de défense du code des pensions civiles et militaires.

Le congrès décide de s'inscrire dans l'ensemble des initiatives et campagnes visant à reconquérir la sécurité sociale. En attendant la mise en place de son universalité, nous demandons à ce que les employeurs prennent en charge intégralement les dispositifs de complémentaire santé.

Nous exigeons le respect du secret médical.

7-5 Conditions de travail

La période de pandémie a été un laboratoire de test sur les organisations de travail. Sans être totalement hostile à sa mise en place, nous rappelons notre méfiance vis-à-vis du télétravail. Celui-ci doit être consenti et permettre le maintien des collectifs de travail.

Nous continuons à lutter contre la mise en place des open space et flex-office, véritables machines à créer des RPS.

3460 Le congrès décide de faire de la défense des conditions de travail un axe majeur de l'activité de notre organisation. Cela passe par l'exigence de respect de l'ensemble des textes, notamment du code du travail, visant à la protection de la santé physique et mental des collègues.

Le CHSCT ayant vocation à être remplacé par une formation spécialisée en santé, sécurité au travail, le congrès décide de s'investir pleinement dans cette structure afin d'en faire un outil de lutte pour nos conditions de travail.

Nous faisons le constat que les pratiques managériales se sont fortement dégradées depuis des années. Notre syndicat décide de lutter contre celles-ci et exiger des sanctions lorsque cela le justifie et le déplacement immédiat des encadrants toxiques.

Nous rappelons notre attachement à la médecine du travail et exigeons le respect de la fréquence des visites médicales soit tous les 2 ans pour les agents et tous les ans pour les métiers à risque.

7-6 Déroulement de carrière

Nous réaffirmons notre attachement au principe de carrière.

3480 Nous lutterons contre la multiplication des emplois fonctionnels.

Nous devons le passage des ratios promus/promouvables à 100% afin de permettre la promotion de tous et une meilleure prise en compte de l'ancienneté.

Nous décidons de lutter pour gagner enfin la création d'un véritable débouché vers la catégorie A pour la filière administrative.

Nous portons l'exigence d'une revalorisation des métiers techniques face aux difficultés de recrutement relevées sur ces filières.

Nous exigeons le respect du droit effectif à la mobilité choisie.

7-7 Lutte contre les discriminations/Pour l'égalité

Notre syndicat continuera de lutter contre toutes formes de discriminations et notamment à l'égard des personnes LGBT.

Nous portons l'exigence de la régularisation de l'ensemble des travailleurs sans papier.

3500 Nous rappelons notre attachement au principe de laïcité et lutterons pour son respect et contre toute forme de dévoiement discriminatoire au sein de l'administration.

Le congrès fait sien le combat pour l'égalité femme/homme et contre toutes les formes de harcèlement. Nous exigeons que l'ensemble des postes soient ouverts de façon égale.

Nous décidons de lutter pour la mise en place d'une véritable politique d'accompagnement et de protection des salariés en situation de handicap.

Nous défendons le respect du droit syndical.

7-8 Politique sociale

Nous exigeons une véritable politique sociale à la Préfecture de Police.

Elle devra développer l'offre des logements sociaux à destination des agents de la PP.

Elle devra aussi offrir des séjours, des loisirs variés et un accès à la culture à des prix accessibles, ainsi que la gratuité d'accès aux musées et piscines de la Ville de Paris et l'adhésion à l'AGOSPAP pour l'ensemble des agents y compris retraités.

3520 Aussi, de nombreux sites ne profitent pas d'une restauration sociale à proximité de leur lieu de travail. Pour cela, nous continuons d'exiger la mise en place de restauration d'entreprise sociale et de qualité de proximité et bien entendu l'accès aux restaurants de la Ville de Paris.

Nous exigeons aussi que le service d'accompagnement social soit renforcé et l'augmentation des moyens alloués à nos collègues ASE.

7-9 Congés bonifiés

Notre organisation réclame l'abrogation du décret du 4 juillet 2020 portant réforme des congés bonifiés et le rétablissement de la bonification.

Nous demandons l'extension de leur bénéfice à l'ensemble des agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Nous portons l'exigence de revalorisation de la prime de vie chère.

3540 Enfin nous portons l'assouplissement du principe de fixation du centre des intérêts matériels et moraux en vue de l'octroi des congés bonifiés.

7-10 Politique financière

Une campagne de revalorisation a pu être effectuée. Nous décidons du maintien de la grille de cotisation actuelle.